

Premières dissonances dans l'équipe Barnier

- Le premier ministre a appelé le gouvernement à la « cohésion » et à la « fraternité », mais des accrocs soulignent déjà l'empire du RN sur l'exécutif
- A l'intérieur, Bruno Retailleau a tenu sur l'immigration et sur la justice des propos proches de ceux de l'extrême droite, contredits par d'autres ministres
- Antoine Armand, à l'économie, a, lui, jugé que le RN était en dehors de l'« arc républicain », s'attirant les foudres de Marine Le Pen et de Michel Barnier
- La suppression de l'aide médicale de l'Etat pour les étrangers revient dans le débat, au risque de diviser le gouvernement

ÉDITORIAL
IMMIGRATION : UNE INQUIÉTANTE PRÉCIPITATION
PAGE 32

Russie

L'économie résiste aux sanctions, mais est fragilisée

Le pays, toujours plus dépendant de l'Etat et de son industrie de guerre, a enregistré une croissance de 4% sur un an au deuxième trimestre, mais subit l'inflation et les pénuries de main-d'œuvre

PAGES 14-15

Ukraine

Le retour à la vie de l'our, libéré des geôles russes

Ce soldat ukrainien de 23 ans raconte son soulagement et son sentiment d'étrangeté après deux ans et demi en prison, en Russie, coupé du monde et soumis à la torture

PAGE 2

L'ESCALADE AU LIBAN MET L'ONU SOUS TENSION

► L'offensive israélienne divise l'Assemblée générale des Nations unies. Le Conseil de sécurité devait se réunir en urgence, mercredi

► Pour son ultime discours à l'ONU, Joe Biden a réitéré son appel à un cessez-le-feu à Gaza, mais est resté évasif au sujet du Liban

PAGE 3



Joe Biden s'adresse à la 79^e Assemblée générale des Nations unies, à New York, le 24 septembre. MIKE SEGAR/REUTERS

Politique

Réforme des retraites : le périlleux dilemme de la gauche

Le PS ne votera pas la proposition d'abrogation que le RN entend déposer à l'Assemblée nationale fin octobre. Les autres partenaires du Nouveau Front populaire n'ont pas encore arrêté leur position

PAGE 8

Climat

La France connaît de plus en plus de nuits « tropicales »

Les nuits où la température reste au-dessus de 20°C se banalisent dans le Sud et se déplacent de plus en plus vers le Nord

PAGE 6

Reportage

A Cuba, « on recherche de la nourriture tous les jours »

PAGE 4

Conjoncture

La Chine annonce des mesures en série pour relancer son économie

PAGE 15

Outre-mer

En Guyane, la lente « restitution » du foncier aux peuples autochtones

PAGE 19

Technologies

Affrontement à Bruxelles autour des assistants d'IA

Meta et Apple suspendent le lancement de leur assistant d'intelligence artificielle dans l'UE, invoquant une régulation qui briderait l'innovation

PAGE 16

Théâtre

Ces pièces jugées « clivantes » que les villes écartent

Pression des élus, enjeux économiques... Des pièces abordant des sujets sociétaux peinent à tourner dans certaines salles

PAGE 21

ADAM DRIVER
GIANCARLO ESPOSITO NATHALIE EMMANUEL
AUBREY PLAZA SHIA LABEOUF JON VOIGHT JASON SCHWARTZMAN
TALIA GRACE LAURENCE KATHRYN LE DUSTIN
SHIRE VANDERWAAL FISHBURNE HUNTER HOFFMAN
N'IMAGINEZ PAS UN AVENIR MEILLEUR, BÂTISSEZ-LE.



FESTIVAL DE CANNES
UN FILM DE FRANCIS FORD COPPOLA
MEGALOPOLIS
ACTUELLEMENT AU CINÉMA
CINE+ OCS CAHIERS CINÉMA Le Monde Le Point Society Sofim Iffrockuptibles POPCORN FILMSACTU
VIVEZ-LE EN IMAX

VU PAR DILEM (ALGÉRIE)

CARTOONING FOR PEACE

PROCHE-ORIENT : NOUVELLE ESCALADE



TRISTE LIBAN
TRISTE BILAN!

En Ukraine, Iouri, rescapé des geôles russes

Le jeune soldat témoigne de son difficile retour à la vie, après plus de deux ans en prison, coupé du monde

KIEV - envoyée spéciale

Voilà plus d'un an qu'il n'avait pas prononcé un mot. Même le jour de sa libération, après deux ans et demi de détention en Russie, Iouri, 23 ans, est resté muet. Ce jeune soldat, dont le nom n'est pas mentionné pour des raisons de sécurité, a été relâché samedi 14 septembre lors du dernier échange de prisonniers de guerre : 103 soldats ukrainiens ont été libérés contre 103 soldats russes capturés à Koursk, ont annoncé Kiev et Moscou. Le rythme des échanges s'est accéléré depuis l'offensive des forces ukrainiennes dans cette région russe, le 6 août, et la capture d'au moins 600 militaires russes. Les deux pays ont, depuis, libéré un total de 267 prisonniers de guerre chacun lors de trois échanges distincts.

Une vidéo des retrouvailles de Iouri avec sa mère à Tchernihiv, près de la frontière russe, a aussitôt circulé dans les médias locaux. On la voit enlacer son fils, en larmes. Lui, teint blafard et crâne rasé, se laisse faire, étrangement figé, le regard ahuri.

Quand *Le Monde* le rencontre, mercredi 18 septembre, quatre jours après sa libération, Iouri vient de retrouver l'usage de la parole. Le jeune homme est hospitalisé à Kiev avant son transfert, prévu trois jours après, dans un centre de réhabilitation. Il s'exprime dans un anglais parfait, se tient debout, à peine voûté. Un exploit : deux jours plus tôt, il était en chaise roulante et silencieux. Les médecins, pessimistes, pronostiquaient une longue convalescence : au moins un an avant qu'il puisse reparler. Et puis, la veille au soir, miracle, il a prononcé ses premiers mots : « *Privet!* », « salut ! » en russe, la langue maternelle de la famille de Iouri, installée à Kiev. « *Mais tu parles!* », s'est étonné son père.

Actes de torture

« Hier, ma voix était faible, mais aujourd'hui ça va mieux », glisse le jeune homme en s'asseyant sur le canapé de la petite salle de repos de l'hôpital, à côté de sa sœur Veronika, 16 ans, et de leur mère, Milana, 57 ans. Avid de parler, le jeune homme s'excuse d'avance au cas où il chercherait ses mots, s'assure que personne n'a faim ni soif, et propose de partager le reste des gâteaux offerts par les autorités biélorusses, alliées de Moscou, lors de l'échange de prisonniers. Puis il raconte, dans un flot presque ininterrompu, sa détention, les privations, les faux espoirs de libération, l'échange de prisonniers, son soulagement d'avoir retrouvé sa famille et son sentiment d'étrangeté à être là, de nouveau parmi les siens, après deux ans et demi dans les prisons russes, coupé du monde et soumis aux sévices de ses geôliers. « Avant-hier, je ne pouvais même pas manger tout seul, et aujourd'hui, je suis là, à vous parler, se réjouit-il. C'est phénoménal ! »

Ce soldat de la 36^e brigade de marine était à Marioupol quand les Russes ont lancé leur invasion à grande échelle, le 24 février 2022. Il venait tout juste de signer son contrat dans l'armée. Un choix par défaut pour cet ancien étudiant en chinois à l'esprit libre, adepte du bouddhisme. « C'était une période difficile, je n'avais pas de travail, et des dettes à rembourser », se souvient-il. Pour être sûr de ne pas avoir à tuer, il avait choisi un bataillon de réparation des engins militaires. Il a été capturé le 12 avril à l'usine Illitch, l'autre grande fabrique métallurgique de Marioupol avec Azovstal. « Ils [les soldats russes]

nous ont emmenés dans un gros camion, sans rien nous dire. Je n'ai pas compris ce qui se passait. »

En deux ans et cinq mois de détention, Iouri dit avoir été transféré à cinq reprises. A chaque fois, les prisonniers ont subi la même « procédure d'accueil » : des actes de torture. « Ils [les Russes] utilisent toutes sortes de choses pour blesser physiquement et mentalement. Des bâtons en bois ou en caoutchouc, des chocs électriques... » Iouri n'a pas raconté à ses proches ce qu'il avait enduré. Les psychologues de l'hôpital évitent aussi le sujet pour ne pas le perturber davantage. Mais ses séquelles physiques laissent entrevoir ce qu'il a subi : deux mauvaises blessures aux jambes, des dents manquantes à la mâchoire inférieure, une trentaine

de kilos en moins, des problèmes d'audition et un teint anormalement pâle. « On restait debout seize heures par jour, donc on a tous des problèmes de jambe », explique Iouri.

« Personne n'a couru ni crié »

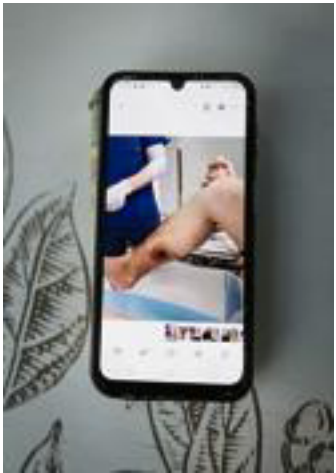
Les autres sévices, c'est un ancien codétenu, libéré en janvier, qui les a racontés à Milana lorsque son fils était encore en prison. « Il m'a dit beaucoup de choses que je ne voulais pas entendre, sur la torture, la faim, et le silence dans lequel Iouri s'était enfermé, confie au *Monde* cette kinésithérapeute le surlendemain, en l'absence de son fils. J'ai beaucoup pleuré, après. J'ai compris le piège dans lequel il était. » Iouri a notamment reçu des « chocs électriques de nombreuses fois ». L'une de ses blessures à la jambe a pour origine les « coups répétés au même endroit, jusqu'à ce que l'hématome devienne purulent ». Sa pâleur, elle, est liée à l'interdiction de sortir de la cellule pour s'aérer. « Il a sans doute aussi été frappé à répétition au visage », ajoute sa mère, qui a manifesté chaque jour devant le Parlement, à partir de juin, pour réclamer des informations sur le sort de son fils.

Les bourreaux du jeune soldat étaient d'autant plus durs avec



lui qu'il leur résistait. Et puis, un jour, Iouri a cessé de parler, et son regard est devenu fixe. Le soldat ne veut pas s'étendre sur le sujet. « Disons, pour faire court, qu'il fallait que ça se passe comme ça. »

Pendant sa détention, il avait deux rêves : manger, et revoir sa famille. Plus de quinze fois, ses geôliers lui ont dit qu'il serait libéré. Au début, il y a cru. « Ils disaient : "Eh les gars, soyez heureux, demain vous serez libres !" Mais le jour suivant, ils nous frappaient. » Alors, quand les Russes lui ont annoncé sa libération pour la énième fois, début sep-



tembre, Iouri n'y a pas cru, et s'est préparé au pire.

Comme avant chaque transfert, les Russes ont enfilé un sac noir sur la tête des captifs, avant de les faire monter dans un bus. Mais cette fois, ils leur ont dit qu'ils auraient bientôt le droit de l'enlever. Iouri est devenu nerveux. « Je me suis dit que c'était peut-être une nouvelle forme de sadisme psychologique. » Une demi-heure après, les prisonniers ont pu ôter leur sac. « Les gardiens ont commencé à être polis. C'était si bizarre ! Le bus s'est arrêté, les portes se sont ouvertes. Et là, des gens nous ont distribué du

pain, du chocolat et toutes sortes de victuailles. Je me suis dit : "Attends, qu'est-ce qui se passe ?" J'étais dans un tel état de confusion que je n'ai même pas touché à la nourriture alors que je mourais de faim. »

On leur a annoncé qu'ils étaient à la frontière biélorusse. L'échange de prisonniers pouvait commencer. Le groupe d'Ukrainiens est passé en premier. « Personne n'a couru ni crié, tout le monde était extrêmement prudent », raconte Iouri. Quand les Russes se sont avancés à leur tour, il n'a pas osé les regarder. « J'étais terrifié. J'avais les mains qui tremblaient, et le cœur qui battait à tout rompre. Je me sentais un peu comme un robot : on te dit de faire quelque chose, tu le fais, c'est tout. »

« J'ai parlé russe toute ma vie »

Le groupe a ensuite franchi la frontière ukrainienne. Des dizaines de personnes les attendaient à Tchernihiv, avec des banderoles, le sourire aux lèvres. Iouri était éberlué : « J'ai vu tous ces gens qui n'étaient pas hostiles et agitaient des drapeaux ukrainiens. Et puis j'ai vu mes parents. J'avais tellement rêvé de les revoir que j'ai pensé que j'étais peut-être encore en train de rêver. » C'est cette incredulité que la vidéo des retrouvailles, devenue virale, a capturée. Milana ne savait pas qu'elle était filmée ; elle n'aime pas cette vidéo sur laquelle son fils ne semble pas la reconnaître.

Aujourd'hui, Iouri savoure sa liberté, mais reste « suspicieux », avec cette impression tenace d'irréalité. Il est encore parfois en proie à cette « stupeur catatonique » décrite par les médecins : ces moments où il se fige, le regard fixe. Il arrive aussi qu'un mot ou une photo le ramène brutalement dans les geôles russes. « Dans ces cas-là, j'ai beaucoup de mal à reconnecter avec la réalité », confie-t-il. Pour faire diversion, il regarde des clips sur YouTube.

Depuis sa libération, sa sœur lui raconte, petit à petit, tout ce qu'il s'est passé en son absence : la naissance de leur neveu, la guerre à Gaza... « Je lui parle des grands événements mondiaux et des petits, ceux qui concernent notre famille », précise Veronika. L'adolescente a expliqué à son frère combien parler russe était devenu mal vu en Ukraine, voire suspect. « J'ai peur qu'il ait des problèmes, parce qu'il ne parle que russe. » Cette évolution contrarie beaucoup Iouri. « J'ai parlé russe toute ma vie, dois-je me sentir menacé si je vais dans un magasin aujourd'hui ? », s'agace-t-il. Ça me rend triste. » Il n'est pas sûr de reconnaître son pays.

Privé de toute information pendant sa détention, Iouri ignore comment le conflit a évolué depuis sa capture, en avril 2022. Sa sœur se garde bien de le lui dire : il ne veut plus en entendre parler. « J'en ai assez, de la guerre. Je ne veux plus combattre, et prendre le risque d'être tué, blessé ou de nouveau capturé. Ce qui compte, c'est que je sois vivant. Maintenant, je sais que tout ira bien. » Quelque 8 000 Ukrainiens sont toujours aux mains des Russes, selon Kiev, dont 1 100 membres de la 36^e brigade de marine.

Aujourd'hui, Iouri rêve de voyages, si sa santé et les services de sécurité le lui permettent. En attendant, il se voit bien vivre dans l'appartement que sa mère lui a acheté il y a six mois, quand elle priaît pour son retour. Elle l'a choisi à côté de la maison familiale, au bord d'un lac, à Kiev. Le soir, quand le soleil couchant se reflète sur l'eau, et que les cygnes glissent lentement derrière les roseaux, on en viendrait presque à oublier la guerre. ■

FAUSTINE VINCENT

A l’ONU, la peur que le Liban soit un « autre Gaza »

Les bombardements d’Israël sur le pays du Cèdre mettent sous tension l’Assemblée générale des Nations unies

NEW YORK - *envoyé spécial*

La campagne israélienne de bombardements au Liban électrise autant qu’elle divise l’Assemblée générale des Nations unies (ONU). Une réunion d’urgence du Conseil de sécurité devait se réunir, mercredi 25 septembre, à New York, pour discuter de l’opération lancée lundi par Israël contre le Hezbollah, la milice soutenue par l’Iran.

Alors que ces frappes ont déjà fait plusieurs centaines de morts et que le mouvement chiite réplique à coups de tirs de roquettes, l’idée est d’éviter une extension du conflit, après bientôt un an de guerre dans la bande de Gaza, dans la foulée des attaques du Hamas, le 7 octobre 2023. Mardi, les mises en garde se sont multipliées de la part des chefs d’Etat et de gouvernement qui se succèdent cette semaine à la tribune de l’ONU, illustrant à la fois l’inquiétude et les tensions que cette nouvelle phase de violence génère entre Israël, ses alliés et les pays de la région, à commencer par l’Iran.

« *Le Liban est au bord du gouffre* », a mis en garde le secrétaire général de l’ONU, Antonio Guterres, à l’ouverture des débats, redoutant que le pays ne devienne « un autre Gaza ». « *Gaza est un cauchemar permanent qui menace d’emporter toute la région dans le chaos, à commencer par le pays du Cèdre. Le peuple libanais, le peuple israélien et les peuples du monde ne peuvent se permettre que le Liban devienne un autre Gaza* », a-t-il insisté devant les représentants des 193 pays membres de l’ONU, dont une grosse centaine de chefs d’Etat et de gouvernement.

« Crise de légitimité »

Un peu plus tard, Joe Biden, pour son ultime discours face à l’Assemblée générale, après son retrait de la course à la présidence au profit de Kamala Harris, est resté plus évasif. « *Nous restons déterminés à empêcher une guerre plus large qui embraserait toute la région*, a observé le président américain. *Malgré l’escalade, une solution diplomatique reste possible.* »

S’il a réitéré son appel à un cessez-le-feu dans la bande de Gaza, où l’offensive israélienne a coûté la vie, en bientôt un an, à plus de 41 000 Palestiniens, selon les autorités de l’enclave contrôlée par le Hamas, Joe Biden n’a pas été aussi explicite concernant le Liban, en

Joe Biden a réitéré son appel à un cessez-le-feu dans la bande de Gaza, mais n’a pas été explicite concernant le Liban

dépité de l’accélération des événements. Le président américain a mis en cause la « *menace permanente* » que représente l’Iran, le parrain régional du Hezbollah.

« *Nous avons toujours été au côté du Liban et nous continuerons de l’être* », a, pour sa part, glissé Emmanuel Macron, lors de son arrivée au siège des Nations unies, dans l’après-midi. Le chef de l’Etat français s’est entretenu en fin de journée avec le président iranien, Massoud Pezeshkian, appelant à une « *cessation des hostilités* » au nord d’Israël. Il devait prononcer son discours devant l’Assemblée générale mercredi après midi, avant de filer pour le Canada, mais devrait laisser le tout nouveau ministre des affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, participer à la session d’urgence convoquée pourtant à la demande expresse de Paris.

Dans l’esprit des dirigeants français, il s’agit dans l’idéal d’obtenir au plus vite un arrêt des opérations d’Israël au Liban. La conseillère de l’Elysée chargée du Proche-Orient, Anne-Claire Legendre, s’est entretenue en ce sens, mardi, à New York, avec l’émis-saire américain pour le Liban, Amos Hochstein. Les autorités françaises et américaines ont tenté, en vain depuis des mois, d’éviter ce nouvel embrasement, sans toujours agir à l’unisson.

Sans illusion, de nombreux ora-



Le roi Abdallah II de Jordanie, au siège des Nations unies, à New York, le 24 septembre. MICHAEL M. SANTIAGO/AFP

teurs ont fait part de leur colère face à cette flambée de violences, que l’ONU, percluse de divisions sur le conflit israélo-palestinien comme sur la guerre entre la Russie et l’Ukraine, semble être incapable de juguler. Pour sa première visite à New York depuis son élection, Massoud Pezeshkian a qualifié d’« *insensée et incompréhensible* » l’« *inaction* » des Nations unies vis-à-vis d’Israël. Il a fait part à M. Guterres de sa « *profonde inquiétude quant à l’exten-*

sion du conflit à l’ensemble du Moyen-Orient ».

Le roi Abdallah II de Jordanie n’a pas non plus caché sa colère au sujet d’Israël et de ses alliés occidentaux, sans les nommer, dont le comportement explique, selon lui, « *la crise de légitimité* » des Nations unies. « *Ne nous étonnons pas dès lors qu’au sein de cette salle et au-delà, la confiance dans les principes fondamentaux de l’ONU s’estompe* », a-t-il dit, en dénonçant implicitement le « *deux poids, deux mesures* » critiqué par tant de pays du Sud, choqués que Gaza ne bénéficie pas, auprès des Occidentaux, du même soutien que l’Ukraine depuis l’invasion russe. « *La réalité est que certains Etats s’estiment être au-dessus de la justice internationale* », a-t-il ajouté.

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, ne s’est pas privé d’enfoncer le clou. « *L’ONU n’a pas pu accomplir sa mission salvatrice et s’est muée en organisation dysfonctionnelle* », a-t-il lancé, dénonçant un « *échec cuisant* » du système onusien et un « *effondre-*

ment moral ». « *Le monde ne se limite pas à cinq pays. La justice internationale ne doit pas dépendre des cinq membres permanents du Conseil de sécurité* », a-t-il précisé, à l’heure où les Occidentaux, notamment les Etats-Unis, lancent de timides signaux pour élargir cette instance, paralysée par la multiplication des conflits, à commencer par l’invasion à grande échelle de l’Ukraine décidée par le Kremlin, et par la guerre de Gaza.

Préparatifs d’évacuation

Dans ce climat, les discours tenus à l’ONU semblent avoir peu de chance d’inciter Israël et le Hezbollah à faire preuve de retenue. Tandis que le chef du gouvernement israélien, Benyamin Nétanyahou, est toujours attendu vendredi à New York, il n’entend pas mettre un terme à son offensive.

« *Le Hezbollah a pris le Liban en otage (...)* et l’ONU ne remplit pas non plus ses obligations fondamentales : empêcher ses attaques et exiger la mise en œuvre de la résolution 1701 » du Conseil de sécu-

rité, celle qui mit fin à la guerre entre Israël et le Hezbollah en 2006, a dénoncé le ministre israélien de la défense, Yoav Gallant. Les propos tenus, mardi, par Joe Biden, ne sont « *pas encourageants* », a déploré le ministre libanais des affaires étrangères, Abdallah Bou Habib, en marge de l’assemblée générale. « *Ils ne vont pas résoudre le problème libanais* », a-t-il dit.

L’heure est suffisamment grave pour inviter les Occidentaux à accélérer leurs préparatifs en vue d’une éventuelle évacuation de leurs ressortissants au Liban. Londres a annoncé l’envoi de militaires à Chypre. L’île pourrait servir de plate-forme de débarquement pour les personnes évacuées par bateau. L’Elysée n’a pas confirmé qu’Emmanuel Macron ait abordé la question lors d’un tête-à-tête avec le président chypriote, Nikos Christodoulides. Cet été, les autorités françaises avaient travaillé sur un tel dispositif, dans l’hypothèse, désormais tangible, d’un basculement du Liban dans la guerre. ■

PHILIPPE RICARD

L’Iran embarrassé face à l’offensive israélienne contre le Hezbollah

Téhéran se garde pour l’instant de réagir aux coups portés à son protégé libanais, redoutant un piège dans lequel Israël voudrait l’entraîner

BEYROUTH - *correspondante*

L’ambiguïté de la stratégie iranienne, en réponse à l’escalade militaire d’Israël au Liban, est apparue en filigrane dans l’adresse, mardi 24 septembre, de Massoud Pezeshkian, à la tribune de l’Assemblée générale de l’Organisation des Nations unies (ONU), à New York. Le nouveau président iranien n’a pas eu de mots assez durs pour condamner les « *crimes contre l’humanité* » et la « *barbarie désespérée* » d’Israël, estimant que ses attaques contre le Liban, qui ont fait au moins 560 morts depuis lundi, « *ne pouvaient rester sans réponse* ».

Mais, plutôt que de menacer l’Etat hébreu de représailles cinglantes, comme le font régulièrement l’aile dure du régime, le président Pezeshkian en a appelé à la responsabilité de la communauté internationale pour « *ne pas permettre que le Liban devienne un autre Gaza* ». Israël mène dans

l’enclave palestinienne une offensive qui a fait plus de 41 000 morts depuis l’attaque du Hamas du 7 octobre 2023.

Alors que le Hezbollah subit revers sur revers, la République islamique ne donne aucun signe de vouloir voler au secours de son protégé libanais, estimant que c’est le piège dans lequel Benyamin Nétanyahou espère l’entraîner. Le premier ministre israélien agit à intervalles réguliers la menace d’une opération militaire contre l’infrastructure nucléaire iranienne. Téhéran ne veut pas, par une aventure militaire contre Israël, gâcher le rendez-vous onusien, où ses émissaires sont venus plaider pour la fin de l’isolement de leur pays et « *une nouvelle ère* » dans ses relations avec les Occidentaux.

S’ils ont ouvert un front contre Israël en soutien à la bande de Gaza, le 8 octobre 2023, l’Iran et le Hezbollah restent déterminés à éviter une guerre ouverte avec

l’Etat hébreu. Téhéran n’a, pour l’instant, pas riposté à l’assassinat imputé à Israël, fin juillet, à Téhéran, du chef du Hamas, Ismaïl Haniyeh. Les missiles qu’il avait envoyés en direction de l’Etat hébreu en réponse à l’attaque de son consulat à Damas, le 1^{er} avril, n’avaient, de toute manière, pas créé l’effet de dissuasion escompté.

« Etat de choc »

L’Iran et le Hezbollah croient encore pouvoir empêcher un élargissement du conflit, quand bien même Israël s’attelle désormais à détruire l’infrastructure militaire que le Hezbollah a construite en deux décennies, avec l’aide de Téhéran. Le sabotage de ses systèmes de télécommunication, la décapitation de son commandement militaire et la destruction de milliers de lanceurs de roquettes et de missiles ont porté un coup très rude au Hezbollah, sidérant ses alliés au sein de l’« *axe de la résistance* ».

« *L’Iran et les autres composantes de l’axe de la résistance* » ne sont toujours pas sortis de leur état de choc. Ils n’ont pas encore eu le temps d’élaborer une stratégie pour affronter cette nouvelle donne », estime Hamidreza Azizi, chercheur à l’institut de recherche Stiftung Wissenschaft und Politik, à Berlin. Seules les milices chiites irakiennes ont lancé quelques drones et missiles de croisière sur Israël, qui les a interceptés. Ni les rebelles houthistes ni les forces loyales à l’Iran en Syrie ne sont entrés en action.

Le président syrien, Bachar Al-Assad, s’est, lui, illustré par un silence abyssal, le même qu’il oppose aux frappes israéliennes qui visent régulièrement, sur son territoire, les sites militaires liés au Hezbollah et aux gardiens de la révolution. Fragilisé, le dictateur est tétanisé depuis qu’Israël l’a averti, en octobre 2023, par le biais de la France et des Emirats arabes unis notamment, qu’il se-

Téhéran n’entend pas gâcher le rendez-vous onusien, plaidant pour « une nouvelle ère » dans ses relations avec les Occidentaux

rait une cible facile s’il entrait en guerre. Le Hezbollah et l’Iran ne lui en demandent pas tant. « *Le plus important est qu’après la guerre l’Iran puisse, à travers la Syrie, réarmer le Hezbollah et même la Cisjordanie* », explique Hamidreza Azizi.

Même le Hezbollah semble rentenir ses coups. Sa riposte s’est, jusqu’à présent, avérée assez indolore pour Israël. La désorgani-

sation dans ses rangs peut l’expliquer en partie. Il peut y avoir aussi une part de prudence et de stratégie de la formation chiite, qui se sait vulnérable face à la supériorité technologique écrasante d’Israël, et redevable auprès de la population libanaise, qui redoute une extension du conflit à Beyrouth. En tirant, mercredi matin, un missile de longue portée en direction de Tel-Aviv, facilement intercepté par Israël, le Hezbollah a signalé cependant sa capacité à aller à l’escalade grâce à son arsenal de missiles balistiques.

Dans son édition du 24 septembre, le quotidien ultraconservateur *Kayhan*, proche du Guide suprême, Ali Khamenei, vante la « *ferme* » et « *vaste* » riposte du Hezbollah contre Israël, une façon de sous-entendre que l’intervention de Téhéran n’est pas indispensable. ■

GHAZAL GOLSHIRI (À PARIS) ET HÉLÈNE SALLON

A Cuba, « on cherche de la nourriture tous les jours »

La quasi-totalité des habitants de l'île, autrefois exportatrice de produits agricoles, peine désormais à se nourrir

REPORTAGE

LA HAVANE - envoyée spéciale

Derrière des immeubles d'un quartier périphérique de La Havane, de petits carrés de terre sont bien entretenus entre des lignes de bananiers. Sergio (tous les prénoms ont été changés) porte deux seaux à bout de bras pour arroser ses pieds de tomates. « *Les tomates, c'est un luxe, je ne les mange pas, je les revends à prix d'or* », dit-il en souriant. Il sort un mouchoir de sa poche, le frotte avec du savon et enlève méticuleusement les pucerons : « *Ce serait plus efficace avec des produits chimiques mais il n'y en a pas. Même le savon vient parfois à manquer.* »

Sergio n'est pas agriculteur mais fonctionnaire. Son lopin de terre est cependant devenu une source de revenu équivalente au salaire qu'il touche au ministère de la santé. Avec plusieurs voisins, ils ont défriché cette parcelle occupée par des ronces il y a trois ans et se relaient désormais, la nuit, pour protéger leurs cultures d'éventuels voleurs : « *Le jardin fait des envieux, car beaucoup dans le quartier ne mangent pas à leur faim. Le seul aliment disponible et gratuit, ce sont les bananes qui poussent partout. On peut dire que les Cubains ne manquent pas de potassium.* »

Grave crise sociale

Selon la dernière enquête sur l'insécurité alimentaire menée en 2024 par l'ONG Food Monitor Program auprès de 2700 foyers dans toutes les provinces de l'île, 96,27 % des personnes interrogées ont reconnu avoir de sérieuses difficultés pour se nourrir. Le même nombre (96,61 %) estime que la *libreta*, le carnet d'alimentation donné à chaque famille cubaine, est totalement insuffisante pour couvrir leurs besoins. Les légumes et les fruits, à l'exception des bananes et des mangues, sont particulièrement rares aujourd'hui dans leur diète.

Depuis la pandémie de Covid-19 et avec l'établissement de nouvelles sanctions par l'ancien président américain Donald Trump, conservées par Joe Biden, Cuba est plongée dans une grave crise sociale. La hausse des prix sur un an, voisine de 70 % fin 2021, est revenue aux alentours de 30 % ces derniers mois, selon l'institut des statistiques cubain. La majeure partie des aliments est désormais importée, exacerbant les inégalités au sein de la société cubaine. C'est pourquoi les petits jardins à la périphérie des villes comme celui de Sergio et de ses voisins sont

« Les tomates, c'est un luxe, je ne les mange pas, je les revends à prix d'or », explique Sergio, un fonctionnaire

devenus si importants pour améliorer les repas et les revenus.

L'Etat cubain avait distribué des terres en usufruit à partir des années 1990 pour tenter de relancer une production agricole qui s'était effondrée en même temps que le bloc communiste. « *Cuba a beaucoup investi dans son agriculture et, dans les années 1980, elle était même la plus moderne d'Amérique latine*, explique l'anthropologue Marie Aureille, doctorante à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS) et spécialiste de l'agriculture cubaine. *Mais cette production était principalement destinée à l'exportation en particulier pour le sucre, le tabac et les agrumes. Surtout, cette agriculture a toujours été très dépendante des intrants agricoles : carburant, semences et fertilisants. A chaque fois que ces intrants ont manqué, que ce soit lors de la chute du bloc communiste ou plus récemment avec la crise liée au Covid-19, la production agricole s'est effondrée.* »

Les fermes d'Etat et les coopératives qui suivent ce modèle productiviste ont aujourd'hui de très faibles rendements. Les petits agriculteurs s'en sortent souvent mieux tout en jonglant sans cesse avec des difficultés liées à celles de l'île. Mariana cultive 7 hectares de une vingtaine de kilomètres de La Havane, et son premier problème consiste à trouver de la main-d'œuvre pour les récoltes. L'émigration, qui a redoublé ces dernières années, a beaucoup touché la population rurale. Selon la police aux frontières américaine (Customs and Border Protection ou CBP), plus de 850 000 Cubains sont entrés aux Etats-Unis depuis octobre 2021.

« *L'autre difficulté consiste à satisfaire les demandes de la coopérative agricole de ma région, pour qui il faut toujours réserver une partie de la production*, note cette agricultrice. *Leurs prix sont extrêmement bas et, surtout, ils n'ont souvent pas de transport pour venir chercher les produits. Ainsi, j'ai déjà eu des récoltes qui pourrissaient soit par manque de main-d'œuvre, soit par manque de camions.* »

Dans une autre petite exploitation, également proche de la capitale, ce sont les outils qui man-

quent pour défricher de nouvelles terres. « *Nous n'avons rien, sauf de vieilles machettes. Il nous faudrait au moins des gants ! Et puis nous serions tellement plus efficaces avec un système d'irrigation* », décrit Anita, une jeune femme de 30 ans. Cette famille de quatre personnes emploie trois travailleurs agricoles et cherche sans cesse des solutions à la crise. « *On produit des farines à base de coco, bananes et manioc, car ce sont des aliments qui existent en abondance sur l'île. On ne peut plus dépendre de l'extérieur ni de ce que nous fournira la coopérative agricole pour planter* », détaille son frère de 27 ans.

Centrales sucrières fermées

Dans son rapport remis aux Nations unies le 12 septembre, Cuba estime que l'embargo américain contre l'île, mis en place en 1962, est responsable d'un préjudice pour son économie estimé à plus de 5 milliards de dollars (4,47 milliards d'euros), entre mars 2023 et février de cette année. Le régime l'a toujours qualifié de « criminel », car il provoque en premier lieu des pénuries alimentaires. Mais la politique menée par les dirigeants cubains ces dernières an-

nées a aussi eu des effets désastreux. A commencer par la production de sucre, que Cuba importe aujourd'hui pour sa propre consommation alors qu'il était auparavant échangé contre d'autres produits à l'intérieur de l'ancien bloc communiste.

« *Le gouvernement a décidé de fermer la moitié des centrales sucrières en 2002, car le prix du sucre s'était effondré*, rappelle Omar Perez Villanueva, ancien professeur d'économie à l'université de La Havane, *sans prendre en compte que le prix fluctue toujours sur le marché international et que ces centrales étaient très utiles pour notre économie. Elles permettent de produire également de l'éthanol ou des aliments pour les animaux, ce qui manque aujourd'hui. Avec le peu de pièces de rechange, d'autres centrales ont fermé et il n'en reste plus que 25 en activité aujourd'hui, contre 154 dans les années 2000.* »

Au début des années 2000, l'île produisait encore 4 millions de tonnes de sucre par an. Aujourd'hui, sa production ne dépasse pas les 300 000 tonnes alors que ses besoins intérieurs s'élèvent à 700 000 tonnes. « *L'investissement dans le secteur primaire est bien trop faible pour soutenir la produc-*

« J'ai déjà eu des récoltes qui pourrissaient soit par manque de main-d'œuvre, soit par manque de camions », déplore Mariana, une agricultrice

tion agricole : il représente 3 % du PIB quand il est de 30 % au Vietnam, par exemple, un pays également gouverné par un régime communiste », estime l'économiste Jérôme Leleu, spécialiste de Cuba.

Les économistes s'accordent pour reconnaître qu'il était nécessaire d'unifier les deux monnaies cubaines en faisant disparaître le peso convertible (CUC), aligné sur le dollar. L'un, le peso convertible, était surévalué, quand l'autre, le peso cubain, perdait toujours plus de valeur. Mais, selon ces mêmes économistes, cette unification n'aurait pas dû avoir lieu en pleine pandémie, en janvier 2021.

L'Etat comme les *mipymes*, ces petites et moyennes entreprises

qui ont été autorisées en 2021, sont toujours à la recherche de devises afin d'importer des produits sur l'île. Ainsi les sites Internet de vente de produits alimentaires sont de plus en plus utilisés par les Cubains de l'étranger pour nourrir leurs familles. Mais il faut payer en dollars, ce qui augmente encore l'inégalité entre ceux qui ont et ceux qui n'ont pas une aide extérieure. « *Les "mipymes" ont provoqué une inflation des prix alimentaires, c'est vrai. Mais la responsabilité première revient à l'Etat. Le gouvernement devrait inciter à la production, favoriser des aides techniques et des achats en gros* », considère un entrepreneur et créateur d'un de ces sites Internet.

Avec l'alimentation, c'est désormais l'eau potable qui manque, à cause des coupures de courant et du mauvais état des installations hydrauliques. Là encore, le gouvernement n'a pas anticipé un problème qui a empiré ces dernières années. « *On recherche de la nourriture tous les jours et maintenant de l'eau. Rien ne nous aura été épargné* », estime Sergio, qui va se ravitailler, pour ses tomates, dans un hôpital, encore approvisionné. ■

ALICE SOLEDAD



Un entrepreneur fait sécher des bananes pour en faire de la farine, près de La Havane, le 22 novembre 2023. ALEXANDRE MENEGHINI/REUTERS

La visite du pape en Belgique très attendue par les victimes de prêtres

Des personnes agressées sexuellement au sein de l'Eglise pressent le souverain pontife de mettre en place des outils de prévention de ces crimes

BRUXELLES - correspondant

Après un séjour de quelques heures au Luxembourg, le pape François doit arriver à Bruxelles, jeudi 26 septembre au soir, pour une visite qui s'achèvera, dimanche matin, par une messe au stade Roi-Baudouin. Initialement destiné à célébrer le 600^e anniversaire de l'Université catholique de Louvain, scindée depuis 1968 en une aile néerlandophone et une francophone à la suite d'une révolte des étudiants nationalistes flamands, ce voyage apostolique est très attendu par les victimes d'agressions sexuelles au sein de l'Eglise catholique belge.

Le 5 septembre, plusieurs d'entre elles ont adressé une lettre au

pape, l'invitant à reconnaître leur souffrance, à mettre en place des outils de prévention et à faire ouvrir les archives de l'Eglise. Une rencontre entre François et quinze victimes est prévue vendredi, en un endroit tenu secret afin de permettre, selon les autorités vaticanes, « *un échange authentique* ». La Conférence des évêques de Belgique se montre très discrète sur le sujet, notamment quant au mode de sélection des participants.

D'autres hommes et femmes ayant subi des abus devraient être présents, vendredi matin, lors d'une réception du pape au palais royal de Laeken, ainsi que des victimes d'adoptions forcées. En décembre 2023, la presse flamande avait révélé qu'au moins trente mille bébés, mis au monde par des

jeunes femmes célibataires que leurs parents avaient envoyées dans des institutions religieuses, dans le département français du Nord, notamment, pour qu'elles y accouchent, avaient été enlevés de force et vendus à des parents adoptants. Ce scandale a duré de l'après-guerre jusqu'au début des années 1980.

Eviter une enquête judiciaire

Fondateur du groupe Droits humains dans l'Eglise, le prêtre flamand Rik Devillé déplore le secret qui entoure l'entrevue de vendredi soir et le fait que des victimes seront, selon lui, « *à nouveau enfermées dans leur rôle passé* ». « *Le pape connaît déjà tous ces dossiers. Il serait bon qu'il punisse plutôt les auteurs et qu'il prenne les plaintes*

au sérieux », estime le prêtre, désormais retraité.

Parmi les absents figurera Joël Devillet, qui fut l'un des premiers à attirer l'attention sur la question des violences sexuelles dans l'Eglise quand il a publié, en 2009, un livre révélant qu'il avait, dans sa jeunesse, été violé par le prêtre de sa paroisse, à Aubange, dans la province de Luxembourg.

Il avait expliqué que les autorités ecclésiastiques avaient tout fait pour éviter une enquête judiciaire et comment l'évêque de Namur et futur primat de Belgique, André-Joseph Léonard, n'avait pas réagi aux informations qui lui étaient parvenues sur le sort du jeune garçon, dont l'agresseur a, ensuite, récidivé dans une autre paroisse.

Le prédécesseur de M^{re} Léonard à la tête de l'Eglise belge, Godfried Danneels, avait, lui, été accusé par deux prélats flamands de n'avoir rien fait alors qu'il avait été informé dès 1993 du comportement déviant de l'évêque de Bruges, Roger Vangheluwe. Cette affaire a déclenché une tempête pour le clergé. Auteur de centaines de viols sur ses deux neveux – faits qu'il a qualifiés de « *petite relation* » –, M. Vangheluwe a démissionné en 2010. Et ce n'est qu'en mars que le pape l'a renvoyé de l'état clérical, sous la pression des victimes et du gouvernement. A cette fin, le ministre de la justice avait livré à Rome un dossier comportant les milliers d'images pornographiques retrouvées en 2012 dans l'ordinateur de l'évêque.

Roger Vangheluwe, réfugié dans une abbaye française et jamais condamné car les faits dont il est accusé, datant des années 1970 et 1980, étaient prescrits, a été dénoncé, en 2023, par d'autres victimes. Elles témoignaient dans *Oubliés de Dieu*, un documentaire de la télévision publique flamande VRT, qui a provoqué un tel émoi qu'une commission parlementaire a été constituée, fin 2023, après une précédente en 2010.

Cette fois, les députés, qui ont reçu près de deux cents nouveaux signalements d'abus, ont recommandé que toute la lumière soit enfin faite sur l'échec d'une enquête judiciaire lancée en 2010 et qui n'a, étrangement, jamais livré le moindre résultat. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS

Au Kenya, le président Ruto pousse les jeunes à émigrer

Nairobi négocie des accords avec des pays à la population vieillissante, comme l'Allemagne et le Canada, pour y envoyer des travailleurs

NAIROBI - correspondance

Des chauffeurs kényans pour conduire des bus en Allemagne. Le 12 septembre, Stella Mokaya, l'ambassadrice du Kenya à Berlin, a annoncé que 3 000 conducteurs seraient prochainement envoyés dans la République fédérale pour y travailler, alors que ce pays à la population vieillissante manque de bras pour occuper certains postes. Ils seront employés par Aktiv Bus Flensburg, la société chargée de l'exploitation du réseau de transport de Flensburg, une ville de 100 000 habitants à la frontière avec le Danemark.

Les deux pays prévoient d'autres accords dans les secteurs de l'énergie, du commerce, de l'éducation et des transports. L'annonce de l'arrivée prochaine des 3 000 chauffeurs de bus a précédé la visite, les 13 et 14 septembre, du président kényan, William Ruto, en Allemagne. Lors de son déplacement, M. Ruto a annoncé que 250 000 emplois étaient sécurisés pour les jeunes diplômés de son pays, avant d'être contredit par la ministre allemande de l'intérieur, Nancy Faeser, cette dernière rappelant qu'un accord avait été signé, mais sans quota précis.

Reste que ce partenariat illustre une tendance de fond : le Kenya incite ses jeunes, qualifiés ou non, à quitter le pays pour chercher des possibilités d'emploi ailleurs. William Ruto a avancé le chiffre de 5 000 Kényans partant à l'étranger chaque semaine. « *C'est le premier président à faire de l'ex-*

«**C'est un moyen d'éloigner la jeunesse, notamment celle qui a manifesté en juin et juillet contre la loi de finances**»

NJAHIRA GITAH
analyste politique

portation des travailleurs une politique publique assumée. La mesure est en haut de son agenda politique. C'est inédit», juge l'analyste politique Njahira Gitahi.

Chômage endémique

Outre l'Allemagne, Nairobi a passé des accords avec plusieurs Etats de la péninsule Arabique et avec le Canada. En mai 2023, un accord portant sur des emplois dans la santé a été signé avec le pays nord-américain, le président kényan assurant y envoyer des médecins, des infirmières et des physiothérapeutes, alors que la population canadienne vieillit. « *La main-d'œuvre du Kenya est notre plus grande ressource. Elle est bien formée et travailleuse. Même si nous investissons dans des secteurs qui créeront des emplois dans le pays, les possibilités offertes aux Kényans à l'étranger constituent un autre moyen d'élever nos jeunes* », avait alors déclaré William Ruto.

Pourquoi multiplier de tels accords ? « *C'est un moyen d'éloi-*

gner la jeunesse, notamment celle qui a manifesté en juin et juillet contre la loi de finances. William Ruto les met dehors avant qu'ils ne le sanctionnent dans les urnes en 2027 », estime Njahira Gitahi. Le journaliste politique Dauti Kahura partage cette analyse : « *Après deux années au pouvoir, William Ruto est extrêmement impopulaire, en particulier au sein de la "gen Z" [génération Z, née entre la fin des années 1990 et le début des années 2010]. Promettre à la jeunesse des emplois à l'étranger est une réponse aux récentes manifestations.* »

Surtout, selon lui, expatrier la jeunesse kényane est un « *bon moyen pour le chef de l'Etat d'éloigner le groupe le plus susceptible d'empêcher sa réélection en 2027* ». Dauti Kahura rappelle que les « *18-25 ans représentent 65 % du corps électoral* » et que « *si les Kényans de la diaspora ont le droit de participer aux élections, dans les faits, le dispositif pour y parvenir rend la chose compliquée* ».

Autre raison : le chômage endémique. Quelque 35 % des jeunes Kényans n'ont pas d'emploi. Beaucoup sortent de l'université sans trouver de poste, et nombre d'entre eux occupent, faute de mieux, des emplois pour lesquels ils sont surqualifiés. « *La question du chômage massif est ancienne et ne date pas de la présidence Ruto. Le président doit toutefois donner l'impression qu'il essaie de trouver une solution à ce problème. Dire qu'il négocie des possibilités d'emploi à l'étranger est sa réponse* », ajoute Dauti Kahura.

Pendant la campagne électorale de 2022, William Ruto n'avait

cessé de se présenter en candidat des « *petites gens* » face aux élites. « *Il a développé un récit tourné totalement vers les jeunes sans emploi, notamment les hustlers [travailleurs de l'économie informelle], mais sans jamais dire qu'il comptait envoyer les gens à l'étranger. Cet argument est apparu quand il est arrivé au pouvoir* », décrypte Njahira Gitahi.

Transferts de devises

Une autre explication est à chercher du côté des transferts de devises. Selon la Banque centrale du Kenya, la diaspora a envoyé, en 2023, 671 milliards de shillings kényans (environ 3,8 milliards d'euros à l'époque) au pays. Les Kényans installés aux Etats-Unis y ont contribué pour plus de la moitié, suivis par ceux vivant au Canada, au Royaume-Uni, en Allemagne et en Arabie saoudite. « *Il est certain que c'est une façon de faire entrer de l'argent au Kenya* », affirme Dauti Kahura. D'autant que le pays, très endetté, lutte pour rembourser ses dettes auprès des bailleurs de fonds internationaux.

Njahira Gitahi est dubitatif sur les effets à long terme de cette politique : « *A l'école, on a enseigné aux Kényans que la fuite des cerveaux était un danger pour le pays, que cela le privait de ses docteurs et de ses ingénieurs. Je vois difficilement comment construire une nation si nous la privons de ses forces vives.* » ■

ARTHUR FRAYER-LALEIX

Le Monde Afrique
Retrouvez en ligne l'ensemble de nos contenus

Un Russe, proche du groupe paramilitaire Wagner, arrêté par les autorités tchadiennes

Maxim Chougaleï, fidèle de feu Prigojine, fondateur de Wagner, est détenu dans un lieu inconnu

N'DJAMENA - correspondance

Les drapeaux russe et tchadien flottent côte à côte sur la devanture de la nouvelle Maison russe de N'Djamena. Samedi 21 septembre, les hôtes du centre culturel bavardent autour du buffet tandis que les enceintes diffusent un air de Tchaïkovski. Mais un invité manque à l'appel. Deux jours plus tôt, Maxim Chougaleï, directeur de la Fondation pour la défense des valeurs nationales et fer de lance des opérations d'influence russes en Afrique, a été interpellé avec trois de ses collègues à l'aéroport de N'Djamena : deux Russes et un Biélorusse. Ils sont, depuis, détenus dans un lieu inconnu pour des motifs qui le sont tout autant.

Sous sanctions américaines et européennes pour avoir conduit des opérations de désinformation au profit du Groupe Wagner, Maxim Chougaleï, qui se présente comme un sociologue, était un fidèle du fondateur du groupe paramilitaire, Evgueni Prigojine, tué dans un crash aérien en août 2023, deux mois après sa rébellion avortée contre le Kremlin. Dans un communiqué publié lundi 23, la diplomatie russe dit avoir « *pris les mesures nécessaires* » pour obtenir sa libération « *rapide* » en contactant les autorités tchadiennes.

A N'Djamena, la ministre déléguée aux affaires étrangères, Fatimé Aldjineh Garfa, indique au

Monde ne pas avoir été « *saisie officiellement de l'affaire* » et n'avoir « *aucune information à ce sujet* », mais un proche du dossier assure que « *des instructions ont été données pour que Maxim Chougaleï et ses collègues soient bientôt remis aux autorités russes* ». Une autre source gouvernementale confirme, sous le couvert de l'anonymat, l'interpellation des quatre hommes « *par les services étatiques* », sans plus de précisions.

Pression sur les Occidentaux

Cette formulation semble pointer la responsabilité de l'Agence nationale de sécurité de l'Etat, les redoutés services secrets du pays, qui ne répondent qu'à la présidence. En 2019, Maxim Chougaleï avait déjà été détenu pour « *tentative d'ingérence électorale* » en Libye et n'avait été libéré qu'un an et demi plus tard, au terme d'une campagne médiatique dans laquelle Evgueni Prigojine s'était personnellement impliqué.

Cette nouvelle interpellation surprend ses proches à plusieurs égards. D'abord, le prétendu sociologue russe a séjourné à deux reprises au Tchad en 2024, sans être inquiété. Il a notamment rencontré des soutiens du président candidat Mahamat Idriss Déby en amont de l'élection présidentielle, en mai. Il avait alors déclaré au *Monde* que « *les autorités du pays ont eu la*

gentillesse de [lui] donner l'occasion de satisfaire [son] intérêt scientifique ».

Ensuite, l'incident intervient en plein rapprochement entre la Russie et le Tchad. Mahamat Idriss Déby s'est en effet rendu à Moscou en janvier, et le ministre russe des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, à N'Djamena six mois plus tard. Entouré de pays soutenus directement ou indirectement par le Kremlin, le Tchad fait figure d'exception au Sahel en maintenant des alliances avec les pays occidentaux, dont la France – avec laquelle les relations sont toutefois plus fraîches depuis que le Parquet national financier a ouvert une enquête contre M. Déby pour soupçons de biens mal acquis.

Jouant de leurs liens avec les uns et les autres, les autorités tchadiennes agitent la menace d'un rapprochement avec la Russie comme un moyen de pression sur leurs alliés occidentaux, tout en diversifiant judicieusement leurs partenariats militaires (Emirats arabes unis, Turquie, Hongrie...) pour s'émanciper du giron de la France, qui dispose toujours d'une base à N'Djamena.

Enfin, l'Etat russe opère une reprise en main des activités du Groupe Wagner, tant sur le plan militaire, avec le dispositif Africa Corps, qu'au niveau des activités civiles, sous la bannière de l'African Initiative – deux entités directement liées aux renseigne-

ments militaires et aux services secrets russes.

Dans leur rapport intitulé « *Africa Corps, une nouvelle version d'une ancienne présence militaire russe* », Filip Bryjka et Jedrzej Czerep, de l'Institut polonais des affaires internationales (PISM), affirment que les renseignements extérieurs russes « *surpervisent les institutions culturelles russes* » et que le déploiement d'un réseau de Maisons russes sur le continent fait partie intégrante de ce projet. Chargées de diffuser le discours officiel du Kremlin en Afrique, tout en dispensant des cours de langue et de civilisation, elles sont coordonnées par Rosstroudritchestvo, l'agence fédérale de coopération russe, placée sous sanctions européennes par Bruxelles, qui la considère comme un outil d'influence.

Deux représentants de cette agence étaient présents à N'Djamena pour l'ouverture de la Maison russe au moment de l'interpellation de Maxim Chougaleï. Ce dernier fait-il les frais de cette reprise en main ? Ces derniers mois, il n'a cessé de prédire l'échec de la nouvelle architecture de la présence russe en Afrique et de réaffirmer sa fidélité au défunt Prigojine. Sur sa chaîne Telegram, le dernier message, posté le 23 août, date anniversaire de la mort de l'expatron de Wagner, est un hommage à celui qu'il qualifie de « *héros* ». ■

CAROL VALADE

Le premier ministre britannique en chute libre dans les sondages

Le travailliste Keir Starmer, au pouvoir depuis juillet, est affaibli par ses mesures d'austérité

LONDRES - correspondante

Réagissant au « frockgate », Keir Starmer a fait savoir qu'il n'accepterait plus de dons de vêtements

Tony Blair avait bénéficié d'au moins deux ans de lune de miel à la suite de la victoire historique du Labour, en 1997. Malgré ses bouffonneries, le conservateur Boris Johnson n'a dégringolé dans les sondages qu'au moins dix-huit mois après son entrée à Downing Street, quand les révélations du « *partygate* » ont commencé à faire la une des quotidiens britanniques. Le contexte n'est aujourd'hui évidemment pas le même, après quatorze années de coupes budgétaires, une économie presque à l'arrêt et un Brexit au goût amer. Mais, pour le premier ministre travailliste, Keir Starmer, l'état de grâce n'aura duré que quelques semaines.

Avant même que le chef de file du Labour ait développé un début de programme cohérent après la victoire sans appel de son parti aux élections générales du 4 juillet, il est déjà au plus bas dans les sondages. Selon une étude, publiée le 22 septembre par l'association More in Common, 60 % des Britanniques pensent que le Labour ne sera pas réélu lors des prochaines élections générales et 17 % de ceux qui ont voté pour les travaillistes disent déjà le regretter.

Selon un sondage Opinium du 20 septembre, Keir Starmer est même moins populaire que Rishi Sunak, son prédécesseur à Downing Street, avec un taux d'approbation négatif de 26 % (24 % des personnes interrogées l'apprécient, mais 50 % le désavouent).

Mardi 24 septembre, le premier ministre a tenté de reprendre la main en prononçant un discours à la conférence annuelle de son parti, à Liverpool, en reconnaissant qu'il est « *difficile* » de demander « *davantage d'efforts* » aux Britanniques, mais en répétant que son gouvernement s'est engagé à être « *au service* » du pays et de ses « *travailleurs* » et qu'il a un « *plan de long terme* » pour « *reconstruire le pays* ».

Une austérité qui passe mal

Ses propos étaient moins décourageants que ceux qu'il a tenus à la fin du mois d'août, quand il avait annoncé que le premier budget de la gauche britannique, à l'automne, serait « *douloureux* ». Presque simultanément, la chancelière de l'Echiquier, Rachel Reeves, avait prévenu que le gouvernement allait priver onze millions de retraités de leur allocation énergie juste avant l'hiver, au motif qu'il fallait combler un déficit public « *inattendu* » laissé par les tories.

Mais la fin de l'allocation énergie – sauf pour les retraités très pauvres, éligibles à des aides sociales, mais pour lesquelles les démarches sont complexes – est très mal passée, tout comme le refus de Keir Starmer de supprimer un plafonnement à deux enfants des allocations familiales. En l'absence d'annonces sociales concrètes, Downing Street a laissé s'installer une dangereuse petite musique, selon laquelle la différence entre Labour et le Parti conservateur serait ténue.

Les fuites sur les bisbilles à Downing Street – les conseillers du premier ministre seraient en

guerre contre la cheffe du personnel, accusée d'être trop bien payée – ont aussi fait désordre. Mais c'est surtout l'affaire des dons de vêtements, de lunettes ou de places de concert, au chef du gouvernement et à sa femme, qui n'a pas aidé. Les médias conservateurs se sont emparés du « *frockgate* » (de *frock*, « robe » en anglais) pour mieux souligner l'hypocrisie de Keir Starmer, qui ne cessait de dénoncer la « *corruption* » des tories dans l'opposition, mais a accepté, depuis 2019, pour 100 000 livres sterling (120 000 euros) de cadeaux de donateurs.

Angela Rayner, vice-première ministre, et Rachel Reeves ont aussi bénéficié de largesses – un séjour new-yorkais pour la première, 7 000 livres de dons de vêtements pour la seconde. Les règles de transparence parlementaires n'auraient pas été violées, mais selon un sondage Ipsos du 24 septembre, les trois quarts des Britanniques interrogés trouvent « *inacceptable* » pour le premier ministre d'accepter des cadeaux de la part d'entreprises ou d'associations. Keir Starmer a fait savoir qu'il n'accepterait plus de dons de vêtements.

A Liverpool, il a préféré souligner ses projets pour le long terme : le retour d'une politique industrielle après quatorze ans de laisser-faire conservateur, l'objectif de 100 % d'énergies propres en 2030, la remise à plat du système de santé en concentrant enfin les efforts sur la prévention, etc. Rachel Reeves a assuré de son côté qu'il n'y aurait pas de « *retour de l'austérité* ». Ces objectifs sont relativement consensuels. Mais ils demandent des moyens, et l'équipe gouvernementale a un problème de crédibilité. Certes, les délégués Labour restaient disciplinés dans l'enceinte de la conférence à Liverpool, mardi. Ceux qui osaient huer les discours sont vite sortis des salles. Mais, hors les murs, le ton était plus défiant.

Posté à l'entrée de la conférence, Phil Clarke, le président du NEU, le plus gros syndicat enseignant britannique, faisait campagne, mardi, pour que, comme en Ecosse, au Pays de Galles ou récemment à Londres, tous les enfants de primaire aient droit à des repas gratuits. « *En moyenne, sur une classe de trente élèves, neuf vivent dans la pauvreté, et c'est pire, ici, à Liverpool* », a confié l'enseignant au *Monde*. « *Il y avait un fort appétit dans ce pays, notamment de nos membres, pour le changement. Il ne doit pas signifier l'austérité, sinon je ne suis pas sûr que le gouvernement va durer aussi longtemps qu'il l'espère* », a prévenu le syndicaliste.

La récente percée du parti d'extrême droite Reform UK est dans toutes les têtes. Dans un article, paru dans le *Telegraph* le 23 septembre, John Curtice, le gourou des sondages britanniques, souligne les « *fragilités* » du succès électoral du Labour. Selon lui, c'est Reform UK qui a le plus tiré bénéfice de l'expatriation du pays contre les tories aux élections générales. Et le « *manque de sens politique* » du nouveau dirigeant n'aide pas à consolider sa victoire. ■

CÉCILE DUCOURTIEUX

Les nuits « tropicales » se multiplient en France

Conséquence directe du réchauffement, les nuits où le thermomètre reste au-dessus de 20 °C se banalisent

Dans beaucoup de zones tempérées, cela s'est longtemps apparenté à une anomalie. De plus en plus banales, les nuits dites « tropicales », pendant lesquelles le thermomètre ne descend pas au-dessous de 20 °C, s'intensifient et se multiplient partout en France. Une conséquence directe du réchauffement de l'atmosphère qui pèse sur les organismes des plus fragiles et qui pousse certains à s'équiper de climatisation pour préserver leur sommeil.

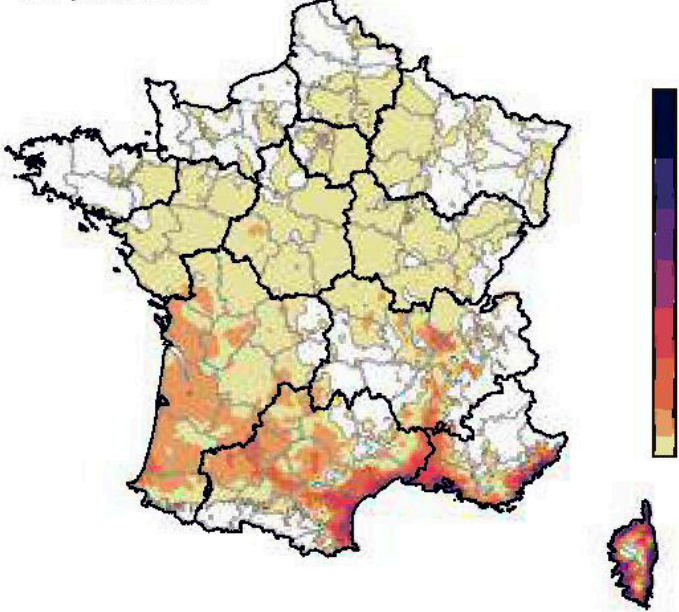
Au cours de l'été qui vient de s'écouler, plutôt modéré sur une partie du pays, Nice a ainsi connu soixante nuits d'affilée de ce type. Dans celle du 11 au 12 août, le thermomètre est resté bloqué à 28,1 °C à Menton (Alpes-Maritimes). Avant que des orages ne viennent casser cette période étouffante, Marseille a recensé vingt-huit nuits d'affilée à plus de 20 °C ; Cannes, vingt-six, et Perpignan, vingt. « Cela ne nous étonne pas, mais ça nous affole un peu quand même quand nous nous penchons sur les données », résume Matthieu Sorel, climatologue à Météo-France. On constate une multiplication de ces épisodes dans le Sud et une remontée très nette du phénomène vers le nord de la France. Plus aucune région n'est à l'abri. »

Remontée vers le nord

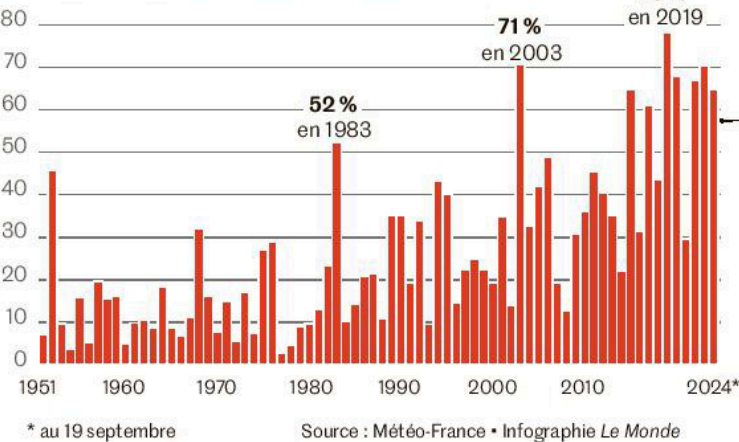
Sur les villes du pourtour méditerranéen, les données de la dernière décennie compilées par Météo-France et consultées par Le Monde sont impressionnantes. Le 1^{er} août 2017, le thermomètre est resté bloqué à 30,5 °C en pleine nuit à Marignana, en Corse. Un record absolu.

En 2022, la ville de Nice a vécu cent quatre nuits tropicales, dont soixante-neuf de suite, un autre record. Dans cette ville, les séries s'empilent depuis dix ans : quatre-vingt-treize en 2018, quatre-vingt-deux en 2019, quatre-vingt-neuf en 2023, soixante-dix en 2024. Un marqueur évident du changement climatique. Entre 1943 et 1952, le chef-lieu des Alpes-Maritimes n'avait comptabilisé, en moyenne, que vingt-deux nuits « tropicales » par an. Depuis 2015, aucune année ne s'est déroulée avec moins de soixante-dix nuits à plus de 20 °C. « Comme tout ce qui est lié aux températures, il

Nombre de nuits tropicales durant l'été* 2024
* Du 1^{er} juin au 31 août



Superficie du pays ayant connu une nuit tropicale depuis 1951, en % du territoire français métropolitain

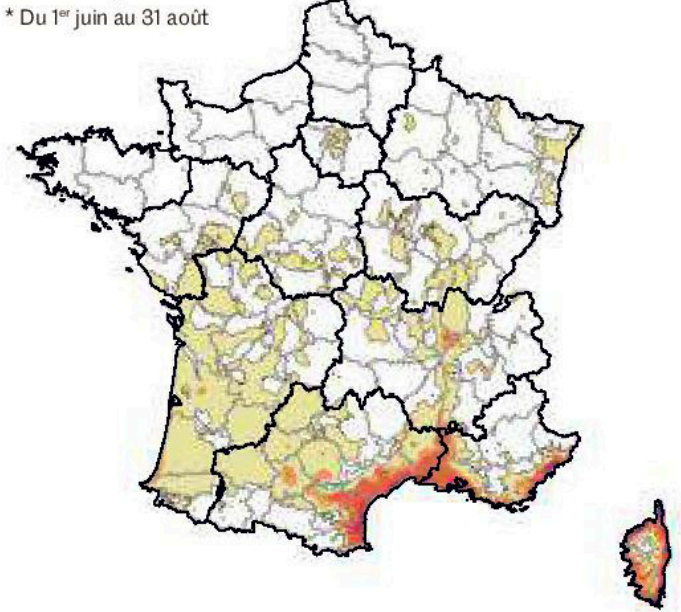


s'agit d'une conséquence directe du réchauffement climatique, même s'il peut y avoir des variations locales en fonction des conditions nuageuses ou de la morphologie de l'environnement », analyse Robert Vautard, coprésident du groupe 1 du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).

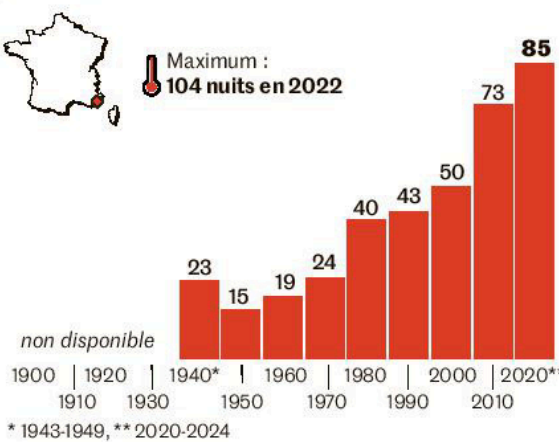
Selon un rapport de l'Insee Provence-Alpes-Côte d'Azur, publié le 21 mai, 79 % de la population de cette région sera exposée à des nuits « tropicales » sur la période 2021-2050, alors que ce taux n'était que de 35 % sur la période 1976-2005, « principalement sur

une partie de la bande littorale ». « La mer Méditerranée agit comme un régulateur thermique, elle peut adoucir les températures la journée mais aussi les maintenir à un niveau très élevé la nuit, décrypte M. Sorel. Elle pousse le taux d'humidité, ce qui ajoute une moiteur très désagréable qui, combinée à la chaleur, peut avoir des conséquences sanitaires importantes. » Car, si les hautes températures de la mer Méditerranée – des pointes entre 28 °C et 30 °C ont été mesurées cet été entre la Corse et le continent – ont une influence, cette évolution concerne beaucoup d'autres zones du sud de la Loire.

Nombre de nuits tropicales 1991-2020* (étés)
Nombre moyen annuel
* Du 1^{er} juin au 31 août



Nice : nombre moyen de nuits tropicales par an, par décennie



Les îlots de chaleur urbains peuvent être atténués par la végétalisation, l'isolation des bâtiments et la sobriété

pourront revenir régulièrement », prévenait, en 2020, un rapport du portail Drias, un service de Météo-France, qui réfléchit au climat futur de la France en s'appuyant sur les différents scénarios du GIEC. Dans l'hypothèse la plus probable, le Drias prévoyait quinze à vingt-cinq nuits « tropicales » dans la capitale tous les ans d'ici à 2050, et jusqu'à trente-cinq nuits par an à l'horizon 2080.

Ces chaleurs nocturnes, dont la « répétition augmente les risques sanitaires et fragilise davantage la santé des personnes les plus vulnérables, particulièrement les plus âgées et plus jeunes », selon l'Insee, sont encore un peu plus amplifiées dans les grandes villes. « La forme et les matériaux de la ville, combinés aux activités humaines productrices de chaleur, génèrent une augmentation supplémentaire de la température pouvant aller jusqu'à 8 °C ou 10 °C par rapport à ses alentours, notamment la nuit », précisait le rapport « Paris à 50 °C » publié par la Mairie de Paris en avril 2023 après avoir sollicité des scientifiques et urbanistes.

Ces « îlots de chaleur urbains », selon le terme employé par le GIEC, peuvent être atténués par la végétalisation, l'isolation des bâtiments et la sobriété, par exemple en ne poussant pas les climatisations qui dégagent de la chaleur. Ainsi, il est possible « de réduire la température moyenne de la ville jusqu'à 4,2 °C la nuit, et de réduire la consommation électrique de 60 % », estimait ce document de la Ville de Paris. Un immense défi qui devrait être au cœur des Plans nationaux d'adaptation au changement climatique de la France, dont le troisième n'a toujours pas été rendu public, en raison de la dissolution de l'Assemblée nationale en juin. ■

MATTHIEU GOAR

Entre juillet et septembre, Nice a suffoqué plus de soixante jours

La succession de nuits chaudes, dans la capitale de la Côte d'Azur, a mis à rude épreuve la résistance des habitants les plus fragiles

NICE - correspondance

Quand Marie-Adeline Daumas a enfin obtenu les clés d'un logement social, derrière la gare, en plein centre-ville de Nice, elle a eu du mal à y croire. « Je me suis dit : enfin, fini les galères », explique cette mère célibataire de deux enfants. C'était un logement avec de la lumière, et puis deux chambres, une pour chaque enfant. Elle devait dormir dans le salon, mais ce n'était « pas très cher payé » pour un logement neuf dans un bâtiment tout juste livré. « J'étais ravie », dit-elle. Mais, dès le premier été, en 2023, le petit T3 surchauffe. Dans la chambre de son fils, Marie-Adeline Daumas enregistre plus de 29 degrés. Chaque matin, les enfants laissent des taches de sueur sur leurs matelas et partent cernés au centre aéré. L'été 2024, « c'était encore pire ».

Entre le mois de juillet et début septembre, Nice a suffoqué plus de soixante jours. La journée, les 32 °C au thermomètre pouvaient correspondre à un ressenti de 40 °C à cause de l'humidité. Les

fonds de vallées, habituellement plus frais, ont également atteint des températures anormalement élevées : jusqu'à 36 °C. L'eau des plages a frôlé 30 °C. La nuit, les matériaux urbains relâchaient la chaleur accumulée, entre les murs et la mer surchauffée, impossible pour la ville de se rafraîchir. Résultat : une série de soixante et une nuits dites « tropicales » d'affilée.

Artificialisation des sols

L'immeuble de Marie-Adeline Daumas comprend des logements privés et sociaux. Dans la petite ruelle, deux entrées : la A dessert les lots privés, la B les logements sociaux. Dans le bâtiment A, des climatiseurs sont installés. Dans le B, avec le patio qui fait puits de chaleur et les fenêtres de toit en plein soleil, impossible de respirer. A bout, Marie-Adeline Daumas a dû fuir chez sa mère qui habite un vieux immeuble « aux murs épais » dans le centre-ville. Là-bas, au moins, elle peut ouvrir les volets et créer un courant d'air. Elle a essayé d'appeler le bailleur, Unicil, rien n'y fait. Contacté, ce

dernier n'a pas souhaité répondre aux questions du Monde. « On vit dans des conditions où on n'est pas respecté en tant qu'humains, estime Marie-Adeline Daumas, des sanglots dans la voix. J'aimerais que les bailleurs viennent passer une semaine chez moi l'été. Que je prenne leur baraque et qu'ils s'installent chez moi. Je leur laisse les clés. Peut-être qu'après on pourra discuter. »

L'ensemble du pourtour méditerranéen subit la dynamique du réchauffement plus vite que le reste du continent européen, comme le rappelait la Commission européenne en février. Et les villes sont encore plus vulnérables au phénomène à cause de l'artificialisation des sols.

Nice se retrouve donc en première ligne, et en particulier ses quartiers très bétonnés. Dans les cités, notamment, les nuits sont devenues un enfer, aggravant les pathologies de certaines personnes fragiles. Cécile Baravalle, 48 ans, est infirmière depuis dix ans aux Moulins, dans le nord de la ville. Entre juillet et début septembre, elle a dû faire hospitali-

« J'aimerais que les bailleurs viennent passer une semaine chez moi l'été »

MARIE-ADELINE DAUMAS
habitante de Nice

ser trois patients âgés, « dont deux qui sont désormais décédés et ne reviendront donc pas », précise-t-elle. Avec le manque de sommeil et la déshydratation, les personnes âgées sont plus sujettes aux vertiges et donc aux chutes. Deux autres patients avec des troubles cognitifs ont décompensé avec la chaleur. « Ils ont chaud, ils sont plus agités, ça augmente considérablement les troubles », remarque-t-elle.

Dans les cages d'escalier de la cité, l'air est souvent irrespirable. Alors, quand les ascenseurs sont en panne, il faut faire une pause à chaque étage. « Ça nous est arrivé à nous, soignants en bonne santé et bien portants, d'avoir le tourmis,

raconte Cécile Baravalle. Il faisait tellement chaud dans certains appartements que moi-même je dégoûlais alors que je venais juste préparer un pilulier. Je partais, le plus vite possible, obligée de laisser le patient dans cette fournaise. »

Le groupe de soignants a été obligé d'adapter ses gardes, commençant encore plus tôt le matin. Cécile Baravalle se souvient qu'à 5 h 30, au début de son service, le tableau de bord de sa voiture affichait déjà 25 °C. Les patients, eux, mettaient des bouteilles d'eau au frais avant leur passage. Cécile ne parle même plus de colère, simplement « d'incompréhension » envers les pouvoirs publics.

« J'étais punie »

Moralement, aussi, la chaleur et les nuits courtes ont abîmé certains Niçois. Colette Falandry, 80 ans, a l'impression d'avoir vécu « dans le noir, entre parenthèses de la vie normale » pendant deux mois. Désormais, elle a le cafard. « J'étais punie », estime-t-elle. Dans son appartement près du port, elle a dû renoncer à ouvrir les volets. A 80 ans, difficile de mettre

des draps mouillés aux fenêtres comme préconisé à la télévision. Impossible, aussi, de se balader le long de la mer comme elle a l'habitude de le faire. La nuit, sous ses fenêtres, « une agitation de jour », dit cette professeure d'italien à la retraite : le bruit des plages encore bondées à minuit, occupées par des habitants qui tentaient de profiter d'un tout petit peu d'air avant de regagner leurs logements. « Je les comprenais », note-t-elle.

Elle s'est juré d'essayer de trouver quelque chose en 2025 pour ne pas revivre un été pareil. Mais son mari, atteint de la maladie d'Alzheimer, est hospitalisé non loin, et Colette passe le voir tous les jours. Alors elle a appelé des centres plus au Nord, pour voir s'ils pouvaient le prendre le temps de l'été : « Mais évidemment, on m'a ri au nez. »

En septembre, quand les premières gouttes sont venues interrompre les soixante jours de supplice, Colette est sortie sous la pluie. « Elle était chaude, se souvient-elle. On se serait cru à La Nouvelle-Orléans. » ■

SOFIA FISCHER

Premières dissonances au gouvernement

Des divergences de vues entre ministres, mardi, ont révélé l’emprise de l’extrême droite sur le nouvel exécutif

Dès ses premiers pas, le gouvernement Barnier s’est pris les pieds dans le tapis, mardi 24 septembre. Le nouveau ministre de l’intérieur, Bruno Retailleau, a tenu des propos sur l’immigration ou sur la justice que Marine Le Pen ne renierait pas, mais contre lesquels deux de ses collègues se sont élevés. Quant au ministre de l’économie, Antoine Armand, il a jugé que le Rassemblement national (RN) ne s’inscrivait pas dans l’*« arc républicain »*, ce qui lui a valu les remontrances de la même Marine Le Pen et un rappel à l’ordre de Michel Barnier. Deux couacs qui disent l’emprise de l’extrême droite sur ce nouvel exécutif.

S’affranchissant de la règle commune édictée par le premier ministre en direction de son gouvernement, celle d’*« agir avant de communiquer »*, Bruno Retailleau est omniprésent dans les médias depuis son arrivée Place Beauvau. Donnant le ton de la période qui s’ouvre : il n’aura qu’*« un seul mot d’ordre : rétablir l’ordre »*, et veut, dit-il, *« prendre tous les moyens »* pour faire *« baisser l’immigration en France »*. Nouvelle loi en la matière, réforme de l’aide médicale de l’Etat (AME), rétablissement du *« délit de séjour irrégulier »* supprimé sous François Hollande, contrôles aléatoires aux frontières... *« On va aller voir jusqu’où on peut aller »*, a-t-il lancé, lundi soir, sur TF1.

Les convictions du sénateur vendéen sont parfaitement connues de la classe politique, mais les entendre martelées depuis le ministère de l’intérieur révolte non seulement la gauche, mais aussi une partie de la Macronie. *« Retailleau ferait passer Sarkozy pour un gauchiste, persifle le député (non inscrit) de la Vienne Sacha Houlié, ancien président (Renaissance) de la commission des lois de l’Assemblée nationale. C’est le retour de la droite Trocadéro ! [place parisienne où Nicolas Sarkozy en 2012, puis François Fillon en 2017, ont organisé certains de leurs meetings politiques] »*

« C’est très dur pour nous »
Plus ennuyeux pour la cohésion gouvernementale, le Vendéen a ciblé la justice, appelant à *« changer une politique pénale qui, depuis très longtemps, a laissé s’installer ce droit à l’inexécution des peines »*. Une pierre dans le jardin de son collègue garde des sceaux, Didier Migaud. M. Retailleau *« doit savoir que la justice est indépendante dans notre pays »* et *« ça n’est pas toujours exact »* de prétendre qu’elle *« est lente ou ne condamne pas suffisamment »*, a répliqué l’ancien député socialiste de l’Isère, se disant *« prêt »* à avoir *« un certain nombre d’échanges avec Bruno Retailleau »*.

Si l’affrontement entre justice et intérieur est un classique de la vie des cabinets, la passe d’armes

entre les deux hommes fait mauvais effet, alors que le gouvernement est à peine installé et que Michel Barnier appelait, dimanche soir, à la *« cohésion »* et à la *« fraternité »* au sein de son équipe.

« Bruno Retailleau a commencé par attaquer la justice parce qu’il n’a pas envie d’attaquer ses policiers et ne veut pas dire qu’on a un taux d’élucidation calamiteux » (6 % pour les vols, 7 % pour les cambriolages en 2022, selon les statistiques du ministère de l’intérieur), raille l’ancien ministre de la justice socialiste Jean-Jacques Urvoas.

Les propos de M. Retailleau ont également fait réagir l’aile gauche de la Macronie. *« La suppression de l’aide médicale de l’Etat ne serait pas acceptable »*, a prévenu la ministre de la transition écologique, Agnès Pannier-Runacher, sur France Bleu Nord, mardi, soulignant que l’AME *« n’est pas du tout, comme on le fantasma, un dispositif qui financerait des soins de confort »*. A l’Assemblée nationale, au sein du groupe Ensemble pour la république (EPR), présidé par l’ancien premier ministre Gabriel Attal, les propos du locataire de la Place Beauvau ont été reçus *« négativement »*, confie le député Ludovic Mendès. D’autant, souligne l’Élu de Moselle, que *« les députés RN s’en gargarisent. C’est très dur pour nous »*.

La porte-parole du gouvernement, Maud Bregeon, a tenté de

minimiser, mardi, les divergences de vues au sein de l’équipe exécutive. *« Ce n’est pas un gouvernement de clones, on ne pense pas tous pareil »*, a relativisé cette proche de Gérard Darmanin, venue de la droite.

Mais l’entrée en scène très calculée du Vendéen a également indisposé au Palais-Bourbon. Car l’ancien sénateur a répété, mardi, qu’il *« ne s’interdisait pas de prendre, notamment par la voie réglementaire, un certain nombre de dispositions »*. La présidente (EPR) de l’Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, l’a mis en garde contre un *« contournement »* du Parlement si le gouvernement choisissait de réformer par décret l’AME pour les étrangers en situation irrégulière.

« Faire recadrer un ministre »
Une autre boulette a mis au jour les contradictions de ce gouvernement placé « sous surveillance » du Rassemblement national. Le nouveau ministre de l’économie, Antoine Armand, s’est dit prêt, mardi matin sur France Inter, à collaborer avec tous les partis politiques, *« pour peu qu’ils soient dans l’“arc républicain” »*. *« C’est-à-dire que le Rassemblement national, contre lequel nous avons été élus, face auquel nous avons fait un front républicain, n’y appartient pas, il faut être très clair dessus »*, a-t-il ajouté.

Outrée, Marine Le Pen en a appelé publiquement à Michel

Michel Barnier a appelé le ministre de l’économie pour lui « rappeler les règles » et Marine Le Pen pour la rassurer

Barnier. *« Quand j’entends M. Armand ce matin qui explique que sa porte sera toujours fermée aux députés du RN, alors que nous avons juste le budget qui arrive, je pense que le premier ministre doit aller expliquer à l’ensemble de ses ministres quelle est la philosophie de son gouvernement, car il semblerait que certains n’aient pas encore totalement compris »*, a grondé la multicandidate à l’élection présidentielle devant les micros, depuis le Palais-Bourbon.

Aussi, Michel Barnier a-t-il appelé son ministre de l’économie *« pour lui rappeler les règles »*, *« à savoir le respect des électeurs »* et *« des responsables politiques représentés à l’Assemblée nationale et au Sénat »*, selon son entourage. Le locataire de Matignon a également décroché son téléphone pour rassurer Marine Le Pen. *« On a le pouvoir de faire recadrer un ministre qui dit n’importe quoi »*, a applaudi sur BFM-TV la députée lepé-

niste des Alpes-Maritimes Alexandra Masson. M. Armand a été contraint de rectifier le tir en promettant, dans un communiqué, de recevoir *« prochainement »* tous les partis représentés au Parlement, dont le RN.

Les propos de Bruno Retailleau comme le recadrage de son jeune collègue, une semaine avant la déclaration de politique générale, posent la question de la ligne de l’attelage gouvernemental. *« Menons la politique que veulent les Français, c’est le meilleur bouclier »* contre une victoire du RN, préconise le ministre de l’intérieur, jugeant qu’ils souhaitent *« plus de sécurité et moins d’immigration »*.

Ce coup de barre à droite, *« c’est la condition de la survie du gouvernement Barnier, pronostique Sacha Houlié. Elle lui garantit la non-censure de l’extrême droite et d’une large partie de la coalition gouvernementale »*. Une logique dans laquelle son ancien camarade d’En marche ! David Amiel, député Renaissance de Paris, refuse d’entrer : *« Si on essaie d’anticiper ce que fera le RN pour se positionner, on aura à la fois et le déshonneur et la défaite. »* La réunion des chefs des groupes parlementaires (LR, Renaissance, Horizons, MoDem) qui soutiennent l’exécutif autour du premier ministre, prévue mercredi après-midi à Matignon, permettra peut-être d’en débattre. ■

NATHALIE SEGAUNES

La suppression de l’aide médicale de l’Etat, une pomme de discorde

Le ministre de l’intérieur, Bruno Retailleau, a replacé dans le débat politique, lundi, ce panier de soins accessible aux étrangers

Ilest des symboles tenaces. Au chapitre immigration, l’aide médicale de l’Etat (AME) en est un. Ce dispositif clive l’arène politique et pourrait rapidement donner à voir les divisions au sein du nouveau gouvernement.

Tout juste nommé ministre de l’intérieur, poids lourd de l’exécutif et figure conservatrice des Républicains (LR), Bruno Retailleau a déclaré sur TF1, lundi 23 septembre, qu’il souhaitait s’attaquer à ce panier de soins pour les étrangers sans papiers gagnant moins de 10 000 euros par an, et qui bénéficiait, fin 2023, à environ 450 000 personnes. *« Je ne veux pas (...) que la France soit le pays le plus attractif d’Europe pour un certain nombre de prestations sociales, d’accès aux soins »*, a-t-il déclaré. Le nouveau locataire de la Place Beauvau peut a priori bénéficier sur ce sujet d’une bienveillance du premier ministre, Michel Barnier, qui défendait en 2021, lors de sa campagne pour la primaire LR, la suppression de l’AME.

« Dispositif de santé publique »
Des membres du gouvernement pourraient en revanche grincer des dents. La ministre de la transition écologique, Agnès Pannier-Runacher, plutôt rétive à la droitisiation du macronisme, a réagi dès le lendemain sur France Bleu Nord : *« Nous avons été clairs. Une suppression ne serait pas acceptable parce que l’aide médicale de l’Etat, au-delà [du fait qu’elle vient] en aide aux étrangers sur le territoire, est un dispositif de santé publique »*, a-t-elle opposé, en écho aux discussions qui ont traversé la Macronie au moment des débats sur le projet de loi sur l’immigration porté par Gérard Darmanin, à l’automne 2023.

Une mission, confiée à Claude Evin et à Patrick Stefanini, avait confirmé l’« utilité sanitaire » de l’AME, le 4 décembre 2023

La ministre de la santé, Geneviève Darrieussecq, est restée silencieuse sur le sujet mais elle avait, en novembre 2023 et avec vingt-cinq autres députés MoDem, signé un texte publié par *La Croix* et intitulé : « Aide médicale de l’Etat, oui à l’exception sanitaire française ! » Cette tribune s’opposait à la suppression de l’AME.

A l’époque, la droite sénatoriale, majoritaire, Bruno Retailleau étant président du groupe LR, avait réussi à introduire la suppression du dispositif, avant que l’article ne soit retiré de la loi. Le gouvernement avait néanmoins promis de se pencher sur une réforme et une mission d’évaluation avait été confiée à l’ancien ministre socialiste de la santé Claude Evin et à l’ancien préfet et homme de droite Patrick Stefanini.

Ses conclusions, publiées le 4 décembre 2023, confirmaient *« l’utilité sanitaire »* de l’AME et mettaient en garde contre le *« risque important de renoncement aux soins »* que comporterait son remplacement par une aide médicale d’urgence, qui *« aurait pour triple impact une dégradation de l’état de la santé des personnes concernées, des conséquences possibles sur la santé publique et une pression accentuée sur les établissements de santé »*.

JULIA PASCUAL

Tout savoir sur l’horlogerie !



Parution avec *Le Monde* du jeudi 26 septembre daté du vendredi 27

WATCHYOURTIME.COM

Des montres dans l’air du temps.

Une bataille juridique en perspective sur les retraites

Même avec un vote à l'Assemblée, rétablir l'âge légal de départ à 62 ans serait compliqué

BERTRAND BISSUEL



MINISTÈRE
DE L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR
ET DE LA RECHERCHE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

fête de la Science

4 — 14 OCTOBRE 2024



Océan de savoirs

Plus de 6 000 événements partout
en France et à l'international :
ateliers, conférences, jeux, parcours,
festivals, spectacles vivants ou
encore visites de laboratoires, de sites
naturels et industriels.

Programme détaillé :

fetedelascience.fr

#FDS2024

Les nouveaux ministres s'accrochent à leur mandat

Quatre membres de l'équipe de Michel Barnier entendent garder leurs fonctions au niveau local

C'est un point, au moins, sur lequel le gouvernement Barnier marque une rupture. Mardi, le nouveau ministre délégué chargé des transports, François Durovray, a précisé qu'il resterait président (Les Républicains, LR) du conseil départemental de l'Essonne. Fabrice Loher, chargé de la mer, estime que ses nouvelles fonctions ne l'empêcheront pas de rester maire (UDI) de Lorient (Morbihan). Même chose pour Gil Avérous (divers droite), ministre des sports, maire de Châteauroux et pour Nicolas Daragon (LR), ministre délégué chargé de la sécurité du quotidien, premier édile de Valence.

Plusieurs lois, dont la dernière date de 2014, ont interdit le cumul du mandat de parlementaire avec celui d'un exécutif local. En revanche, il n'existe pas d'obligation légale pour les ministres. C'est Lionel Jospin, premier ministre socialiste de 1997 à 2002,

qui en a imposé l'usage. Cela a même fait partie de la charte de déontologie que les ministres du président de la République François Hollande ont dû signer à leur nomination, en 2012.

Certes, la règle n'a jamais été intangible. « Les doctrines sont faites pour ne pas être dogmatiquement appliquées », avait temporisé Lionel Jospin. Entre 2015 et 2017, par exemple, Jean-Yves Le Drian avait pu cumuler les fonctions de ministre de la défense et de président du conseil régional de Bretagne. En 2020, le ministre Gérard Darmanin a conservé son mandat de maire pendant quelques mois après sa réélection à Tourcoing (Nord). Et Rachida Dati, ministre de la culture, est restée maire du 7^e arrondissement de Paris.

Ces quelques cas mis à part, la doctrine a prévalu. Avec le gouvernement Barnier, l'exception est redevenue la règle. « J'entends effectivement rester président du département », a déclaré François

Durovray sur TF1, *tout simplement parce que nous avons également de grands défis dans les collectivités et qu'il est important qu'il y ait des élus qui connaissent le terrain. C'est le souhait également du premier ministre d'avoir des remontées du territoire.* »

Un argument que reprend Nicolas Daragon. Chargé de la sécurité du quotidien, le maire de Valence rappelle que c'est un sujet qui « concerne tous les élus locaux », lui compris, et que cela a contribué à sa nomination dans l'équipe de Michel Barnier. En outre, poursuit

M. Daragon, il était d'autant moins question de « trahir l'engagement pris devant les Valentinois » qu'être élu local « c'est mon ADN, je ne sais pas faire autrement qu'en étant élu de ma ville ».

Fief électoral

La décision des nouveaux ministres montre surtout de manière éclatante combien la longévité du gouvernement Barnier paraît sujette à caution. Un an et demi avant les municipales, à quoi bon lâcher un fief électoral patiemment consolidé pour une mis-

sion aussi précaire ? Il n'est pas garanti, cependant, que le grand écart ne soit pas, lui non plus, sans risque. « On ne peut pas être maire d'une ville de 60 000 habitants à mi-temps », confie Gaëlle Le Stradic, élue d'opposition à Fabrice Loher, dans *Le Télégramme*. Elle ajoute : « Pour quelqu'un qui avait dit qu'il allait se consacrer 100 % à sa ville, c'est étrange de rejoindre le gouvernement dans cette situation politique. Ne pas confier le relais à ses adjoints révèle aussi la fragilité de ses équipes. » Nicolas Daragon fait, lui

aussi, face aux critiques de son opposition municipale.

Quoi qu'il en soit, certains d'entre eux considèrent qu'il faut revenir sur la loi de 2014 qui concerne députés et sénateurs. Le non-cumul, estime M. Daragon, « déracine les parlementaires qui, de ce fait, ne prennent pas toujours des décisions conformes à l'intérêt local ». Mardi, M. Durovray a précisé qu'il souhaitait « évidemment » que l'on revienne sur le non-cumul. Mais, a-t-il précisé, ce sera au premier ministre d'en décider. ■

BENOÎT FLOC'H



Le ministre des sports et maire de Châteauroux, Gil Avérous, à l'Elysée, le 23 septembre. JULIEN MUGUET POUR « LE MONDE »

Au Parlement, l'autre remaniement

Au Sénat comme à l'Assemblée, des présidences et vice-présidences stratégiques sont vacantes après la nomination du gouvernement

Voilà les députés contraints de se pencher sur la distribution des postes-clés de l'Assemblée, si chaotique en juillet. Quatre des députés nommés ministres en occupaient : Jean-Noël Barrot (MoDem), devenu ministre des affaires étrangères, était président de la commission des affaires étrangères ; Paul Christophe (Horizons), devenu ministre des solidarités, était président de la commission des affaires sociales ; Antoine Armand (Renaissance), devenu ministre de l'économie, était président de la commission des affaires économiques ; Annie Genevard (Les Républicains, LR) était vice-présidente de l'Assemblée.

Vu comment les élections à ces postes se sont déroulées en juillet, il y a quelque chose de la réouverture de la boîte de Pandore dans la gestion de ces successions. D'ailleurs, chaque groupe reste pour le moment très prudent sur sa stratégie. Il n'y a de toute façon pour l'instant aucun calendrier pour les contraindre.

Dans l'entourage de Gabriel Attal, président du groupe macroniste, on affirme simplement que « ça discute », sous-entendant que l'accord sur les postes-clés de cet été avec LR n'est pas si évident. C'est pourtant aujourd'hui le bloc de soutien au gouvernement Barnier. Sur le papier, l'entente peut réduire le suspense, bien qu'elle n'ait pas évité la perte de la majorité au bureau au profit du Nouveau Front populaire (NFP).

Le MoDem y avait perdu toute représentation, les centristes pourraient donc profiter de la vacance à la vice-présidence pour y faire leur retour. Au groupe, on assure que, pour l'instant, rien n'a été discuté, encore moins ar-

rêté, mais on laisse entendre que les quatre postes pourraient se négocier d'un bloc. Chez Horizons, on ne se prononce pas sur la vice-présidence, mais on présente d'ores et déjà l'ancien ministre Frédéric Valletoux (député de Seine-et-Marne) pour la présidence de la commission des affaires sociales. Une candidature moins susceptible de susciter l'opposition du Rassemblement national (RN), toujours en position de faiseur de roi.

Tout est encore mouvant

Pas de décision non plus à droite (Droite républicaine, DR), même si on voit mal le groupe de Laurent Wauquiez lâcher la vice-présidence. Sans entente, le NFP a plus de voix (193). Et même avec l'entente, pour un mois, LR et le bloc central perdent 18 voix avec les députés nommés au gouvernement pas encore remplacés. Cela réduit l'avance de la coalition gouvernementale sur le NFP à... une voix. De quoi attirer l'attention de la gauche qui, en juillet, n'avait pas réclamé plus que les deux vice-présidences qu'elle avait obtenues.

Là non plus, rien d'acté. « C'est une discussion qu'on doit avoir

avec le Nouveau Front populaire, avec lequel nous nous réunissons bientôt », a déclaré, mardi matin, Mathilde Panot, la présidente du groupe La France insoumise à l'Assemblée nationale. Mais cela fait planer dans l'air la possibilité d'une candidature commune qui, sur un malentendu, pourrait tirer les marrons du feu. Qui plus est si, comme en juillet, le RN reste dans son couloir et présente Sébastien Chenu (Nord), qui paraît avoir peu de chances de victoire. Enfin, quid des voix du groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires (LIOT) ? A cette heure, tout est encore particulièrement mouvant.

Au Sénat aussi, l'entrée au gouvernement de Sophie Primas a laissé vacante une vice-présidence, celle de François-Noël Buffet, la présidence de la commission des lois, et il faudra un nouveau président au groupe LR pour remplacer Bruno Retailleau. A la commission des lois, Muriel Jourda (Morbihan) semble tenir la corde. Elle avait été corapporteuse de la loi immigration. Roger Karoutchi (Hauts-de-Seine) paraît, lui, favori pour la tête du groupe LR. ■

RACHEL GARRAT-VALCARCEL

La procédure de destitution de Macron en commission des lois à l'Assemblée

La commission des lois de l'Assemblée nationale va bien se saisir de la procédure de destitution du président de la République déposée par La France insoumise. Une semaine après que le bureau de l'Assemblée l'a jugée recevable se posait la question de savoir si le camp macroniste allait invoquer la procédure pour éviter le débat. Il n'en est rien : mercredi 25 septembre, la commission devait même désigner un rapporteur sur le sujet, ce qu'elle n'était pas obligée de faire. Alors que l'idée d'un binôme avait été évoquée, voire que le président de la commission, Florent Boudié (Renaissance, Gironde), s'en saisisse lui-même, c'est finalement l'écologiste Jérémie Jordanoff (Isère) qui devrait être désigné. Le député est très critique des institutions de la V^e République... mais aussi très critique des « insoumis ».

JE N'AI NI TON REGARD,
NI TON SOURIRE.
POURTANT, JE SUIS BIEN
UN DE TES HÉRITIERS.

30 ans
La chaîne
de l'espoir

Ensemble, sauvons des enfants

LEGS • DONATIONS • ASSURANCES-VIE
UN INVESTISSEMENT POUR LA VIE



VOTRE ACTION POUR LA SANTÉ DE MILLIERS D'ENFANTS NE S'ARRÊTE PAS À VOTRE MORT

Depuis 1994, La Chaîne de l'Espoir œuvre pour donner accès aux soins médico-chirurgicaux aux enfants de pays défavorisés. Pour plus d'information, consultez notre rubrique Legs, Donations et Assurances-vie sur www.chainedelespoir.org

Votre contact direct : Anne-Laure Guionnet
tél : 01 44 12 66 80 - e-mail : alguionnet@chainedelespoir.org

A Marseille, le procès des procurations frauduleuses

Lors des municipales de 2020, la droite avait été éclaboussée entre les deux tours par cette affaire

MARSEILLE - correspondant

Des petites secrétaires de mairie qui mettent les mains dans le cambouis, des responsables associatifs faisant office de rabatteurs de procurations, un directeur d'Ehpad «*grisé*» par le tutoiement accordé par un maire d'arrondissement, un commandant de police devenu agent électoral zélé... Le tribunal correctionnel de Marseille arpente, depuis lundi 23 septembre, les coulisses de la campagne des municipales des 15 mars et 28 juin 2020 dans deux fiefs Les Républicains (LR) de la cité phocéenne.

Emmenée par Martine Vassal, actuelle présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence et du département des Bouches-du-Rhône, la droite marseillaise avait été éclaboussée entre les deux tours par cette sale affaire de procurations. Treize prévenus dont deux anciens maires de secteur, Julien Ravier (11^e et 12^e arrondissements) et Yves Moraine (6^e et 8^e) sont jugés, jusqu'à vendredi, pour des manœuvres frauduleuses et des faux destinés à établir 194 procurations illégales.

« Ça s'est toujours fait en mairie »

«*Tout le monde est malade, dans cette procédure* », a relevé le président du tribunal Pascal Gand à l'ouverture des débats. L'ancien commandant de police Roland Chervet, qui avait apposé sa signature sur toutes les procurations litigieuses, connaît «*une aggravation de son état de santé mentale incompatible avec sa comparution* » ; Richard Omiros, l'ancien directeur de cabinet et de campagne de Julien Ravier, que les enquêteurs ont qualifié de «*chef d'orchestre amnésique* » de la fraude, est hospitalisé en psychiatrie ; Claudine Hernandez, directrice générale des services de la mairie des 11^e et 12^e arrondissements fait elle aussi faux bond.

Les petites mains de la fraude, elles, font face. A l'image de Joëlle Di Quirico, 64 ans, secrétaire de mai-

rie pendant quarante-deux ans, mais aussi colistière de Julien Ravier, une 24^e place sur la liste obtenue après le versement de 5 000 euros à l'association des Amis de Martine Vassal. Avec Valérie Deconi, ces deux agentes municipales au salaire de 1700 euros fabriquaient des procurations.

Installées avant le premier tour dans le bureau de Claudine Hernandez, directrice générale des services, ces deux femmes piochaient un nom de mandant dans une liste de personnes souhaitant

voter par procuration et un nom de mandataire, bien souvent des cadres de la mairie de secteur ou du conseil départemental – présidé par Martine Vassal –, leurs conjoints, voire des militants qui attendaient en retour un poste de vacataire ou du piston.

Cinquante et une procurations avaient été rédigées pour les pensionnaires de l'Ehpad Saint-Barnabé, alors que l'immense majorité d'entre eux, atteints de la maladie d'Alzheimer ou de forts troubles cognitifs, n'étaient pas en

mesure d'exprimer une demande de vote. Joëlle Di Quirico ne s'estime «*pas benête* », c'est pourquoi elle avait questionné Richard Omiros, le patron de la campagne, sur l'enveloppe qu'elle était allée récupérer à la maison de retraite. A l'intérieur, une cinquantaine de photocopies de cartes d'identité sorties de dossiers administratifs des résidents. «*Richard, c'est quoi là, il n'y a ni mandant ni mandataire ?* », avait-elle questionné pour s'entendre opposer sèche-

ment : «*C'est légal, ça s'est toujours*

fait en mairie et c'est vous qui imitez les signatures. » Lorsqu'un petit tas de procurations était prêt, «*le commandant Chervet venait les tamponner dans le bureau de Mme Hernandez* » puis les emmenait au commissariat, raconte la secrétaire. «*Un schéma très artisanal et très éloigné du code électoral* », cingle le président Gand.

«*C'est abject et je ne l'aurais jamais toléré si je l'avais su.* » Julien Ravier, élu maire de secteur, puis député des Bouches-du-Rhône, en 2020, en remplacement de Va-

« Je ne l'aurais jamais toléré si je l'avais su »

JULIEN RAVIER

prévenu, ancien maire de secteur à Marseille

lérie Boyer (LR), devenue sénatrice du département, affiche la position de l'élus trahi par son homme de confiance, Richard Omiros. «*Quand on est en campagne, on va chercher des voix y compris dans les maisons de retraite, mais je ne me suis jamais douté que des procurations illégales puissent être faites dans un Ehpad. Je n'ai jamais donné d'instructions mais j'ai parlé d'un accompagnement, comme fournir un Cerfa, un mandataire s'il y en a besoin* », concède-t-il.

Des SMS accablants

Le président Pascal Gand lui oppose des e-mails que Julien Ravier a reçus en copie dans lesquels M. Omiros le tient au courant de la récupération d'une liste de dizaines de noms de résidents de la maison de retraite et des cartes d'identité pour les procurations.

Les échanges de SMS s'affichent sur les écrans du tribunal et sont accablants aux yeux de l'accusation. Dans un message de janvier 2020 adressé à Richard Omiros, Mohamed El Khemiri, un ancien directeur de l'Ehpad, annonce : «*On va pouvoir avoir 91 électeurs.* » Celui-ci conteste avoir «*collaboré* ». Il maintient que les seuls liens entretenus avec MM. Omiros et Ravier visaient à permettre l'inscription des pensionnaires sur les listes électorales. «*Par sens civique* », avance-t-il.

Lors d'une visite de l'Ehpad en juin 2020 alors que le scandale fait la une des journaux, Joëlle Di Quirico s'était pour la première fois rendue dans des chambres de «*personnes privées de leurs facultés* ». «*C'est là que je me suis rendu compte de ce que j'avais fait* », lâche-t-elle, en pleurs. ■

LUC LEROUX



Un suspect interpellé en Suisse dans l'enquête sur le meurtre de Philippine, 19 ans, à Paris

Condamné en 2021, ce Marocain était sous le coup d'une procédure d'expulsion non exécutée

L'enquête, menée tous azimuts depuis la découverte du corps de la victime, a mobilisé d'importants moyens humains et matériels. Mardi 24 septembre, un ressortissant marocain, âgé de 22 ans, fortement soupçonné d'être l'assassin de Philippine, 19 ans, retrouvée, samedi 21 septembre, partiellement enterré dans le bois de Boulogne (16^e arrondissement de Paris), a été interpellé par des policiers suisses à la gare de Genève, a révélé le site *Actu7*.

Pour l'heure, aucun élément relatif à l'identité du jeune homme n'a été rendu public par les autorités policières ou judiciaires, le signe que cette affaire, au-delà des aspects criminels, est considérée comme particulièrement sensible en raison du contexte politique. D'après plusieurs sources proches du dossier, l'individu interpellé est de nationalité marocaine et a déjà été condamné, en 2021, à sept années de prison pour un viol commis à Taverny (Val-d'Oise), alors qu'il était mineur, dans des circonstances similaires : la victime avait été suivie dans un bois.

Libéré depuis le mois de juin, en raison de l'application d'une remise de peine, il était également sous le coup d'une obligation de quitter le territoire français

L'administration n'avait pas obtenu du Maroc le laissez-passer consulaire indispensable à l'éloignement

(OQTF) non exécutée. Placé au centre de rétention administrative de Metz à sa sortie de prison, le 20 juin, il en avait été libéré le 3 septembre par un juge des libertés et de la détention, selon une source proche du dossier. Cette libération est intervenue au moment de la quatrième et dernière possibilité de prolonger sa rétention de quinze jours, avant d'atteindre la durée maximale prévue par la loi, portée à quatre-vingt-dix jours en 2018. L'administration n'avait pas obtenu de laissez-passer consulaire (LPC) du Maroc, document de voyage indispensable à l'éloignement d'un étranger dépourvu de passeport.

La délivrance des LPC est un sujet de tension diplomatique forte avec les principaux pays d'origine, au Maghreb. Selon les derniers chiffres publiés par le ministère de

l'intérieur, en 2022, le Maroc a délivré dans les délais utiles à l'éloignement 54,4 % des LPC qui lui ont été demandés par la France.

Depuis l'entrée en vigueur de la loi relative à l'immigration, en janvier, une rétention peut être prolongée de façon exceptionnelle, même en l'absence de perspective d'éloignement à bref délai, si le retenu présente une menace persistance pour l'ordre public. Néanmoins, cette menace doit s'être matérialisée dans les quinze derniers jours. Depuis sa libération, le suspect ne respectait pas ses obligations de pointer et avait de ce fait été inscrit, quinze jours plus tard, sur le fichier des personnes recherchées.

Vives réactions politiques

L'annonce de l'interpellation d'un individu sous OQTF a suscité une montée au créneau des ténors de la droite et de l'extrême droite, alors que le nouveau ministre de l'intérieur, Bruno Retailleau, a fait de la lutte contre l'immigration illégale l'une de ses priorités. «*Ce migrant n'avait donc rien à faire sur notre sol, mais il a pu récidiver dans la plus totale impunité. Notre justice est laxiste, notre Etat dysfonctionne* », a dénoncé le président du Rassemblement national, Jordan Bardella, sur le réseau social X. «*Le*

profil du meurtrier présumé de Philippine fait froid dans le dos. Comment un violeur sorti de prison et sous OQTF peut-il se promener en toute impunité dans nos rues ? », a interrogé Valérie Pécresse, présidente (Les Républicains) de la région Ile-de-France.

Philippine, la victime, était âgée de 19 ans et suivait des études à l'université Paris-Dauphine, inscrite en licence d'économie et ingénierie financières. Après avoir été aperçue pour la dernière fois au réfectoire de son université, vendredi 20 septembre à l'heure du déjeuner, elle n'avait ensuite plus donné signe de vie, alors qu'elle était attendue au domicile de ses parents, dans les Yvelines.

Inquiets, ses proches avaient organisé une battue qui a permis la découverte de son téléphone portable, géolocalisé dans le bois de Boulogne, puis du corps de la jeune femme. C'est après un retrait d'argent liquide effectué avec la carte bancaire de la victime dans un distributeur de Montreuil (Seine-Saint-Denis), que les enquêteurs de la police judiciaire ont pu remonter le fil des déplacements de l'individu, associant cette découverte à une analyse de la vidéosurveillance et de la téléphonie. ■

ANTOINE ALBERTINI
ET JULIA PASCUAL

NOUVEAU HORS-SÉRIE



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND
DE JOURNAUX

Courrier
international

Telegram : la fortune discrète de Pavel Durov

La caution du PDG, fixée à 5 millions d’euros, apparaît légère eu égard à ses dépenses personnelles

Pavel Durov est un ascète. Du moins aime-t-il se présenter ainsi. Interrogé sur ses revenus pendant sa garde à vue, fin août, le cofondateur de la messagerie Telegram – qui promeut une vie sans café, ni alcool, ni viande, ni produits laitiers, ni médicaments, agrémentée de bains glacés matinaux et de méditations dans le désert – a déclaré aux enquêteurs percevoir seulement « 1 dirham » émirien par an. Soit moins de 25 centimes d’euros.

Car, s’il ne se verse qu’un salaire quasi nul, le PDG de Telegram est multimilliardaire. Outre les quelque 300 millions d’euros qu’il avait tirés, en 2014, de la vente de ses parts dans le réseau social russe VKontakte, M. Durov possède l’intégralité des parts de Telegram, valorisée par plusieurs fonds d’investissement à près de 30 milliards de dollars (environ 27 milliards d’euros), selon les dires de M. Durov au *Financial Times*, en mars. Dans cet entretien, il concédait que sa messagerie, pour laquelle une introduction en Bourse était prévue sous un an, n’était pas encore rentable. De quoi alimenter le flou sur sa surface financière personnelle, évaluée entre 9 milliards et 15,5 milliards de dollars, selon les sources.

L’étendue de sa fortune – et surtout des fonds qu’il est en mesure de mobiliser rapidement – est pourtant un élément-clé pour la justice. Au terme de sa garde à vue, le 28 août, la justice a dû établir pour M. Durov, détenteur

de passeports français, russe et émirati, un cautionnement d’un montant suffisant pour s’assurer qu’il ne fuirait pas le territoire français. Le milliardaire venait de s’être vu signifier sa mise en examen pour douze infractions liées à la quasi-absence de coopération de Telegram avec les autorités judiciaires dans des affaires d’escroquerie ou de diffusion d’images pédopornographiques.

Vente aux enchères à Dubaï
Selon nos informations, le parquet de Paris demandait que le cautionnement soit établi à 20 millions d’euros, accompagné des mesures habituelles de contrôle judiciaire, comme le pointage régulier en commissariat, l’obligation de rester en France et de déclarer ses changements de domicile. Finalement, le juge a baissé la somme à 5 millions d’euros. Lors d’un rare entretien accordé à l’animateur conservateur américain Tucker Carlson, en avril, M. Durov avait expliqué ne posséder aucun bien immobilier, et conserver sa for-

La justice a identifié plus de dix mille procédures en souffrance liées à l’absence de réponse de Telegram

tune personnelle dans plusieurs banques et en cryptomonnaies.

Malgré le flou sur sa fortune, les 5 millions d’euros de cautionnement fixés semblent très faibles au regard des factures et des témoignages rassemblés par *Le Monde*. En 2023, M. Durov avait misé un montant supérieur – environ 8,5 millions d’euros – pour tenter d’obtenir une plaque d’immatriculation personnalisée dans une vente aux enchères caritative à Dubaï, où il réside principalement depuis 2019. Plaque qu’il n’a pas obtenue. Son offre a été battue par un acheteur anonyme.

La justice suisse possède aussi des éléments sur la fortune de M. Durov. Le milliardaire est cité dans trois procédures menées par son ex-compagne, Irina Bolgar, résidente à Genève depuis 2020. Une première avait pour but d’obtenir l’autorité parentale exclusive, pour laquelle la quadragénaire a obtenu gain de cause en 2023. Deux autres sont en cours. La première concerne des violences répétées que M. Durov aurait fait subir à leur fils cadet. La seconde, l’arrêt brutal, en 2022, de l’aide financière versée par M. Durov depuis 2018 à sa famille.

Cette aide financière était composée de plusieurs volets : deux cartes bancaires permettaient à la mère de ses enfants de retirer jusqu’à 150 000 euros par mois sur ses comptes pour régler les dépenses du quotidien, comme le précise un acte notarial consulté par *Le Monde*. Les dépenses plus exceptionnelles – école privée,

santé, vacances... – étaient directement réglées par M. Durov, qu’il soit présent ou non. A partir de 2021, le milliardaire est davantage absent, avant la rupture totale avec son ex-femme, fin 2022. Fin 2021, la famille, à l’exception de M. Durov, s’envole pour les Maldives pour y séjourner trois semaines. L’aller-retour en jet coûte plus de 300 000 euros, auxquels s’ajoutent les frais de logement pour plus de 480 000 euros et 140 000 euros d’extras.

Un appartement discret
Mi-2022, la famille, toujours en l’absence de M. Durov, s’envole en Sardaigne. L’aller se fait de nouveau en jet, pour plus de 75 000 euros. Le logement, réservé pour un mois, coûte plus de 660 000 euros, auxquels s’ajoutent près de 135 000 euros d’extras. En deux ans, de décembre 2020 à décembre 2022, M. Durov aura dépensé plus de 4 millions d’euros pour les vacances de sa famille, sans compter ses dépenses personnelles liées à ses déplacements d’agrément. Contactée, Irina Bolgar rappelle qu’elle est contrainte au secret par la justice suisse concernant la procédure, tout en précisant qu’elle est « heureuse de montrer à [ses] enfants que l’argent ne peut pas tout acheter ».

Contraint de rester en France plusieurs mois dans le cadre de son contrôle judiciaire, Pavel Durov a trouvé un point de chute dans un hôtel de luxe à quelques pas des Champs-Élysées, Le Crillon. Il chercherait désormais

En deux ans, M. Durov aura dépensé plus de 4 millions d’euros pour les vacances de sa famille

un autre logement à louer de manière plus durable. Selon les informations du *Monde*, M. Durov avait trouvé dès sa sortie de garde à vue un appartement discret, prêté par un ami de longue date, le milliardaire français Xavier Niel, fondateur du groupe Iliad et actionnaire à titre individuel du Groupe Le Monde. Lors de son arrestation, M. Durov avait demandé à faire prévenir M. Niel. Contactés, Xavier Niel, l’avocat de M. Durov et Telegram n’ont pas souhaité répondre à nos questions.

Malgré la légèreté de la caution au regard des dépenses habituelles de M. Durov, son arrestation a porté ses fruits, selon des sources judiciaires concordantes. Telegram répond désormais aux réquisitions judiciaires, comme l’a confirmé M. Durov dans un communiqué publié le 23 septembre sur Telegram. « Les adresses IP et les numéros de téléphone des personnes qui ne respectent pas nos règles peuvent être dévoilés aux autorités en réponse à des réquisitions judiciaires faites dans les règles », explique-t-il.

Les autorités judiciaires européennes se tiennent prêtes : selon nos informations, elles ont identifié plus de 10 000 procédures en souffrance liées à l’absence de réponse de la messagerie. Telegram a par ailleurs mis en place un filtrage poussé de son moteur de recherche interne, qui permettait jusqu’à peu de trouver, en quelques clics, des canaux vendant des armes ou de la drogue. *Le Monde* a pu constater que de nombreux mots-clés français portant sur des produits ou services illégaux sont désormais bloqués.

L’arrestation de M. Durov semble avoir de facto mis fin aux projets d’entrée en Bourse de l’entreprise – rares sont les investisseurs, et encore plus les grandes banques, qui accepteraient de se lancer dans un projet de cette ampleur alors que le principal actionnaire et PDG de la société est mis en cause pour une série de crimes et délits graves. L’entreprise n’a cependant pas d’urgence à procéder à une levée de fonds : selon des documents comptables obtenus par le *Financial Times*, Telegram détient plus de 500 millions d’euros de réserves, dont les deux tiers en cryptomonnaies, principalement toncoin. Ce cryptoactif, adossé à une technologie initialement développée pour Telegram, est considéré par M. Durov comme l’avenir de son entreprise. Après avoir plongé de 20 % après son arrestation, le toncoin est aujourd’hui revenu à son niveau estival. ■

DAMIEN LELOUP
ET LAURA MOTET

Bonnes adresses

Tarifs 01/01/24

Prix à la ligne : 15,50 € HT - 18,60 € TTC

Autres formats : nous consulter

marie-cecile.bernard@mpublicite.fr

Reproduction interdite

LE PLUS GRAND ESPACE ARMOIRES LITS À PARIS • Conditions exceptionnelles !



ARLITEC, CELIO, CLEI, DUEBI ITALIA

LIT RELEVABLE SEUL, 2 EN 1 AVEC CANAPÉ OU BUREAU, COUCHAGE SIMPLE OU DOUBLE... UNE SOLUTION POUR CHACUN !

Nos armoires lits sont installées par des professionnels qualifiés.

EspaceTopper®

Maison familiale depuis 1926

Armoires lits et aussi consoles et tables basses extensibles, bibliothèques, dressings, tables de repas... :

147 rue St-Charles Paris 15 • 7J/7 • 01 45 75 02 81, M° Charles Michels

Canapés, literie, mobilier sur 3000 m² : toutes nos adresses sur www.topper.fr

MAISON CHARLES ANTIQUE ACHÈTE



La maison recherche également bien d'autres produits

Déplacements réguliers et gracieux dans toute la France

Expertises gratuites & paiement immédiat

N'hésitez pas à nous contacter pour tout renseignement

par téléphone au 06 19 89 55 28

email : antique.charles@gmail.com / maisoncharles-antique.fr

ANTIQUITÉS STEVE

ACHÈTE



Manteaux de fourrure, meubles anciens, pendules, horloges

Carillon, montres à gousset ou poignet, pièces de monnaie

Bibelots, vaisselle, cartes postales, livres, machines à coudre

Miroirs, tableaux, bronzes, pâtes de verre, art asiatique, violons

Bagagerie de luxe, vieux vins, objets militaires

Disques vinyles, postes de radio, étain, cuivre et toutes vos antiquités...

DÉPLACEMENT GRATUIT 7J/7

128, rue la Boétie - 75008 Paris

Tél : 01 84 60 56 54 - 07 85 56 51 90

antiquaire.steve@gmail.com

Siret : 838 245 629

Lit coffre Topper + matelas 1290€

En 140 x 190

Matelas Câlin Dunlopillo 20 cm

En 140 x 190



5 coloris bois au choix

Structure MDF. Matelas mousse hybride 35kg/m³. Ecopart 10 € incluse

Prix hors tête de lit et hors livraison. Photos non contractuelles

EspaceTopper®

Maison familiale depuis 1926

Paris 15 : 66 rue de la Convention, 7J/7, 01 40 59 02 10, M° Charles Michels

Paris 15 : 37 rue du Commerce, du mardi au samedi, 01 45 75 29 98, M° Emile Zola ou La Motte-Picquet - Grenelle

Paris 12 : 56-60 cours de Vincennes, 7J/7, 01 43 41 80 93, M° Nation

Le Monde

RUBRIQUE BONNES ADRESSES

marie-cecile.bernard@mpublicite.fr



ACHAT AU DESSUS DE VOS ESTIMATIONS ET EXPERTISES

Participant à Affaire conclue.

« ART D'ASIE » : CHINE, VIETNAM ET MOYEN-ORIENT

06 07 55 42 30 - P. MORCOS

EXPERT : COMPAGNIE NATIONALE DES EXPERTS

★ Porcelaines et Bronzes ★ Cristal de Roche ★ Corail et Ivoires Anc.

★ Jade blanc et couleurs ★ Cornes et Laques

★ Peintures et Tissus anc. ★ Peintures et panneaux laqués du Vietnam

DÉPLACEMENTS PARIS - PROVINCE - morcospatrick@orange.fr



JUSTICE
Une infirmière mise en examen pour meurtre sur deux patients à Strasbourg

Une infirmière soupçonnée de meurtre sur deux patients de la clinique Sainte-Anne de Strasbourg a été mise en examen et placée sous contrôle judiciaire en mai, a annoncé, mardi 24 septembre, le parquet. Les deux patients, âgés de 92 et 53 ans, sont décédés dans cet établissement, respectivement en 2022 et 2023. Selon BFM Alsace, les faits se sont produits dans le service d'oncologie, et les décès seraient consécutifs à une « surdose de sédatif ». « *En l'état, les faits reprochés sont contestés* » par la soignante, a précisé Alexandre Chevrier, procureur de la République par intérim. – (AFP)

Nouvelle-Calédonie: le couvre-feu prolongé jusqu'à dimanche dans une version allégée

Le couvre-feu en vigueur en Nouvelle-Calédonie depuis mi-mai et la crise qui agite gravement l'archipel a été prolongé jusqu'à dimanche, mais dans une version allégée, au lendemain des célébrations « *sans incident majeur* » de la date symbolique du 24 septembre, a annoncé le Haut-Commissariat de la République. Un couvre-feu de 22 heures à 5 heures, et non plus de 18 heures à 6 heures, devait être appliqué à partir de mercredi « *pour poursuivre les efforts de sécurisation du territoire* », a indiqué dans un communiqué le représentant de l'Etat. – (AFP)

Affaire Blandin : un procès par substitution

Trois hommes étaient jugés, mardi, pour leur rôle secondaire dans ce féminicide de 2021

RENNES - envoyée spéciale

Lui n'a pas frappé. N'a pas tué. N'a pas enterré Magali Blandin. Il n'a fait « *que* ». Qu'enregistrer le meurtrier en train de dire : « *J'aime ma femme, je n'ai pas envie de la tuer, je n'ai pas le choix.* » Que le faire chanter pour lui extorquer quelques milliers d'euros. Que savoir, mais ne rien dire. Ou n'avoir rien empêché.

Devant le tribunal correctionnel de Rennes, mardi 24 septembre, les avocats de la partie civile, de la défense et le ministère public se sont accordés sur un point : il ne s'agissait surtout pas de faire, ici, un procès qui ne peut avoir lieu. Le seul meurtrier, l'ex-mari de Magali Blandin, Jérôme Gaillard, s'est pendu en détention après avoir avoué l'avoir assassinée. Ses parents, poursuivis pour complicité, se sont, eux aussi, suicidés.

Ne restait donc de cette affaire que trois Géorgiens, renvoyés pour « tentative d'extorsion », « escroquerie », « destruction de preuve » et « non-empêchement de crime ». « *La tentation est grande de faire de M. [Giorgi] Zeragia un coupable idéal parce qu'il est difficile d'accepter ce qu'est devenu ce dossier: un lot de consolation* », a plaidé Antoine Ory pour la défense.

Severiani Topuria s'est avancé à la barre en premier, sans avocat. Qui sait s'il comprend vraiment ce qui lui est reproché, avec son air hagard et son corps déginglé par ce que l'enquête de personna-

lité nomme pudiquement une « *polytoxicomanie* ». Cet homme de presque 50 ans, semi-SDF et multirécidiviste, a participé à la rédaction et à la remise de lettres menaçant Jérôme Gaillard de divulguer des enregistrements l'incriminant s'il ne payait pas 15 000 euros. La présidente se fait pédagogue : « *Ce qu'on vous reproche, c'est d'avoir voulu lui soutirer de l'argent pour ne pas dire qu'il avait tué sa femme.* » Elle n'obtiendra qu'une réponse, répétée en boucle : « *C'était pour récupérer la dette madame, c'est tout.* »

« Vous n'avez rien dit »

L'argent que Jérôme Gaillard devait à son cousin et coprévenu, en l'occurrence : Giorgi Zeragia, grand gaillard à grosses lunettes que rien ne semble ébranler, lui l'ancien footballeur professionnel à la carrière interrompue par une blessure. Il a enregistré Jérôme Gaillard en novembre 2020 en train d'évoquer le futur meurtre de sa femme et l'a fait chanter trois mois plus tard, une fois le visage de Magali Blandin apparu dans tous les journaux accolé à deux mots : « *Disparition inquiétante.* » Il est le seul des trois qui comparait pour « abstention volontaire d'empêcher un crime ».

« *Je ne pouvais pas l'empêcher de tuer sa femme* », assène Giorgi Zeragia à la barre. Pourquoi l'avoir enregistré trois mois avant le crime ? Pourquoi ne pas avoir prévenu la police plutôt que de garder les enregistrements et de les utili-

Le seul meurtrier, l'ex-mari de Magali Blandin, Jérôme Gaillard, s'est pendu en détention après avoir avoué

ser pour lui soutirer de l'argent ? La sœur de Magali Blandin prend la parole : « *Vous aviez trois mois pour prévenir Magali, nous ou la police. (...) Vous aviez aussi cinq semaines après ce qu'il s'est passé pour nous prévenir. Nous, on l'a cherchée pendant cinq semaines, Magali, et vous n'avez rien dit.* »

Impossible d'imaginer alors que Jérôme Gaillard allait réellement passer à l'acte, selon lui. « *Pour moi, c'était un paysan, pas un voyou.* » D'ailleurs, avance-t-il, il avait l'intention d'aller voir la police si Jérôme Gaillard le payait. Cela aurait été une « *preuve* » de son implication. L'avocat de la famille de Magali Blandin, William Pineau, le bouscule. « *C'était une enquête que vous meniez, c'est ça que vous nous dites ?* » Le prévenu s'énervé, puis s'effondre, en pleurs. « *Je ne pouvais pas empêcher le crime. Si j'avais cru même une seconde que c'était possible, j'aurais fait quelque chose.* »

Giorgi Zeragia refuse d'être tenu pour responsable. D'ailleurs, ajoute-t-il, Jérôme Gaillard avait fait les mêmes menaces de meur-

tre devant d'autres amis. « *Eux aussi, s'ils l'avaient pris au sérieux, ils seraient allés voir la police.* »

Jérôme Gaillard a fini par livrer sa version des faits avant de se suicider. Giorgi Zeragia lui aurait proposé un homme de main pour tuer la mère de ses quatre enfants, moyennant 20 000 euros. Ayant compris que les Géorgiens ne mettraient pas le contrat à exécution, il l'a tuée lui-même de deux coups de batte de baseball sur le pas-de-porte de son tout nouvel appartement. Il a tiré son corps à l'intérieur, envoyé des messages d'un téléphone prépayé pour faire croire au crime d'un amant éconduit, enterré son corps dans un bois. « *Dans le noir, avec toute cette neige autour de moi, il y avait un côté à la fois féérique et horrifique* », a-t-il lâché aux enquêteurs, avant de confirmer que ses parents lui avaient servi d'alibi.

Des larmes coulent

Après leurs trois suicides, il ne restait de cette affaire que les Géorgiens. Et un dossier dans lequel la violence conjugale saute aux yeux à chaque témoignage. A posteriori. Des amis racontent « *l'emprise* » de Jérôme Gaillard, le « *tyran domestique* », des bleus croisés sur le visage de Magali Blandin parfois. Elle avait finalement porté plainte, réussi à quitter le domicile conjugal en septembre 2020. Six mois plus tard, son corps sera retrouvé recouvert de chaux dans un trou. L'expert estime que Jérôme Gaillard a mis entre deux heures

trente et cinq heures pour l'enterrer. « *J'étais crevé, mais j'étais en paix* », peut-on lire dans ses auditions. L'autopsie de Magali Blandin conclura à une fracture de la voûte crânienne jusqu'à la base du crâne.

« *Est-ce que vous avez des regrets ?* », demande la partie civile face à Giorgi Zeragia. « *Bien sûr.* » Des larmes coulent. Il baisse la tête. Silence. Et la question se propage dans la salle. Aurait-on pu éviter ce meurtre ? « *C'est bien Jérôme Gaillard qui a tué Magali Blandin, bien ses parents qui ont livré un alibi à Jérôme Gaillard, plaide M^e Pineau. Cet assassinat ne vous est pas imputable en droit. Mais moralement ? Humainement ? Messieurs, monsieur, où êtes-vous ? Comment vous regardez-vous ?* »

Giorgi Zeragia a été condamné à quatre ans de prison pour « tentative de chantage », « escroquerie » et « non-empêchement de crime ». Severiani Topuria à deux ans de prison et cinq ans d'interdiction du territoire pour « tentative de chantage ». Le troisième prévenu, Zaza Peranidze, à un an de prison, pour avoir détruit la voiture dans laquelle Jérôme Gaillard a transporté le corps de Magali Blandin. Lui avait affirmé aux enquêteurs qu'il ne savait pas. Il aurait cru à une histoire de cerf percuté qu'il fallait camoufler aux policiers. Il ne s'est pas présenté à Rennes. Un mandat d'arrêt avait été délivré à son encounter, avant même le début du procès. ■

LUCIE SOULLIER

Campagne de LFI en 2017 : la députée Sophia Chikirou mise en examen

Cette proche de Mélenchon, alors directrice de la communication, est suspectée d'avoir facturé des marges très supérieures à la normale

Alors que la rentrée parlementaire se profile, Sophia Chikirou avait rendez-vous avec les juges d'instruction, ainsi que l'a constaté *Le Monde*, mardi 24 septembre. Au terme de son audition, la députée de Paris, réélue dès le premier tour à la fin de juin, a été mise en examen pour « escroquerie aggravée », « abus de biens sociaux » et « recel d'abus de confiance » dans l'affaire des comptes de campagne de La France insoumise (LFI) de 2017, selon les informations de l'Agence France-Presse (AFP), confirmées par *Le Monde*.

La justice lui reproche à titre principal d'avoir facturé, par le biais de sa société Mediascop, des prestations avec des marges très supérieures aux autres professionnels du secteur. Or, toute facturation supérieure au prix du marché est illégale, car les prestations effectuées dans le cadre des campagnes font l'objet d'un remboursement par l'Etat, parfois modulé à la suite du contrôle de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques. Lors de son interrogatoire, « *Sophia Chikirou a fait une déclaration dans laquelle elle a dénoncé l'acharnement dont elle fait l'objet depuis sept ans, les fuites à répétition dans la presse et le fait qu'elle estimait qu'elle n'avait rien à se reprocher* », a déclaré à l'AFP l'un de ses deux avocats, M^e Dominique Tricaud. Ce dernier a sollicité le placement de sa cliente sous le statut moins incriminant de témoin assisté.

« *Pas une seule de ces accusations n'a le moindre fondement concret* », a pour sa part affirmé Jean-Luc Mélenchon à l'AFP. Le chef de file de LFI était convoqué ce même

L'« insoumise » s'est versé, en plus de sa rémunération de dirigeante de Mediascop, la quasi-totalité des bénéfices de cette campagne

jour par la police, dans le cadre d'une enquête ouverte sur ses propos dressant un parallèle entre le président de l'université de Lille et le nazi Adolf Eichmann.

Sophia Chikirou avait déjà été convoquée à des fins de mise en examen en août 2022, mais le rendez-vous avait été reporté par la défense : l'élue « insoumise » venait d'être élue députée de Paris. Sauf à demander la levée de son immunité parlementaire, la justice ne pouvait la contraindre à se rendre à ces rendez-vous.

Exception parmi les prestataires

La facturation – dans la fourchette la plus haute du prix du marché – du travail de bénévoles ou de salariés peu payés a longtemps été utilisée par les partis de gauche afin de se financer en l'absence de grands donateurs. Le remboursement par l'Etat de ces prestations venait abonder une caisse noire.

Lors de la campagne de 2017, Mediascop, deuxième plus gros prestataire de la campagne avec 1,16 million d'euros facturés, a fait figure d'exception parmi les prestataires des « insoumis ». Selon une expertise comptable com-

mandée par la justice, Sophia Chikirou s'est versé à elle-même, en plus de sa rémunération de dirigeante de Mediascop, la quasi-totalité des bénéfices de cette campagne en primes et dividendes, soit 64 000 euros de dividendes bruts sur les 76 000 euros de bénéfices dégagés par sa société en 2016 et 65 000 euros pour l'année 2017.

Cette exception peut-elle s'expliquer par les multiples casquettes de Sophia Chikirou lors de cette campagne ? L'« insoumise » était à la fois dirigeante du prestataire Mediascop, mais aussi directrice de la communication de la campagne – et donc cliente de sa société – et très proche du chef de file des « insoumis », Jean-Luc Mélenchon. Leur relation sentimentale intermittente – connue des cadres du parti depuis 2011 – était ignorée par le grand public jusqu'au 16 octobre 2018, lorsque les enquêteurs venus perquisitionner à l'aube le domicile de Jean-Luc Mélenchon l'y avaient trouvée.

La justice s'interroge d'autant plus que la facture importante de Mediascop ne s'explique ni par les salaires des employés – six de ces salariés sur treize étaient payés au smic, trois autres touchaient 12,50 euros de l'heure – ni par des coûts fixes importants. Des bureaux ont ainsi été mis gracieusement à disposition de Mediascop au sein du siège de campagne. D'autres prestataires proches du candidat, comme l'association L'Ere du peuple, se sont, eux, acquittés d'un loyer. Sur la campagne de 2017, Mediascop a ainsi dégagé une marge nette de 18 %, bien au-dessus de ses concurrents étudiés par les experts judiciaires, qui se situaient entre 1 % et 8 %. ■

LAURA MOTET

NOUVEAU

Le Monde présente

Le monde de

Simenon



LE N°3
Les Volets verts
+ EN CADEAU
LE LIVRE
AUDIO

Découvrez le monde captivant des romans du célèbre Georges Simenon dans cette collection exclusive.



Découvrez l'offre sur lemondedesimenon.fr ou chez votre marchand de journaux

Génocide des yézidis : une Française renvoyée aux assises

Sonia Mejri, mariée à un émir de l’organisation Etat islamique en Syrie, a disposé pendant plusieurs semaines d’une esclave à son service

Pour la première fois de l’histoire de la justice en France, une citoyenne française est renvoyée devant une cour d’assises spéciale pour le « crime des crimes », celui de « génocide ». Se profile ainsi le tout premier procès portant spécifiquement sur ce chef d’accusation pour un citoyen français, Maurice Papon ayant été jugé en 1997 pour « crimes contre l’humanité ».

Outre sa participation à « *un plan concerté tendant à la destruction totale ou partielle d’un groupe national, ethnique, racial ou religieux, (...) en l’espèce la communauté yézidie* », en portant des « *atteintes graves à son intégrité physique ou psychique* », Sonia Mejri, une « revnante » de Syrie, est aussi accusée de « participation à une association de malfaiteurs terroriste », « crimes contre l’humanité » (« réduction en esclavage », « empiisonnement », « torture », « persécution ») et « autres actes inhumains »). Sa défense peut encore faire appel de l’ordonnance de mise en accusation, en date du 24 septembre.

Sonia Mejri, 35 ans, a quitté la France, où elle gérait un snack à Romans-sur-Isère (Drôme), le 19 septembre 2014, pour se rendre en Syrie dans le territoire du pseudo-califat de l’organisation Etat islamique (EI). Elle y a épousé, peu après son arrivée, un émir de l’EI, Abdelnasser Benyoucef, connu sous le nom de guerre d’Abou Al-Mouthana, avec lequel elle avait deux enfants.

Benyoucef, né en 1973 en Algérie, a grandi à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis). Parti étudier la religion au Caire puis à Damas, il est allé en Afghanistan dans les an-

nées 1990 se former au maniement des armes. Impliqué dans un faux braquage en France, il fuit en Algérie, où il effectue deux peines de prison avant de s’envoler pour la Syrie en 2013.

Membre fondateur de la cellule des opérations extérieures de l’EI, qui a notamment planifié les attentats de Paris et de Saint-Denis du 13 novembre 2015, il devient, à partir d’avril 2015, chef d’une katiba. Il trouve vraisemblablement la mort dans des combats en mars 2016. Son corps n’ayant jamais été retrouvé, il a été condamné en son absence en France pour avoir commandité l’attentat manqué de Villejuif, en 2015, durant lequel une femme, Aurélie Chatelain, a été assassinée par Sid Ahmed Ghlam, originaire du même village que lui en Algérie. Dans le cadre de l’information judiciaire sur le génocide des yézidis, il fait l’objet d’un mandat d’arrêt émis le 26 juin 2023.

Enquête en sources ouvertes

Après la mort d’Abdelnasser Benyoucef, Sonia Mejri s’est mariée avec un autre combattant de l’EI, Rabir Gherbi, alias Oussama Al-Jazairi, originaire des Yvelines. Elle a eu un autre enfant. Le couple a été arrêté à Baghouz, dernière place forte du pseudo-califat, en mars 2019. Rabir Gherbi est détenu, jusqu’à ce jour, par les forces kurdes en Syrie. Sonia Mejri, elle, a réussi à passer en Turquie avec ses trois enfants. Expulsée vers la France, elle y est mise en examen dès son interrogatoire de première comparution, le 28 janvier 2020. Mais il n’est pas encore question de crimes contre l’humanité ni de génocide ou d’esclavage. L’information judiciaire est sur le

point d’être close le 8 octobre 2021. Toutefois, comme le précise l’instruction, « *il apparaissait à la lecture du rapport du service pénitentiaire et de probation (...) que Sonia Mejri avait évoqué (...) la présence dans son foyer syrien d’une esclave yézidie appartenant à son mari* ».

Le juge décide alors d’enquêter sur ce point obscur. L’ordonnance de mise en accusation rappelle les crimes de masse endurés par la communauté yézidie, dont plus de 400 000 membres ont été déplacés, au moins 5 000 tués et 5 000 autres réduits en esclavage, essentiellement des femmes et des filles, sans compter les garçons destinés à se transformer en kamikazes. Corollaires de l’esclavage des femmes : les viols, les grossesses forcées, les avortements forcés, les mariages forcés, etc. L’EI a justifié et codifié l’asservissement des femmes yéziidies, dont l’achat faisait l’objet de taxes perçues par le pseudo-califat.

Grâce à des recherches en sources ouvertes menées par le parquet national antiterroriste, le juge d’instruction a identifié Rafida Naif, 26 ans, vendue à quatre djihadistes successifs qui l’avaient réduite en esclavage et violée. Entendue le 7 février par les magis-

L’organisation Etat islamique avait codifié l’asservissement des femmes yéziidies, dont l’achat faisait l’objet de taxes

trats français au Kurdistan d’Irak, où elle réside, la jeune femme a déclaré avoir passé cinq à six semaines au foyer de Benyoucef et Mejri, à Rakka, au printemps 2015. Elle a raconté les viols à répétition pratiqués par Benyoucef et les énervements de Sonia, qui, bien que jalouse, venait lui dire de se préparer aux visites de son mari. « *Elle était d’accord que je sois là comme esclave, pas comme esclave sexuelle* », avait déjà déclaré Rafida Naif à des juges belges venus la voir dans le cadre d’autres dossiers. A un juge irakien, elle avait aussi dit : « *Sonia me traitait de manière inhumaine, elle me violentait, me torturait et me laissait mourir de faim*. » Sonia Mejri portait une arme pour dissuader la yézidie de fuir, selon sa captive. Ces dépositions ont été versées au dossier.

Confrontée au témoignage de Rafida Naif, Sonia Mejri assure qu’elle était libre de se nourrir et de se laver quand elle le voulait et qu’elle n’était contrainte à aucune tâche. Elle confirme un seul viol et minimise son rôle. Sollicité, l’avocat de Sonia Mejri n’a pas répondu. M^e Romain Ruiz, conseil de Rafida Naif, qui s’est portée partie civile, estime que « *ce procès doit permettre la création d’un fonds d’indemnisation des victimes de crimes contre l’humanité* ». Enfin, M^e Clémence Bectarte, avocate de la Fédération internationale des droits de l’homme, voit dans ce renvoi aux assises « *une véritable avancée. Nous militons depuis 2017 pour que la justice française élargisse le champ de ses qualifications, au-delà des infractions terroristes, aux crimes contre l’humanité. C’est une manière de restituer leur place aux victimes*. » ■

CHRISTOPHE AYAD

Peter Cherif reconnaît avoir participé à une prise d’otages au Yémen

Alors qu’il avait toujours nié, le djihadiste a assumé avoir joué un rôle de « traducteur »

Je ne répondrai pas à votre question. » Cette phrase, répétée des dizaines de fois comme un mantra, avait permis à Peter Cherif de traverser la première semaine de son procès sans s’exprimer sur les faits qui lui étaient reprochés : son rôle dans le recrutement par Al-Qaïda dans la péninsule Arabique (AQPA) de son ami Chérif Kouachi pour commettre un attentat contre Charlie Hebdo.

Mardi 24 septembre, la cour d’assises spéciale de Paris se penchait sur le deuxième volet de ce procès : son implication dans le gardiennage de trois humanitaires français enlevés au Yémen par AQPA, qu’il a toujours nié. Et, contre toute attente, Peter Cherif a reconnu les faits.

Le 28 mai 2011, trois Français travaillant pour l’ONG Triangle Génération humanitaire, qui menait des projets d’irrigation au Yémen, avaient été kidnappés pendant près de six mois. Après leur libération, ils avaient déclaré qu’un « *traducteur* », qu’ils surnommaient « le Français », avait fait office d’interprète durant leur détention. Ce dernier avait le visage masqué par un chèche, mais plusieurs éléments indiquaient qu’il pouvait s’agir de Peter Cherif, qui se trouvait être le seul membre français d’AQPA au Yémen.

« Vous avez été très forte »

Amélie M., 45 ans, est aujourd’hui assistante maternelle. Elle est la première des trois ex-otages à témoigner. « *Je suis venue au Yémen comme humanitaire, c’était un projet de vie depuis l’adolescence, car j’avais pris conscience très tôt des choses qui n’allaient pas dans le monde* », commence-t-elle.

Tandis qu’elle rentre un jour à son domicile avec ses deux collègues français, les trois humanitaires sont enlevés par un groupe d’hommes armés et sont conduits dans une « grotte » au milieu du désert. Commence alors un long calvaire, fait de privations, d’angoisse et de nuits passées les chaînes aux pieds.

« *Nous n’étions pas maltraités* », précise-t-elle. Mais la jeune femme souffre de ne pouvoir donner signe de vie à ses proches et de ce sentiment permanent « *d’être une marchandise, de n’être rien*. »

« *Que pouvez-vous nous dire sur le traducteur ?* », lui demande la présidente, Frédérique Aline. « *J’ai eu la joie d’entendre sa parole hier, à l’audience, et j’ai eu le sentiment que c’était clairement cette voix qui était présente lors de ma captivité* », répond l’ancienne prisonnière.

La présidente se tourne alors vers l’accusé : « *M^{me} M. vous désigne aujourd’hui comme cette voix. Souhaitez-vous réagir ?* » Peter Cherif a passé l’essentiel de son procès à faire usage de son droit au silence. Aussi s’attendait-on à ce qu’il fasse de même, quand d’une voix à peine audible il a dit : « *Je suis ce traducteur*. » Puis il s’est lancé dans un long monologue : « *Son témoignage est conforme à ce que j’ai pu constater. Néanmoins, le rôle que j’avais n’était pas simplement ce qu’elle en a perçu. J’étais le traducteur, mais je n’étais pas au courant* ».

« Le rôle que j’avais n’était pas simplement ce que M^{me} M. en a perçu »

PETER CHERIF
ancien membre d’Al-Qaïda dans la péninsule Arabique

« C’était clairement cette voix qui était présente lors de ma captivité »

AMÉLIE M.
ancienne otage

que des humanitaires avaient été enlevés. J’ai été appelé par le cheikh responsable de leur enlèvement et il m’a demandé de traduire et de rester auprès d’eux pour répondre aux besoins de leur captivité. J’ai été mis au pied du mur... Malgré l’idéologie qui était la mienne à l’époque, ma conscience m’interdisait que leur soit fait du mal. J’étais très gêné de ce qu’on me demandait de faire. »

La dernière fois que Peter Cherif s’était lancé dans un tel acte de contrition, c’était après le témoignage d’une autre femme, son ex-épouse religieuse, qui l’avait accusé de « *viols* » et de « *séquestration* ». Alors qu’il venait d’annoncer qu’il ferait usage de son droit au silence, il avait longuement pris la parole pour reconnaître la « *douleur* » de la jeune femme et la remercier de sa « *sincérité* », tout en contestant une partie des accusations.

Dans un étrange écho à cette première tirade, Peter Cherif a tenu à féliciter l’ancienne otage : « *Vous avez tenu, vous avez été très forte, madame. Vous êtes restée digne dans votre déposition*. » Et, là encore, il s’est efforcé de nuancer son rôle de geôlier, affirmant avoir tout fait pour améliorer les conditions de détention des trois Français : « *Dès qu’ils sont arrivés à la grotte, j’ai fait comprendre au cheikh que ce n’était pas les standards de la France, et qu’on ne pouvait pas les laisser là. Le standard des locaux est très rustique, rudimentaire, ce sont des Bédouins...* »

« *Qu’est-ce qui vous a amené à sortir du silence et à reconnaître les faits ?*, lui demande la présidente.

– *Je souhaite que M^{me} M. puisse tourner la page de cette histoire, par respect pour la noblesse d’âme de cette personne que j’ai pu constater là-bas et aujourd’hui.* »

« Costume de quasi-héros »

Peter Cherif est un homme complexe, difficile à saisir. Reconnait-il les faits dans un souci sincère d’aider ses victimes à se reconstruire ? Ou décide-t-il de sortir du silence pour restaurer son image dès qu’un témoin l’abîme ? Après chaque déposition de ses trois ex-otages, il a exprimé les mêmes « *excuses* » et a salué leur « *résilience* », tout en endossant ce « *costume de quasi-héros* », a ironisé le ministère public, qui aurait tout fait pour améliorer leur sort.

A l’issue des témoignages des trois humanitaires, la présidente a tenté de mesurer l’ampleur de son repentir en lui rappelant le chef d’accusation pour lequel il est jugé. « *Vous reconnaissez donc les faits de séquestration en relation avec une entreprise terroriste ?* », lui a-t-elle demandé. Et Peter Cherif s’est refermé : « *Non, j’étais le traducteur*. »

– *Vous reconnaissez être intervenu pendant qu’ils étaient séquestrés, a tenté de contourner la présidente.*

– *J’étais le traducteur...*
– *Donc vous êtes bien le traducteur intervenant dans le cadre d’une séquestration orchestrée par Al-Qaïda ?*

– *Je ne répondrai pas à votre question.* » ■

SOREN SEELOW

Dans l’enseignement privé, la CFDT exclue d’une instance de dialogue social

Le syndicat s’était félicité de la sanction visant le directeur d’un établissement à Pau

La FEP-CFDT, cinquième colonne dans l’enseignement libre ? C’est par cette question que s’ouvre le communiqué du collège employeur de l’enseignement privé, une instance de dialogue social qui regroupe les organismes gestionnaires de l’enseignement privé catholique et quatre syndicats de directeurs d’établissements. Diffusé le 23 septembre, la décision du collège « *à l’unanimité de ses membres* » de suspendre de toutes les instances de dialogue « *non obligatoires* » la FEP-CFDT, accusée de « *rechercher à saper avec obstination les fondements mêmes de l’institution qui emploie les salariés qu’elle est censée défendre* ».

Tout est parti d’un communiqué de presse. Le 13 septembre, la FEP-CFDT, syndicat majoritaire des enseignants du privé sous contrat, annonce qu’il se « *félicite* » de la décision du rectorat de Bordeaux de suspendre pour trois ans Christian Espeso, le directeur de l’Immaculée-Conception, une cité scolaire réputée de Pau, pour des manquements au principe de laïcité rapportés après une visite d’inspection au printemps.

Une enquête de *Libération* parue en février avait révélé des libertés prises dans les pratiques religieuses, comme « *des cours de catéchisme obligatoires et évalués, des censures d’ouvrages, des interve-*

nants réactionnaires ou des entraves à la liberté de conscience ». La rectrice de Bordeaux, Anne Bisagni-Faure, a assuré dans les colonnes de *Sud Ouest* que les premiers signalements concernant cet établissement remontaient à 2021.

La sévérité de la sanction – il est rare qu’un directeur soit suspendu aussi longtemps – est liée au fait que l’établissement avait déjà été incité, dès 2021, à rectifier les points qui posaient problème. Le 16 septembre dans les colonnes de *La Vie*, Christian Espeso assurait qu’un recours serait déposé rapidement au tribunal administratif, une information que son avocat a refusé de nous confirmer.

La branche béarnaise de la FEP-CFDT a contribué à faire connaître

« Certains voudraient que l’enseignement catholique fonctionne exactement comme le public »

PHILIPPE DELORME
secrétaire général de l’enseignement catholique

la situation de l’Immaculée-Conception, en appuyant les alertes des enseignants depuis trois ans. Dans le communiqué de presse incriminé, le syndicat rappelait avoir « *toujours dénoncé les dérives* » de « *quelques* » établissements privés qui manquent au contrat d’association. Ce sont ces propos qui ont déclenché l’ire du collège employeur, qui insiste : « *Une négociation ne peut se mener que dans la confiance, sans la présence d’une forme de “cinquième colonne” hostile par les actes à ceux qui l’ont choisie pour les défendre.* »

« Ligne rouge »

Joint par *Le Monde*, le président du collège employeur, Pierre-Vincent Guéret, assure que sa déclaration est une réponse à des contestations répétées de la FEP-CFDT contre le « *modèle* » de l’école libre. « *C’est normal d’avoir des désaccords* », assure celui qui est également le directeur de la Fédération nationale des organismes de gestion de l’enseignement catholiques, la branche administrative de l’enseignement catholique. « *Mais ce communiqué a franchi une ligne rouge en faisant d’une situation locale une polémique nationale.* »

« *C’est faux* », réagit Laurent Lamberdière, secrétaire général de la FEP-CFDT, auprès du *Monde*. « *Nous avons toujours réaffirmé que, sur les 7 000 directeurs de l’en-*

seignement privé, seuls quelques-uns sortent des clous. » Le syndicaliste dénonce une « *intimidation* », d’autant que le collège employeur réclame une clarification « *écrite* » des positions de la FEP-CFDT avant de reprendre le dialogue. « *Ce sont eux qui annoncent la rupture. Nous, nous demandons à travailler avec l’enseignement privé, dont nous défendons les salariés* », assure Laurent Lamberdière. Le jour de la sanction, les conseils de M. Espeso avaient assuré qu’il avait été « *sacrifié sur l’autel expiatoire des attaques récurrentes contre l’enseignement privé* », selon des propos rapportés par l’AFP. Le secrétaire général de l’enseignement catholique, Philippe Delorme, a également regretté la suspension du directeur : « *Certains voudraient que l’enseignement catholique fonctionne exactement comme le public* », a-t-il fustigé.

A la suite des déclarations du collège employeur, M. Delorme, qui n’était pas joignable dans l’immédiat, a souligné par écrit « *prendre acte de la décision du collège employeur. Son rôle est de veiller à ce que le dialogue entre les différentes instances se renoue dans la transparence et la loyauté, pour le bien des communautés éducatives et au service du projet de l’enseignement catholique* ». ■

VIOLAINE MORIN

L'économie russe résiste aux sanctions mais est fragilisée

Le pays a enregistré une croissance de 4 % au deuxième trimestre, gonflée par l'industrie militaire, mais minée par l'inflation et la pénurie de main-d'œuvre



MOSCOU - correspondant

Regardez Moscou et son métro en pleine expansion : sommes-nous dans une économie en crise, touchée par les sanctions ? Non ! » Plus de deux ans et demi après le déclenchement de l'« opération spéciale » de la Russie en Ukraine, ce Moscovite anonyme, portrait type de la classe moyenne aisée, se dit tiraillé entre, d'un côté, son opposition au régime du Kremlin et à l'offensive militaire et, d'un autre côté, son quotidien presque inchangé dans une économie en apparence florissante.

Le rapide développement du réseau de transports en commun à Moscou est un exemple parmi d'autres de ce paradoxe. Dès février 2022, les sanctions économiques prises par l'Union européenne et les États-Unis ont limité les capacités financières de la Russie et réduit les importations de technologies occidentales, y compris dans les transports. Cependant, samedi 7 septembre, la capitale s'est offert le luxe d'ouvrir sa seizième ligne de métro qui, flambant neuve et très

moderne, a été inaugurée par Vladimir Poutine lui-même. Avec un double message, réitéré toutes les semaines par le président : la Russie poursuit son développement ; les sanctions occidentales sont un échec.

« Le budget de la mairie n'est pas concerné par les sanctions. Il y a certes parfois des soucis de logistique, des délais plus longs et des coûts supérieurs. Mais le matériel importé arrive toujours ici, occidental et désormais chinois en partie », explique, en coulisses, l'un des intervenants européens dans la modernisation des infrastructures de Moscou.

RÉFORME FISCALE

Comme toute l'économie russe, les secteurs de la construction et des transports n'échappent pas aux incertitudes liées aux sanctions occidentales. Ainsi, les serveurs informatiques sont bourrés d'ordinateurs venus de l'Ouest. La garantie américaine ne couvrant plus le changement de pièces, il faut recourir à de nouvelles importations émanant de « pays amis » – ex-républiques soviétiques, Chine, Turquie ou Inde. Autre exemple : pour contourner l'embargo occidental sur le gas-oil russe, Moscou s'est

LES PRODUITS OCCIDENTAUX INTERDITS D'EXPORTATION VERS LA RUSSIE PEUVENT S'ACHETER DANS DES « PAYS TIERS », TELS QUE LA TURQUIE OU LA CHINE

tourné vers l'un de ses principaux alliés dans la Méditerranée, le Maroc, où sont transbordés ses cargaisons, avant une réexportation vers... l'Europe.

Aucun secteur n'a été exempt des effets des sanctions, rapidement touchés, en 2022, dans leur logistique et leurs échanges bancaires. Mais de nombreux matériels importés d'Europe par des usines depuis plus de dix ans ont pu être remplacés par de nouveaux équipements, provenant notamment de Biélorussie. Les approvisionnements ont été maintenus grâce aux productions locales – substitution des importations qui a dopé la croissance –, mais aussi aux... importations parallèles.

Les produits occidentaux interdits d'exportation vers la Russie peuvent s'acheter dans des « pays tiers », tels que la Turquie ou la Chine. Finalement, les usines s'y retrouvent, avec l'aval des autorités à Moscou : les décrets réperforient les produits bénéficiant de cette pratique, qui surfe sur la légalité. Certains secteurs ont même montré de surprenants signes de rebond. Le mastodonte AvtoVAZ et toute l'industrie de l'automobile se sont adaptés après le départ des groupes

européens. Afin de moderniser leurs équipements et de remplacer les importations occidentales, ils ont beaucoup investi, bénéficiant d'aides substantielles de l'État.

Tout cela a un coût pour le budget et, sur ordre du Kremlin, le ministère des finances ne cesse d'augmenter les impôts, pour les entreprises comme pour les particuliers. Les classes moyennes et supérieures vont ainsi sentir rapidement les effets de la nouvelle imposition à taux progressif à l'euro-péenne : le taux actuel de 13 % sera maintenu pour les seuls revenus annuels, jusqu'à 2,4 millions de roubles, soit environ 23 600 euros, avant de passer à 15 %, à 18 %, à 20 %, voire à 22 %.

Cette réforme fiscale, sur le revenu mais aussi sur les sociétés, avec une hausse du taux de 20 % à 25 %, entrera en vigueur en 2025. Elle devrait rapporter au total près de 2 600 milliards de roubles supplémentaires aux recettes budgétaires. De quoi couvrir les promesses électorales de Vladimir Poutine, réélu le 17 mars, et financer les suites au long cours de la guerre en Ukraine.

Ainsi s'explique en grande partie la résilience de la Russie, qui, loin de la contraction de son produit intérieur brut (PIB), en 2022,

« Le mode de vie des Russes “ordinaires” est peu affecté »

Vladislav Inozemtsev, économiste et dissident russe en exil depuis 2023, décrit une économie encore peu touchée par les mesures de rétorsion

ENTRETIEN

Fondateur du Centre d'études de la société postindustrielle, centre de recherche moscovite, Vladislav Inozemtsev est un économiste critique du régime de Vladimir Poutine. Il a été classé « agent de l'étranger » par la justice russe en mai 2023 et s'est exilé à Washington, où il a participé à la création d'un think tank d'opposition, le Centre pour les analyses et les stratégies en Europe, basé à Chypre.

L'économie russe est-elle en bonne santé, deux ans et demi après le début des sanctions occidentales ?

Oui. Elle devrait croître de 3,5 % à 4 % en 2024. Dans les faits, les Russes gagnent plus d'argent : les

salaires réels ont augmenté d'environ 10 % au premier semestre de cette année. Il y a certes de l'inflation, au-dessus des objectifs officiels, et cela affecte le pouvoir d'achat des consommateurs. Mais, en 2023 et 2024, les revenus augmentent à un rythme beaucoup plus rapide, de sorte que les Russes se rendent compte que le bien-être augmente et non diminue.

L'économie est certes alimentée par des dépenses publiques élevées, mais il semble que cela engendre bel et bien de la croissance. Le budget se nourrit des recettes supplémentaires provenant non seulement des recettes d'exportation mais aussi de l'activité économique intérieure. De janvier à août, ces recettes ont augmenté de 27,3 % par rapport à

2023. Le budget fédéral se porte donc bien, avec un déficit limité à 0,2 % du produit intérieur brut (PIB) sur les huit premiers mois de l'année. Le ministère des finances devrait même pouvoir augmenter les dépenses budgétaires pour le reste de l'année.

L'économie russe va cependant ralentir au cours du second semestre, mais elle ne plongera pas pour autant en récession. En 2025, la croissance du PIB [produit intérieur brut] devrait être de 2,5 % ou même un peu moins. Toutefois, cela ne constitue pas du tout un problème pour la stabilité économique et politique du pays.

Les sanctions occidentales n'ont-elles donc eu aucun effet sur l'économie russe ?

Non. Elles ont un effet, cela ne fait aucun doute. Ces sanctions touchent certains secteurs : le complexe militaro-industriel, l'automobile, la sidérurgie, la production de gaz naturel, le transport aérien civil, etc. Ce qui ne semble pas être affecté du tout, ce sont le secteur des services, la plupart des activités bancaires, la construction résidentielle, l'agriculture et tout ce qui relève des produits de première nécessité, et le commerce de gros ou de détail.

Par conséquent, les sanctions ne sont pas trop dommageables pour l'économie russe à l'heure actuelle. Par ailleurs, elles ne changent pas grand-chose au comportement des Russes « ordinaires », peu affecté, puisque leur mode de vie dépend principalement de biens et de services produits loca-

lement. Quant aux couches supérieures de la classe moyenne, plus grandes consommatrices de produits occidentaux, soit elles ont quitté le pays, soit elles se sont habituées aux nouvelles réalités.

Mais les sanctions coupant la Russie des technologies occidentales modernes empêchent l'économie russe de se développer, de se transformer. Cela n'interdit pas la croissance aujourd'hui.

Les volumes de productions locales augmentent, mais ces produits sont technologiquement moins avancés, voire ressemblent aux anciens produits soviétiques, comme c'est le cas actuellement dans l'industrie militaire. Ainsi, les sanctions d'aujourd'hui se feront sentir dans plusieurs années, ou bien après la fin de la guerre en Ukraine.

Quelle serait une nouvelle sanction plus efficace ?

La seule et unique sanction efficace serait de fournir à l'armée ukrainienne autant d'armes sophistiquées et efficaces que possible et de lui permettre de cibler les principales villes russes, mais aussi les plus grandes installations industrielles russes. Je dirais que les attaques ukrainiennes ciblant les usines de traitement du pétrole russes et l'offensive ukrainienne dans la région de Koursk ont eu beaucoup plus d'effets sur la Russie et son économie que toutes les sanctions de l'Union européenne et des États-Unis au cours de la dernière année et demie. La guerre ne peut être gagnée que sur la ligne de front par une force supérieure, pas par des sanctions. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR B. Q.



Un café près de la place Rouge, à Moscou, le 22 septembre.

ALYONA MALKOWSKAYA
POUR « LE MONDE »

et des scénarios catastrophe imaginés à Bruxelles et à Washington, a enregistré une croissance de 4 % sur un an au deuxième trimestre, après + 5,4 % au premier trimestre. Néanmoins, l'économie est aussi rattrapée par ses vieux handicaps structurels. Le contournement des sanctions pétrolières a rappelé la dépendance aux hydrocarbures. La devise nationale s'est stabilisée, mais, à près de 100 roubles pour 1 euro, elle s'est lourdement dévalorisée.

GONFLÉ PAR LES EFFORTS DE GUERRE

Surtout, la croissance est avant tout dopée par un moteur : le complexe militaro-industriel, artificiellement gonflé par les efforts de guerre. Alors que les dépenses pour la défense représentent désormais 30 % de celles au niveau fédéral – une première dans l'histoire moderne de la Russie –, une grande partie de l'outil industriel est mise au service du complexe militaire.

Plus d'un demi-million de Russes, selon des chiffres officiels, ont rejoint cette industrie, depuis 2022, pour répondre à la demande. Le budget de la défense et de la sécurité dans son ensemble s'élèvera, en 2024, à « environ 8,7 % » du PIB, a prévenu Vladimir Poutine. De facto, dans une économie de plus en plus contrôlée par l'Etat et tournée vers l'armée, de nombreuses usines fabriquant jusque-là des produits civils ont reçu l'ordre de fournir en amont le complexe militaro-industriel.

Résultat : l'économie nationale est aujourd'hui presque en surchauffe. De nombreux secteurs industriels se plaignent de pénuries de main-d'œuvre. Les Russes, quant à eux, sont rattrapés par l'inflation qui, au-delà du seuil de 9 %, est plus du double des objectifs gouvernementaux. Face à cette situation, la Banque centrale a été contrainte, vendredi 13 septembre, de relever à nouveau son taux directeur, de 18 % à 19 %. Et Elvira Nabioullina, sa directrice, a mis en garde contre un nouveau scénario à venir : « la stagflation ».

Reputée libérale mais contrainte de s'aligner sur les positions du Kremlin, elle a joué un rôle-clé pour maintenir jusqu'à présent l'économie à flot. « Mais la pénurie [de main-d'œuvre] peut conduire à une situation où la croissance économique ralentit, malgré tous les efforts déployés pour stimuler la demande, et où tous ces stimuli accélèrent l'inflation », a alerté M^{me} Nabioullina. Cette stagflation, avec forte hausse des prix et croissance faible, pourrait être suivie d'une véritable récession. Un possible effet à terme des sanctions occidentales. ■

BENJAMIN QUÉNELLE

Moscou et Pékin ont intensifié leurs liens économiques

Les entreprises occidentales poursuivent leur retrait du pays, au profit des Chinois

MOSCOU - correspondant

Et les gagnants sont... les Chinois ! Au dernier classement de *Forbes* des cinquante plus grandes entreprises étrangères présentes en Russie, onze viennent du puissant voisin asiatique, avec lequel Vladimir Poutine a promis de lancer une « ère nouvelle » de collaboration. Dans un mois, au sommet des BRICS (regroupant le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine, l'Afrique du Sud et, depuis le 1^{er} janvier, l'Arabie saoudite, l'Egypte, les Emirats arabes unis, l'Ethiopie et l'Iran), à Kazan, sur la Volga, du 22 au 24 octobre, le chef du Kremlin devrait à nouveau accueillir son « ami » Xi Jinping, le président chinois, pour qui il a confié ressentir « des vibrations personnelles ».

En attendant, les entreprises chinoises ont pris les commandes du top 50. En 2022, avant le début de l'opération militaire spéciale du Kremlin en Ukraine, les premières sanctions occidentales contre Moscou et le virage vers ses partenaires à l'est et au sud, une seule entreprise chinoise figurait dans ce classement : Huawei. Aujourd'hui, outre le fabricant d'électroménager et d'électronique Hisense ou la holding de construction CRCC, cette liste est désormais dominée par les constructeurs automobiles. Avec en leader, premier parmi ces cinquante entreprises étrangères, Chery. Son chiffre d'affaires en Russie a quadruplé en 2023 pour atteindre 590 milliards de roubles (plus de 5,8 milliards d'euros) grâce à la vente de quelque 220 000 automobiles sur le marché russe.

Gazoduc mirage

« Les Chinoises débarquent en ville ! », plaisantent de plus en plus les automobilistes, dans les rues de Moscou comme des autres grandes villes à travers le pays. Pour les particuliers, le covoiturage ou les réseaux de taxi, les Chery mais aussi Haval et Geely ont en grande partie remplacé les marques occidentales. Celles-ci ont fermé leurs usines même si, au milieu des embouteillages, Renault, Chevrolet, Volkswagen, Nissan, Kia et Hyundai sont toujours omniprésentes.

LA MOITIÉ DES EXPORTATIONS DE PÉTROLE ET DE PRODUITS PÉTROLIERS RUSSES EN 2023 A ÉTÉ EXPÉDIÉE VERS LA CHINE

Au total, les échanges commerciaux entre Russie et Chine ont atteint en 2023 le chiffre record de 240 milliards de dollars. Avec un projet phare mais bien hypothétique : Force de Sibérie 2, ce gazoduc mirage qui doit fournir au puissant voisin chinois quelque 50 milliards de mètres cubes de gaz russe initialement prévu pour l'Europe. Ce projet est à l'image du partenariat économique déséquilibré entre les deux « amis ».

Alors que Moscou est devenu en un an de conflit en Ukraine plus dépendant de Pékin, de sa « neutralité prorusse » comme de ses marchés pour compenser les embargos européens, la moitié des exportations de pétrole et de produits pétroliers russes en 2023 ont été expédiées vers la Chine. Et toute l'économie russe s'est réorientée vers le puissant voisin oriental, au risque de se retrouver en position de dépendance et de faiblesse. Pékin, lui, a déjà posé des limites : à cause du risque de se retrouver la cible des sanctions secondaires américaines, de plus en plus de banques chinoises se retirent de Russie. L'« ère nouvelle » a ses limites.

Leroy Merlin, Auchan, L'Oréal...

La majorité des Occidentaux, eux, poursuivent cahin-caha leur retrait. Mais beaucoup restent. C'est le cas de Japan Tobacco et de l'américain Philip Morris International, qui dominaient le classement et qui sont toujours tout près du sommet, classés respectivement deuxième et troisième, avec 480 et 440 milliards de roubles. Les sociétés françaises Auchan et Leroy Merlin avaient elles aussi dominé le top 50. Le premier est toujours bien placé, classé sixième avec un chiffre d'affaires de 275 milliards de roubles. Le second a été retiré de la liste car sa société mère, Adeo, a transféré le contrôle de ses actifs russes à la direction locale et une partie des magasins ont déjà été renommés. Mais, en 2023, le groupe Leroy Merlin a réalisé en Russie 20 % de ses ventes et un quart de son bénéfice net, selon la documentation financière d'Adeo, qui, tout en affirmant avoir « pleinement » réalisé le transfert d'actifs, conserve « un rôle d'actionnaire passif ».

Derrière Auchan, deux autres entreprises françaises sont encore bien présentes : Sanofi (78 milliards de roubles) et L'Oréal (64 milliards de roubles). D'autres ont en revanche fait le deuil du marché russe. « Nous y avons tant investi en vingt ans..., regrette un ancien responsable de filiale d'une de ces entreprises contraintes au départ définitif. Les Russes sont passés à autre chose ! Et les sanctions vont durer longtemps... » ■

B. Q.

La Chine adopte de nouvelles mesures de relance massives

La banque centrale a baissé ses taux, dans l'espoir de soutenir le marché immobilier

PÉKIN - correspondant

Confrontée au trou d'air persistant de la deuxième économie de la planète, la banque centrale chinoise a présenté, mardi 24 septembre, un large éventail de mesures de soutien. Un signe de l'inquiétude croissante des dirigeants chinois, après la publication de données macroéconomiques peu encourageantes à la fin de l'été, et alors que l'objectif d'une croissance annuelle d'environ 5 % paraît de plus en plus optimiste.

Lors de la conférence de presse, le gouverneur de la Banque populaire de Chine, Pan Gongsheng, s'est présenté aux côtés des régulateurs boursiers et financiers afin de montrer un effort coordonné. Le principal taux directeur, le taux à une semaine, a été abaissé de 1,7 % à 1,5 %, tandis que le ratio de réserves imposé aux banques a été réduit de 0,5 point pour atteindre son plus bas niveau depuis 2018, ce qui devrait permettre de libérer 1 000 milliards de yuans (127 milliards d'euros) dans le système bancaire, selon M. Pan. Il a annoncé d'autres mesures d'assouplissement monétaire probables, dont une nouvelle baisse des ratios de réserves obligatoires, d'ici la fin de l'année.

Chute des prix du neuf

Les autorités entendent aider plus spécifiquement le marché immobilier, au cœur des troubles de l'économie chinoise, et la Bourse, qui connaît une année difficile. Le taux des crédits immobiliers déjà en cours sera aligné sur celui des nouveaux prêts, soit une baisse de 0,5 point en moyenne, réduisant ainsi le coût des remboursements de 150 milliards de yuans par an.

« Cette politique profitera à 50 millions de foyers, soit 150 millions de personnes, a fait valoir Pan Gongsheng. Cela aidera la consommation et l'investissement. » Par ailleurs, alors que le stock d'appartements invendus ou de chantiers non achevés est devenu un problème visible dans les nouveaux quartiers de la Chine urbanisée, la part d'apport exigée des ménages pour l'achat d'un deuxième bien immobilier sera réduite de 25 % à 15 %.

Pour soutenir le marché boursier, la banque centrale proposera 500 milliards de yuans de facilité de financement aux fonds, maisons de courtage et assureurs afin d'acheter des actions ainsi que 300 milliards de yuans destinés aux rachats d'actions par les entreprises cotées. L'annonce a fait bondir le principal indice de la Bourse de Shanghai de 4,15 % mardi, même s'il est toujours en baisse de 8,1 % sur les douze derniers mois.

Ce nouveau plan quelques jours après la présentation de chiffres montrant que la situation économique continue à se dégrader. Les ventes de détail ont ralenti à + 2,1 % sur un an au mois d'août, contre + 2,7 % le mois précédent, tandis que la production industrielle ne progressait plus que de 4,5 %, contre 5,1 % en juillet. Les prix à la consommation (+ 0,6 % sur un an en août) montrent la fragilité de la demande après quatre mois en déflation l'hiver 2023-2024. Quant à la chute depuis vingt-trois mois des prix à la production (- 1,8 % sur un an en août), elle traduit les difficultés auxquelles sont confrontées les entreprises, et se matérialise parfois par des baisses de salaires.

« Les autorités chinoises annoncent rarement de telles mesures d'assouplissement. Signe qu'elles veulent s'assurer de pouvoir atteindre les 5 % de croissance annoncés pour cette année », re-

« La question est de savoir si ce package va suffire à sortir la Chine de sa spirale déflationniste »

XING ZHAOPENG

économiste à Shanghai pour la banque ANZ

lève Xing Zhaopeng, économiste à Shanghai pour la banque ANZ, qui table plutôt sur une croissance de 4,9 %. Mais les mesures sont « loin d'être le bazooka », dit-il. Et d'ajouter : « La question est de savoir si ce package va suffire à sortir la Chine de sa spirale déflationniste. »

Les maux actuels de l'économie chinoise sont le résultat d'une politique destinée à freiner le marché immobilier. Dès 2017, le président Xi Jinping avait énoncé qu'un « appartement est fait pour habiter, pas pour spéculer ». Puis, en 2020, le gouvernement a établi des « lignes rouges » sur le niveau de dette acceptable par rapport au total des actifs et aux liquidités disponibles des promoteurs immobiliers. Cela a bloqué le refinancement de plusieurs d'entre eux, dont le géant Evergrande qui a fait faillite en 2023, entraînant le secteur dans la déroute.

En août, les prix des logements neufs ont chuté de 5,3 % sur un an, la plus forte baisse depuis neuf ans, preuve que le marché n'est pas stabilisé malgré l'annonce, au mois de mai, d'un plan pour que les collectivités locales rachètent des chantiers non achevés ou des logements qui ne trouvent pas preneur, pour les livrer ensuite à un tarif attractif. Les économistes de la banque Barclays estimaient dans une note que les déboires du secteur ont effacé 18 000 milliards de dollars (16 000 milliards d'euros) de richesse chez les ménages chinois, l'équivalent de 60 000 dollars par famille.

Frilosité

Ce ralentissement se ressent nettement dans les centres commerciaux, qui peinent à attirer les clients, et se traduit dans des indicateurs comme le chômage des jeunes. Il a atteint au mois d'août 18,8 %. Soit son plus haut niveau depuis qu'une nouvelle méthode de calcul a été présentée, en décembre 2023, qui a fait baisser la statistique après avoir dépassé 21 %. Mais les dirigeants chinois se sont jusqu'à présent montrés frileux à déployer des mesures de soutien massif à la consommation, l'Etat providence, trop généreux, ayant à leurs yeux suscité l'indolence dans d'autres pays. La grande réunion du Parti communiste pour fixer les orientations économiques des années à venir, qui a eu lieu en juillet, s'est surtout concentrée sur le soutien à la production notamment dans les secteurs de pointe, clés de la course technologique avec les Etats-Unis.

Signe de ces temps sensibles, le *Wall Street Journal* révélait, mardi, comment un économiste au sein d'une des plus grandes institutions du pays a été placé en détention au printemps pour avoir critiqué, dans une boucle de discussion privée (sur la messagerie WeChat), la gestion économique du président Xi. Zhu Hengpeng, directeur adjoint depuis une décennie de l'Institut d'économie de l'Académie des sciences sociales de Chine, a perdu son poste et fait l'objet d'une enquête. ■

HAROLD THIBAUT

Innovation : les GAFA mettent la pression sur l'UE

Meta et Apple ont suspendu le lancement de leur assistant d'IA en Europe en invoquant la régulation

BRUXELLES - bureau européen

La régulation européenne étouffe-t-elle l'innovation ? De grandes entreprises de la tech ont entonné ce refrain ces dernières semaines. « L'Europe est devenue moins compétitive et innovante que d'autres régions et elle risque de reculer encore dans l'ère de l'intelligence artificielle, en raison de décisions de régulation incohérentes », accusent une trentaine d'entreprises du numérique, dans une lettre ouverte publiée jeudi 19 septembre et relayée par une pétition, ainsi que des pages de publicité dans de grands journaux. A la tête de cette campagne : Meta, la maison mère de Facebook et Instagram, dont le fondateur, Mark Zuckerberg, avait déjà cosigné fin août, avec le patron de Spotify, Daniel Ek, une tribune contre une régulation jugée « trop complexe et incohérente ».

Si elle n'est pas inédite, cette initiative de lobbying s'accompagne d'une décision plus rare : Meta a suspendu le lancement dans l'Union européenne (UE) de son assistant d'intelligence artificielle (IA), Meta AI, sur Instagram et Facebook. Dans sa lettre, le groupe enjoint à Bruxelles d'arrêter de « rejeter le progrès (...) et de regarder le reste du monde construire des technologies auxquelles les Européens n'auront pas accès ».

Si Apple a une communication moins offensive que Meta et n'a pas signé sa lettre ouverte, l'entreprise de Tim Cook a elle aussi suspendu jusqu'à nouvel ordre le lancement en Europe de son assistant Apple Intelligence, ainsi que trois autres fonctionnalités prévues pour l'iPhone 16. Pour justifier sa décision, le groupe a invoqué les « incertitudes réglementaires » engendrées selon lui par le règlement européen Digital Markets Act (DMA), dont certaines mesures pourraient le forcer à « compromettre l'intégrité de [ses] produits d'une manière qui mette en danger la confidentialité des utilisateurs et la sécurité des données ».

Feu vert du Royaume-Uni

Meta s'insurge aussi contre une décision de la CNIL irlandaise qui lui interdit, au nom du règlement général de protection des données personnelles, d'entraîner ses modèles d'IA sur les contenus publiés sur ses réseaux sociaux, sans le consentement des utilisateurs. « Il s'agit de données partagées de façon publique, pas de conversations privées comme les messages sur Messenger », plaide Joëlle Pineau, vice-présidente chargée de la recherche en IA chez Meta. Il est important d'entraîner les IA sur les langues et les cultures européennes « pour ne pas avoir que des modèles anglo-saxons », ajoute la canadienne. Meta fait enfin valoir

que le Brésil ou le Royaume-Uni lui ont donné leur feu vert. Ce genre de suspension de services dans l'UE rappelle quand Google avait, au printemps, limité l'affichage de ses cartes Google Maps dans son moteur de recherche, au nom du règlement DMA. Au lieu « d'embêter » ainsi les utilisateurs, « Google aurait pu faire les choses complètement différemment » et offrir le choix de services alternatifs, lui avait rétorqué la commissaire européenne Margrethe Vestager dans *La Tribune*.

A Bruxelles, on défend la régulation du numérique, face à ce qui pourrait être qualifié comme de la mauvaise foi ou du chantage. Dans d'autres secteurs – les jouets ou l'alimentation –, la législation prive parfois les Européens de produits non conformes, sans que cela gêne personne, fait-on valoir à la Commission. Elle assume parfaitement que TikTok ait renoncé

« Apple ne peut pas imposer ses règles à l'Europe »

BENOÎT CŒURÉ
président de l'Autorité française de la concurrence

à lancer TikTok Lite – très addictif pour les plus jeunes – dans l'UE au motif qu'il contrevient au règlement sur les contenus en ligne du Digital Services Act (DSA).

Les textes législatifs sur le numérique sont en réalité « pro-innovation », parce qu'ils unifient la réglementation des différents marchés nationaux européens et ouvrent la porte à d'autres entreprises de tech que les géants, défend-on également à Bruxelles. « On a par exemple un peu cassé leur domina-

tion sur les navigateurs. Demain, des Opera ou Brave, qui n'avaient aucune chance d'exister, auront une petite part de marché », juge un haut fonctionnaire. « Plutôt que d'investir du temps et de l'énergie dans la lutte contre la réglementation, les signataires de la lettre ouverte devraient plutôt se concentrer pour trouver la meilleure façon de rendre leurs systèmes plus ouverts et plus transparents », a-t-il déclaré l'éditeur du navigateur Mozilla dans un communiqué.

Quant au bras de fer autour des assistants, le même responsable européen y voit une manœuvre des GAFA, à un moment où sont ouverts plusieurs contentieux sur leur mise en conformité avec le DSA. « La décision d'Apple de reporter le lancement de l'IA dans l'iPhone 16 en Europe n'a rien à voir avec le DMA ou le DSA. Ils utilisent cet argument comme une stratégie de lobbying », assure-

t-il, soulignant qu'Apple a étalé le déploiement de son assistant jusqu'en 2025, le temps de pouvoir proposer un service satisfaisant dans les autres langues que « l'anglais américain ».

« Dès que les acteurs du numérique ont un problème, ils accusent la réglementation. Elle a bon dos, la réglementation ! », renchérit l'eurodéputée macroniste Stéphanie Yon-Courtin. « Les responsables politiques ne devraient pas se laisser avoir par cet exercice de communication », écrit l'ex-eurodéputée néerlandaise Marietje Schaake dans le *Financial Times*, à propos de la lettre de Meta. « Apple ne peut pas imposer ses règles à l'Europe. Le DMA n'est pas une barrière à l'innovation », a de son côté tonné le président de l'Autorité française de la concurrence, Benoît Cœuré, dans un entretien au *Monde*.

Comment va se terminer l'épreuve de force ? « Les géants du

Les géants du Net lancent leur offensive à un moment où l'UE est en proie à un débat sur l'avenir de ses politiques

numérique ne renonceront jamais à un marché de 450 millions d'habitants, plutôt riches, et dans lequel les pratiques numériques sont parfois bien plus développées qu'aux Etats-Unis », croit un porte-parole de la Commission, ne doutant pas du lancement dans l'UE d'un iPhone 16 aussi sophistiqué qu'ailleurs. « Nous tenons à collaborer avec la Commission », assure Apple dans sa communication. Par ailleurs, X a lui lancé en Europe son assistant d'IA Grok, après s'être engagé à ne pas l'entraîner sur les contenus de ses utilisateurs.

« Millefeuille réglementaire »

Plus largement, les géants du numérique lancent leur offensive à un moment de transition où l'UE est en proie à un débat sur l'avenir de ses politiques, à la faveur de l'entrée en fonction d'une nouvelle Commission. Le départ de Thierry Breton, qui n'a pas ménagé les grandes entreprises de la tech américaines, a sans doute été accueilli avec soulagement aux Etats-Unis. En le remplaçant par la conservatrice finlandaise Henna Virkkunen, la présidente de l'exécutif communautaire, Ursula von der Leyen, « a imposé un commissaire servile avec les grands patrons du numérique », s'est même inquiété au Parlement l'eurodéputé socialiste Pierre Jovet.

Pour Mme Yon-Courtin, cependant, « les géants de la tech marquent un point ». « Il y a dans le numérique un millefeuille réglementaire, là où il y a quelques années c'était le no man's land. On a un vrai sujet de mise en œuvre », dit-elle. Le récent rapport de Mario Draghi, ancien président de la Banque centrale européenne, sur la compétitivité de l'UE a ainsi appelé à revoir certaines réglementations pour favoriser l'innovation. Un cheval de bataille que n'a pas tardé à enfourcher... Google. « M. Draghi a raison de dire que l'approche privilégiant la réglementation empêche l'Europe d'avancer : elle dissuade les investisseurs, inhibe l'innovation et limite l'impact de transformation des technologies », plaide son directeur Europe, Matt Brittin, dans une tribune publiée lundi par l'agence Euractiv, très lue dans les couloirs de Bruxelles. ■

VIRGINIE MALINGRE
ET ALEXANDRE PIQUARD (À PARIS)

Pénuries de médicaments : onze laboratoires mis à l'amende

Des groupes pharmaceutiques devront payer 8 millions d'euros pour non-respect de l'obligation de maintenir des stocks de sécurité

Face à l'envolée des pénuries de médicaments, les autorités sanitaires durcissent le ton. Dans une décision rare, le gendarme du médicament a annoncé, mardi 24 septembre, la condamnation de onze laboratoires pharmaceutiques à payer une amende de 8 millions d'euros pour ne pas avoir respecté leurs obligations de maintien de stocks de sécurité.

« Face à une situation inédite, l'Agence nationale de sécurité du médicament [ANSM] prend des mesures pour prévenir et réduire les pénuries de médicaments », a indiqué l'autorité de santé dans

un communiqué. Les laboratoires pharmaceutiques concernés sont mis en cause pour des manquements constatés sur une trentaine de références, lors d'une vaste campagne de contrôle menée par l'agence de santé en 2023 sur plus de quatre cents médicaments.

« Sur les laboratoires, les principaux sont Biogaran, Sandoz, Viatris : les plus grosses sanctions concernent des médicaments génériques, ce qui correspond aux principales ruptures d'approvisionnement qu'on a pu constater ces dernières années », a précisé auprès de l'AFP le directeur général de l'ANSM par intérim, Alexan-

dre de La Volpilière. L'une des plus grosses sanctions prononcées concerne le champion tricolore des génériques, Biogaran, qui commercialise plus d'une boîte de médicaments sur huit délivrées en pharmacie en France. Le laboratoire a notamment été épinglé pour un défaut de stock sur une molécule contre l'hypertension, l'irbésartan.

Intérêt thérapeutique majeur

Afin de prévenir d'éventuelles tensions d'approvisionnement, les laboratoires pharmaceutiques ont l'obligation de constituer des stocks de sécurité sur

les traitements dits « d'intérêt thérapeutique majeur », ces médicaments considérés comme indispensables pour soigner les malades, et qui représentent près de la moitié des produits aujourd'hui autorisés à la vente dans l'Hexagone (soit environ 6 000 médicaments).

Cette disposition légale doit normalement permettre, en cas de problème, de disposer d'un approvisionnement de sécurité variant de deux à quatre mois pour couvrir les besoins immédiats des patients. L'objectif est d'éviter d'interrompre la prise de traitement des patients, le temps

qu'une solution de remplacement puisse être trouvée par les laboratoires pharmaceutiques et les autorités de santé.

Avec l'augmentation des pénuries ces dernières années, le gouvernement avait décidé en 2021 de renforcer ces obligations de stocks en obligeant les laboratoires ayant enregistré des ruptures ou des risques de rupture sur des médicaments essentiels au cours des deux années précédentes à disposer d'un stock de quatre mois au lieu de deux mois. C'est justement sur ces derniers médicaments qu'a porté le contrôle de l'ANSM ayant mené à

cette sanction de 8 millions d'euros. Cette amende marque une rupture. Jusqu'à présent, les sanctions infligées par le gendarme du médicament étaient rares. En 2023, seules six sanctions financières, pour un montant de 560 000 euros, avaient été prononcées. Elle s'inscrit dans un contexte de pénuries permanentes ces dernières années. En 2023, près de 5 000 signalements pour des ruptures ou des risques de rupture d'approvisionnement de médicaments avaient été enregistrés par l'ANSM. Six fois plus qu'en 2018. ■

ZELIHA CHAFFIN

Le régulateur des transports alerte le gouvernement

Plusieurs risques sont avancés concernant le rail et les autoroutes

A lerte rouge ! Nous avons déjà tiré la sonnette d'alarme sur la fin des concessions des sociétés d'autoroutes. Je le fais encore plus fort », prévient Thierry Guimbaud, président depuis décembre 2023 de l'Autorité de régulation des transports (ART), lors d'une conférence de presse (planifiée bien avant la nomination du gouvernement), mardi 24 septembre. Alors que le ministre délégué chargé des mobilités, François Durovray, prend tout juste ses marques, cette autorité indépendante veut attirer tout de suite son attention sur un dossier urgent : l'échéance de ces concessions – 90 % du réseau autoroutier – programmée entre 2031 et 2036. Il faut l'anticiper.

Pour une raison simple : à la fin de leur contrat, les sociétés d'autoroutes doivent restituer l'infrastructure à l'Etat, son propriétaire, « en bon état ». Reste à définir ce que signifie ce « en bon état » et, surtout, à vérifier si des travaux sont nécessaires pour y parvenir. Il n'est pas nécessairement dans l'intérêt des concessionnaires d'investir en fin de contrat, l'Etat doit donc être vigilant.

Surveiller les monopoles

Autre sujet épineux : la réalisation de « compléments d'échangeurs autoroutiers ». Elle est prévue dans les contrats, parfois à date définie ou quand un niveau de trafic est atteint, mais, parfois, les critères sont plus flous. Il convient donc de faire une analyse contrat par contrat. « Les usagers ont payé pour cela. C'est un enjeu à plusieurs milliards d'euros », précise le président de l'ART.

Haut fonctionnaire, expert des transports, ancien patron de Voies navigables de France,

Thierry Guimbaud, 66 ans, ne manie pas la langue de bois. Il veut peser dans le débat et l'a montré en présentant le nouveau plan stratégique de l'ART. « Réguler, à quoi ça sert ?, demande-t-il en faisant les questions et les réponses. A faire en sorte que les services de transport soient le plus efficaces, le plus efficaces possible pour l'usager. » Et, si cela est envisageable, moins chers. Pour l'ART, il est possible d'y parvenir par l'innovation et la concurrence, mais aussi, en surveillant les monopoles pour éviter les rentes. Elle insiste sur la nécessité de réduire l'empreinte environnementale : « Les transports représentent 15 % du budget des ménages et 30 % des émissions totales de CO₂. »

Peu connu du grand public, le régulateur des transports (alors appelé ARAF) a été créé en 2009 pour accompagner l'ouverture à la concurrence du ferroviaire. Après la loi Macron de 2015, il a été rebaptisé Arafer, élargissant ses compétences aux cars Macron et aux autoroutes. La loi d'orientation des mobilités de 2019 a ajouté les redevances aéroportuaires et les services digitaux de mobilité et de billettique dans ses compétences.

Concernant les autoroutes, le président de l'ART exhorte aussi le gouvernement à réfléchir à la suite à donner aux concessions, au risque de se retrouver contraint de les prolonger « sans autre

forme de procès ». « Ce serait un échec, estime Thierry Guimbaud. Les contrats sont déjà très longs, les conditions d'optimisation économiques ne sont plus réunies. »

L'ART a aussi passé en revue, cet été, la manière dont les sociétés d'autoroutes ont développé les bornes de recharge électriques sur leur réseau. « Nous avons analysé les sous-concessions et nous constatons que la redevance perçue par les autoroutes sur les infrastructures de recharge est entre 12 % et 15 % du chiffre d'affaires, contre 4 % à 5 % en moyenne pour les autres activités, dont les carburants, sur les aires de service », interpelle Thierry Guimbaud.

De nombreux freins

Côté transports publics, la première inquiétude concerne l'état du réseau ferroviaire. « SNCF Réseau, la filiale de la SNCF chargée de l'infrastructure, doit pouvoir investir 4 à 4,5 milliards d'euros en 2027 contre 2,5 milliards d'euros aujourd'hui », insiste le régulateur. C'est indispensable pour rajeunir les rails, les caténaires, les ouvrages d'art, mais surtout pour moderniser le système de signalisation et le mettre aux normes européennes. La balle est dans le camp de l'Etat, qui doit signer avec l'opérateur un avenant à son contrat de performance, en lui fixant des objectifs et en lui garantissant des moyens.

La SNCF a aussi reçu quelques coups de griffe du régulateur, qui note qu'elle ne facilite pas l'arrivée de la concurrence. Elle se réfugie, par exemple, derrière la loi interdisant de céder un bâtiment amianté pour ne pas vendre de bâtiments à ses concurrents. Sa filiale SNCF Connect, agence de voyages maison, refuse de vendre

Le régulateur note que la SNCF ne facilite pas l'arrivée de la concurrence

Centrale à charbon de Cordemais : EDF envisage un arrêt en 2027

L'état-major du groupe public écarte le projet de conversion du charbon à la biomasse, provoquant l'incompréhension des salariés

La mauvaise nouvelle est d'abord venue de Luc Rémont, au téléphone, lundi 16 septembre. Le PDG d'EDF l'a annoncée à un représentant du personnel. Puis l'entreprise l'a officialisée mardi 24 septembre, au lendemain d'un communiqué syndical : la direction « envisage d'arrêter le projet Ecocombust », censé convertir à la biomasse (déchets de bois) l'une des deux dernières centrales électriques du pays tournant encore au charbon, celle de Cordemais (Loire-Atlantique).

Le projet avait la particularité d'être porté par les salariés eux-mêmes, et coordonné par la CGT. « Quel affront, quel mépris, quelle injure qu'EDF fait à tout le territoire ligérien qui n'avait pas besoin de ça pour déjà être en grande difficulté sur l'emploi industriel », déclare le syndicat. Les deux unités de Cordemais réunissent 335 agents du groupe public.

L'entreprise dit avoir engagé des réflexions dès 2015 quant à l'avenir du site. « Après analyse, argumente-t-elle, les conditions technico-économiques pour réaliser ce projet n'étant pas réunies, EDF ne pourra pas substituer complètement le charbon par des pellets [granulés de bois]. »

Après avoir d'abord négocié avec la multinationale Suez, l'électricien avait entrepris des discus-

sions avec la société de recyclage Paprec, pour que cette dernière lui fournisse des « blacks pellets », du bois de récupération.

La situation est difficile à admettre pour les salariés d'EDF, dont l'Etat est actionnaire unique. D'autant que le président de la République, Emmanuel Macron, avait formulé, en septembre 2023, la promesse de « complètement (...) convertir » à la biomasse les deux dernières centrales tournant au charbon (0,16 % de la production électrique nationale, l'année dernière). Après avoir différé de cinq ans l'objectif, le chef de l'Etat a fixé à 2027 la fin du recours à cette énergie fossile, la plus polluante qui soit.

« Absence de stratégie de l'Etat »

Les maires socialistes de Nantes et de Saint-Nazaire, Johanna Roland et David Samzun, reprochent à la direction d'EDF d'agir « en dehors de toute logique territoriale et en rupture avec des engagements clairs (...) énoncés par le président de la République lui-même ». C'est aussi le signe d'« une absence de stratégie de l'Etat aux conséquences sociales, économiques et environnementales », selon deux représentants de la Loire-Atlantique au Sénat, la socialiste Karine Daniel et l'écologiste Ronan Dantec.

ADRIEN PÉCOUT



PERTES & PROFITS

VISA

PAR PHILIPPE ESCANDE

Très chères cartes de paiement

Dans le grand jeu de la finance, le meilleur moyen de faire fortune discrètement est de se placer au centre de flux d'argent très importants et de prélever sa petite dîme au passage. Et, si possible, d'être le moins nombreux possible au carrefour. C'est le cas de Visa, le premier réseau mondial de cartes de crédit. Les transactions par carte ont atteint aux Etats-Unis, en 2023, près de 4 000 milliards de dollars (3 574 milliards d'euros). Près de 60 % de celles-ci sont passées par les tuyaux de Visa. La firme touche une commission de quelques pourcents, payée par le commerçant qui a réalisé la vente. Au dire des marchands, elle est beaucoup trop élevée, et en augmentation constante.

Conditions préférentielles

Le département américain de la justice a entendu la plainte des commerçants, enquêté et annoncé, mardi 24 septembre, le lancement d'une procédure antitrust contre Visa. Elle cible ses comportements depuis 2012, qui ont consisté, pour maintenir sa domination sur le marché, à dissuader les marchands d'aller vers la concurrence, en augmentant les commissions de ceux qui ne choisissaient pas l'exclusivité – mais aussi de payer ses concurrents éventuels pour qu'ils ne viennent pas marcher sur ses plates-bandes. Ainsi, quand sont apparus des nouveaux venus po-

tentiellement dangereux, comme Apple, PayPal ou Square, elle les a convaincus de passer par son réseau en échanges de conditions préférentielles.

A une époque où les paiements en liquide deviennent marginaux, cette question devient cruciale. « Les pratiques de Visa n'affectent pas le prix d'une seule chose, mais de toutes », assure le procureur général Merrick Garland. Selon le lobby créé pour l'occasion par le monde du commerce, la Merchants Payments Coalition, cela représenterait un manque à gagner annuel de près de 1 100 dollars par famille américaine. Ces commissions constitueraient, selon cette association, le deuxième poste de coût de fonctionnement de ses adhérents après les salaires.

Mais ils ne sont pas les seuls à remettre en question l'hégémonie de Visa. Récemment, les autorités chinoises ont demandé une baisse des commissions, car celles-ci dissuadent les magasins du pays d'offrir ce mode de paiement aux étrangers. En Europe, les fédérations européennes du commerce ont écrit à la direction de la concurrence en juin, pour lui demander de diligenter une enquête. En France, où le Groupement des cartes bancaires CB domine encore 85 % du marché, la pression monte en même temps que les frais s'envolent. Les règles du jeu sont en train de changer pour les rois de la carte. ■

UN HORS-SÉRIE

Le Monde



LE NOMBRE π , UNE ÉNIGME ÉTERNELLE

Dans ce nouveau hors-série du Monde, partez à la rencontre de l'histoire contemporaine et des nouvelles avancées au sujet de ce nombre sans égal. Le nombre pi est omniprésent en mathématiques, en informatique et là où personne ne l'attend, ce qui en fait un mystère éternel.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
ET SUR [LEMONDE.FR/BOUTIQUE](https://www.lemonde.fr/boutique) - 9,99 € - 100 PAGES

Michelin à la recherche de l'autonomie au travail

L'usine de Roanne tente, non sans difficultés, de développer les marges de manœuvre de ses salariés

REPORTAGE

ROANNE (LOIRE) - envoyé spécial

Ici le manageur s'occupe de nous et nous, on s'occupe du reste : impossible de rater ce slogan, affiché sur un grand panneau bleu, à l'entrée d'un îlot de production du site Michelin de Roanne (Loire). Pierre Villeneuve, embauché en 2014 comme vérificateur, et désormais opérateur polyvalent, est plutôt d'accord avec cette phrase : « On peut travailler correctement et sans pression, tout en prenant des décisions au quotidien. On a des objectifs, il faut les remplir, mais je n'ai jamais eu un chef derrière moi ici. »

Cette usine, qui fête ses 50 ans en septembre 2024, confectionne chaque jour 4 000 pneumatiques de haute performance. Ses 841 salariés, qui ont pour tradition de systématiquement se serrer la main pour se saluer, ont aussi pris la main sur des tâches au-delà de leur fiche de poste : dans chaque équipe, certains cumulent la casquette de « correspondants » sécurité, qualité... Ce qui permet aux collectifs de travail de gérer directement le travail au quotidien, et le manageur n'intervient que lorsqu'il y a un problème que les équipiers n'arrivent pas à résoudre.

Redonner davantage d'autonomie aux salariés pour leur offrir un travail plus varié et valorisant est loin d'être une idée nouvelle : depuis quinze ans, le concept d'entreprise libérée désigne les (très rares) entreprises qui ont choisi de réduire le nombre de hiérarchies intermédiaires. Force est de constater que cette philosophie piétine, et ne s'est jamais pérennisée dans les grosses structures qui l'ont testée (Auchan, Decathlon, etc.). C'est pourquoi, chez Michelin, on préfère parler d'« organisation responsabilisante ». Depuis vingt ans, la multinationale l'expérimente, sur tous ses sites, à l'échelle d'îlots de production d'une trentaine de personnes chacun.

A Roanne, l'entreprise n'a pas supprimé les chefs du jour au lendemain, et elle n'a pas poussé ce nouveau management pour le seul bien-être des salariés. Depuis un « accord de réactivité » signé en 2015 avec la majorité des organisations syndicales, l'usine a adopté un mode de fonctionnement plus flexible pour ne pas disparaître.

Les salariés sont invités à remettre en permanence en question les méthodes de travail établies

Pour accroître la productivité, l'usine tourne vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Puisque les manageurs ne sont présents qu'en journée, les équipes – chaque îlot est subdivisé en cinq équipes au planning mouvant (plusieurs jours de suite le matin, puis l'après-midi, parfois la nuit et le week-end) – doivent par définition être autonomes.

Des réunions périodiques

Dans la foulée de l'accord, Michelin a investi plus de 150 millions d'euros, notamment pour développer un procédé d'assemblage, « C3M », qui passe par une sorte d'impression 3D des pneus, sur mesure, avant de les cuire dans la foulée. Dans les allées du site, ces machines s'étalent à perte de vue, mais quelques ouvriers fabriquent encore des pneus sur leur tambour. Une fois l'usine sauvée, « la coconstruction avec les syndicats coïncidait avec la volonté de Michelin de développer la responsabilisation », assure Vincent Minet, directeur du site. A Roanne, il y avait déjà une culture où on se disait les choses, où la direction et les syndicats se retrouvent tous les mois, pour discuter des grandes orientations du site.

Un bon dialogue social ne suffit pas : il a d'abord fallu créer du cadre à cette autonomisation, des normes partagées et des indicateurs de performance communs à chaque îlot de production. Maintenant que cela est fait, les salariés sont invités à remettre en permanence en question les méthodes de travail établies, et des réunions périodiques établissent les meilleures pratiques de chaque groupe pour innover.

A l'échelle d'un îlot, trouver l'équilibre prend du temps. « Il y a toujours une tension entre la volonté de donner beaucoup de liberté aux gens, y compris pour modifier les règles, et le besoin de standardisation d'un grand groupe industriel », observe Thierry Weil,

professeur de management à Mines Paris-PSL qui a étudié le cas Michelin.

Deux îlots, en production et vérification, sont allés plus vite et ont atteint le plus haut stade de la responsabilisation, que Michelin nomme le « management autonome de la performance et du progrès ». Chaque année, les équipiers s'y autoévaluent et se répartissent l'enveloppe d'augmentations individuelles par consensus. « 80 % du recrutement est fait par les équipes, qui sont très impliquées », explique Nathan Dumas, responsable de l'îlot aspect et retouche. Certains candidats ont passé du temps avec les gars avant que je fasse l'entretien. »

« Tous les manageurs ne sont pas capables de manager ainsi, de lâcher prise, d'accepter les erreurs », note Vincent Minet. En retrait de l'activité quotidienne et de certaines décisions, le manageur adopte une posture de soutien, notamment pour déployer les compétences des ouvriers pour qu'ils soient autonomes, une tâche qui revenait précédemment aux RH.

En plus de se former, certains salariés occupent des fonctions supplémentaires, sur la base du volontariat. D'autres participent à des groupes de travail, pour donner leur avis sur les plannings ou la formation. Pour Pierre Villeneuve, qui est par ailleurs tuteur, ce n'est pas une mauvaise chose : « La polyvalence, on la transmet pendant la formation, et tout le temps. Si tout le monde sait tout faire, ça nous facilite le travail au quotidien. » « J'avais un a priori sur l'usine, le travail à la chaîne, se souvient Corentin Prast, arrivé en 2018 pour conduire des machines. Je m'étais dit : je reste seulement quelques mois. Mais finalement la liberté qu'on nous offre m'a rendu vraiment fier de mon boulot, alors je suis resté. »

« Du mal à m'y faire »

Mais l'augmentation des responsabilités ne plaît pas à tous les profils. Et lorsqu'elle est poussée à l'extrême, la polyvalence inquiète les syndicats, surtout lorsqu'elle n'est pas récompensée financièrement. « Un correspondant qualité est sollicité tous les jours. Etre tu-

La polyvalence inquiète les syndicats, surtout lorsqu'elle n'est pas récompensée financièrement

teur, ça peut prendre 100 % du temps. Pendant ce temps, les cadences demeurent importantes », relève Laurianne Derail, responsable de la section syndicale CFTD.

« Ce qui nous gêne, c'est la responsabilisation sur des sujets tels que les congés, les choix d'embauche, la rémunération », ajoute Christophe Boussard, délégué syndical SUD. « Ce n'est pas évident d'évaluer les collègues. J'ai eu du mal à m'y faire », constate Aurélien Zuliani, opérateur polyvalent recruté en 2021.

En raison de la complexité et du temps que nécessite ce nouveau management, peu de sites sur les quatre-vingts que compte Miche-

lin dans le monde ont atteint le stade du management autonome. « La responsabilisation est aujourd'hui la base de notre système de production, même si certaines, en Asie ou à Roanne, sont plus avancées », assure pourtant Daniele Rossi, directeur de l'excellence opérationnelle industrie du groupe. « Aujourd'hui, si on compare 2005 et 2024, il n'y a pas photo, constate Jérôme Lorton, ancien délégué SUD chez Michelin. La responsabilisation existe. Mais c'est tout au plus une forme d'autogestion sous contrôle. » « Et ce qui se passe à Roanne n'est pas duplicable, renchérit M. Boussard. Le dialogue social y est bien meilleur qu'ailleurs. »

Lorsqu'elle fonctionne, l'autonomie au travail demeure donc fragile. Pour Thierry Weil, « la réussite d'une démarche de responsabilisation tient aux hommes concernés, à la volonté de la direction et à l'encadrement intermédiaire. C'est le sens de l'avenir du travail, mais il faut beaucoup de circonstances pour que ça tienne dans le temps ». ■

JULES THOMAS

LE CHIFFRE DU MOIS

44 %

Le pourcentage des entreprises engagées en faveur des objectifs de développement durable menant des actions en faveur de l'égalité femmes-hommes

Le Baromètre européen des objectifs de développement durable (ODD) est publié jeudi 26 septembre. Cette étude du Pacte mondial de l'ONU, réalisée en partenariat avec le cabinet de conseil PwC du 15 mars au 31 mai auprès de 1 422 entreprises de toute taille établies dans dix pays, révèle que la majorité des entreprises européennes interrogées (59 %) ont intégré les ODD dans leur stratégie et leurs activités, et que les deux tiers (69 %) en ont une connaissance approfondie.

Le Pacte mondial de l'ONU est un appel aux entreprises à adapter leurs pratiques pour remplir les dix-sept objectifs de développement durable adoptés par les Etats membres de l'ONU en 2015. Si les trois ODD – « Pas de pauvreté », « Faim zéro », « Vie aquatique » – ne se retrouvent quasiment pas dans les actions des entreprises, l'objectif « Egalité entre les sexes » est la priorité de 44 % d'entre elles, tout comme les ODD « Travail décent et croissance économique » (44 %) et « Action pour le climat » (41 %).

Et les actions menées pour respecter les ODD ont un impact significatif sur la performance économique, pointe ce baromètre ; 43 % des entreprises européennes estiment même avoir développé un avantage comparatif important sur les autres entreprises de leur secteur d'activité grâce à ces objectifs.

AVIS D'EXPERT | ENTREPRISES

Les pays émergents peuvent-ils garder leurs experts ?

Le Maghreb perd chaque année une part importante de ses ingénieurs et scientifiques. Certes, cette diaspora apporte des contributions importantes aux pays d'origine. Mais, pour les entreprises locales et les filiales de groupes étrangers, confrontées à une compétition mondiale marquée par un rythme rapide d'innovation, la rareté de ces compétences et un turnover élevé déséquilibrent leur développement.

LES DEUX ÉCHELLES CLASSIQUES DE PROMOTION NE SUFFISENT PLUS À MOTIVER

d'attirer et de conserver ces experts, sans pouvoir offrir des salaires proches de ceux des pays riches ? L'équation semble difficile à résoudre. En Tunisie, une chercheuse, Amina Nadia Nasri, a étudié les motivations au départ des ingénieurs du numérique, en s'immergeant dans plusieurs entreprises du secteur. Son travail souligne la nécessité d'une gestion originale des carrières de ces experts, fondée sur une triple échelle d'évolution (« Vers un nouveau modèle de gestion des carrières adapté aux ingénieurs

en informatique dans les entreprises de services du numérique en Tunisie », thèse université de Tunis, Essect, Larime).

La question des carrières des experts n'est pas nouvelle et s'appuie classiquement sur une double échelle de promotion : l'une, hiérarchique, reconnaît la capacité à diriger et à assumer des responsabilités croissantes ; l'autre, professionnelle, récompense la maîtrise technique et une expertise accrue. Cependant, la fin des années 1990 voit l'accélération des innovations numériques et la multiplication des projets transformants.

Des recherches invitent alors à complexifier l'échelle professionnelle, en récompensant la capacité de certains experts à renouveler leurs expertises et à s'adapter à des projets en rupture (Olga Leleбина, « La gestion des experts en entreprise : dynamique des collectifs de professionnels et offre de parcours », thèse MinesParis 2014).

La nécessité de cette évolution semblait encore réservée aux entreprises à forte intensité technologique. Or, la recherche menée en Tunisie – dans six entreprises du numérique et sur un large échantillon de projets informatiques – généralise cette analyse tout en inversant sa logique.

Dans les pays riches, le renouvellement de l'expertise était un gage de survie des entre-

prises. En Tunisie, il est perçu, par les experts informatiques, comme une condition existentielle pour eux-mêmes. Ils ne resteront dans l'entreprise – voire dans le pays – que s'ils ont l'assurance de pouvoir développer leurs capacités d'innovation, maîtriser les phases d'un projet numérique ou obtenir des missions à l'étranger, qui légitimeront leur niveau sur le marché mondial.

Les deux échelles classiques ne suffisent plus à motiver : gagner en maîtrise technique ou en responsabilité hiérarchique dans une entreprise décorrélée de la compétition mondiale leur ôterait tout espoir d'une carrière à l'international. Une échelle reconnaissant leur capacité d'innovation et de projet s'impose comme une condition de leur fidélité. Cette triple échelle ne peut réduire à elle seule la fuite des cerveaux, mais au moins pourrait-elle stabiliser le développement des entreprises, gage d'émergence. Cette recherche confirme aussi la nécessité de sciences de gestion, ancrées dans la réalité des pays émergents. Non parce que ces pays sont loin des réalités mondiales, mais parce que celles-ci y exigent des réponses adaptées. ■

Armand Hatchuel est professeur émérite à MinesParis-PSL Université

CAYENNE - correspondant

L’image a marqué les esprits, le 28 mars 2017, lors de la plus grande manifestation jamais organisée en Guyane. Ce jour-là, les représentants des six peuples amérindiens du territoire, descendants des premiers habitants de l’Amazonie, se réunissent à Cayenne, sur le mont Cépérou – du nom d’un chef amérindien légendaire qui aurait résisté aux colons français – avant de rejoindre les 20 000 personnes qui marchent dans les rues pour réclamer plus de sécurité et de services publics. Les Amérindiens ont, comme revendication centrale, la « *restitution aux peuples autochtones* » de 400 000 hectares de terres de l’Etat.

Quelques jours plus tard, une délégation rencontre à la préfecture Ericka Bareigts, alors ministre des outre-mer, et ses conseillers. « *Ils nous ont dit direct : “O.K., 400 000 hectares”* », se souvient Jean-Philippe Chambrier, Amérindien lokono-arawak, président à l’époque de la Fédération des organisations autochtones de Guyane. Dans l’accord signé le 21 avril 2017 entre les acteurs locaux et l’Etat, Paris s’engage à attribuer « *400 000 hectares aux peuples autochtones au travers de l’établissement public placé auprès du Grand Conseil coutumier des populations amérindiennes et bushinenge* ». Sept ans plus tard, si la plupart des engagements de l’accord sont tenus, celui sur le foncier autochtone n’a pas avancé.

Les six peuples amérindiens de Guyane (Kali’na, Lokono-Arawak et Palikur sur le littoral, Wayana, Teko et Wayampi dans l’intérieur forestier) sont des survivants dans ce territoire sud-américain de 83 000 kilomètres carrés. Dès le début de la colonisation, au XVII^e siècle, les peuples autochtones, qui sont alors plusieurs dizaines, mais dont la plupart ont disparu, sont décimés par les épidémies dues au « choc microbien » lié à l’arrivée des Européens et aux combats avec ces derniers. Les premières mesures de protection et la mise en place d’un suivi médical entraînent un regain démographique après 1946. « *Il y a aujourd’hui entre 13 000 et 14 000 Amérindiens en Guyane* », estime l’anthropologue Damien Davy, soit environ 4 % des 300 000 habitants du territoire, alors qu’« *il y a cinq cents ans, ils étaient plusieurs dizaines de milliers* ».

«DÉSACCORDS INTERNES»

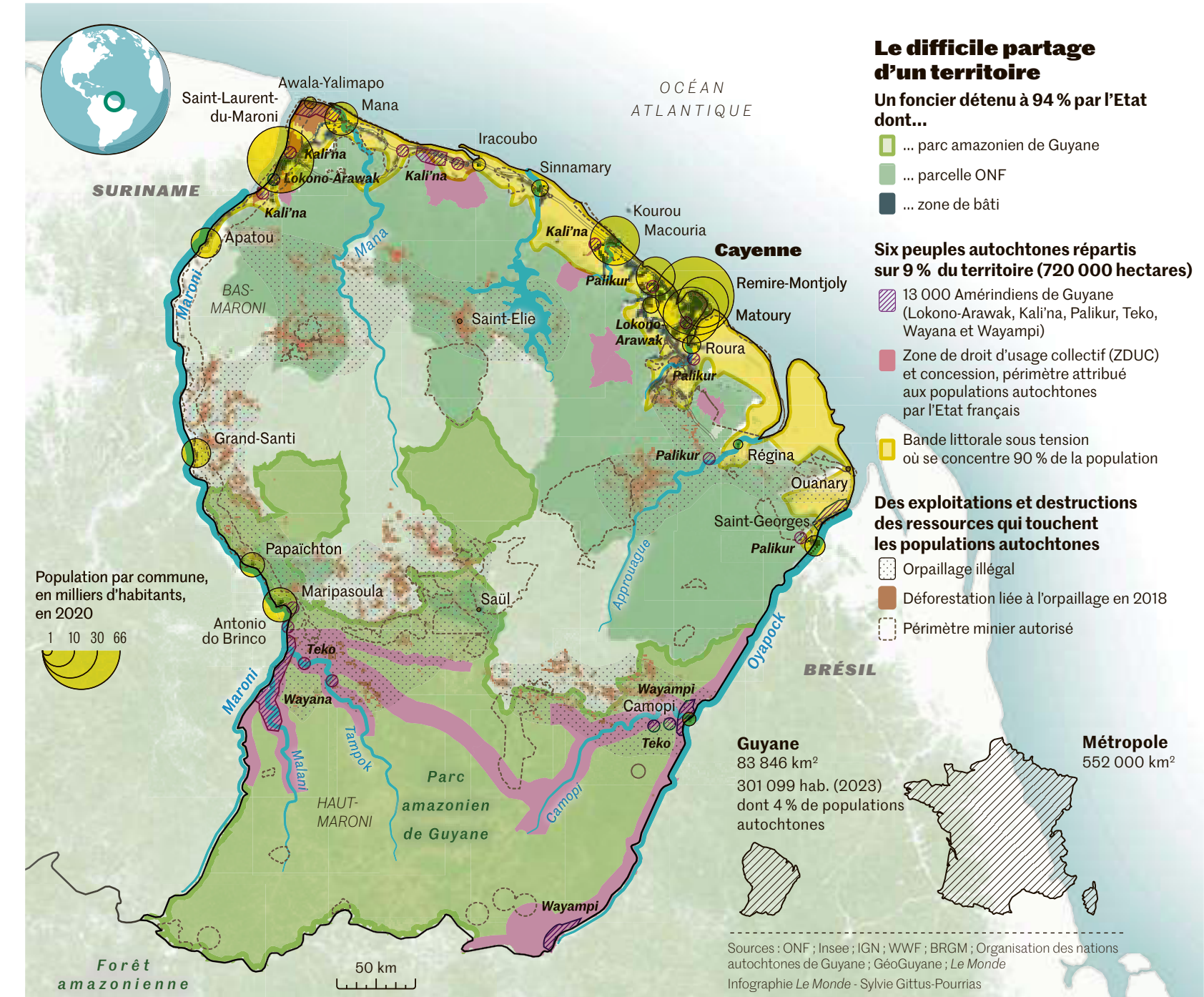
Quand la France s’empare de ce morceau d’Amazonie, elle applique la doctrine de la *Terra nullius*, rappelée par le décret du 15 novembre 1898 : « *Les terres vacantes et sans maître, à la Guyane, font partie du domaine de l’Etat* ». Aujourd’hui, 94 % des terres lui appartiennent encore. Il faut attendre les années 1980 pour voir émerger un début de reconnaissance foncière des Amérindiens, dans le sillage des alertes d’anthropologues et des premières revendications de militants autochtones, alors que l’Etat, au nom de l’égalité des citoyens devant la loi, ne reconnaît pas les peuples autochtones tels que définis par l’Organisation des Nations unies.

Dans un décret de 1987, le gouvernement de Jacques Chirac met en place le principe des « zones de droits d’usage collectifs » (ZDUC), des concessions et des cessions des terres de l’Etat « *au profit des communautés d’habitants tirant traditionnellement leurs moyens de subsistance de la forêt* », soit les communautés amérindiennes et les Bushinenge, ces descendants des esclaves enfuis du Suriname et réfugiés en Guyane.

Les concessions sont consacrées à l’habitat et à l’agriculture traditionnelle itinérante sur des surfaces réduites, tandis que les ZDUC sont destinées à la chasse, à la pêche et à la cueillette. Aujourd’hui, selon la préfecture, on compte vingt ZDUC (723 685 hectares), vingt concessions (6 922 hectares) et quatre cessions gratuites (68 hectares), soit près de 9 % du territoire. Chaque périmètre est attribué par arrêté préfectoral à une association présidée par le chef coutumier ou qui agit en général en accord avec ce dernier. « *Les ZDUC sont des outils fragiles*, analyse Damien Davy. *Elles ne sont pas inaliénables, l’Etat peut les reprendre, car c’est juste un arrêté préfectoral* ».

La reconnaissance foncière est une condition majeure de la préservation de l’identité amérindienne. En 1995, les Amérindiens kali’na de Kourou se sont vu accorder une concession de 395 hectares, à quinze minutes de route du Centre spatial guyanais. La plupart des 200 Amérindiens de Kourou vivent en ville ou dans leur village en bord de mer, aujourd’hui rattrapé par le développement urbain. Ils se rendent sur la concession le week-end et durant les vacances scolaires.

« *C’est important pour apprendre aux jeunes ce avec quoi ils peuvent se soigner, cons-*



En Guyane, des hectares dans l’attente

OUTRE-MER, LES BATAILLES DE LA TERRE 3/4 Depuis 1987, l’Etat attribue des terres aux peuples amérindiens de Guyane, un processus marqué par la promesse, en 2017, d’une « attribution » de 400 000 hectares, au point mort

truire », explique Amandine Galima, la compagne d’Eric Louis, le yopoto, le chef coutumier des Kali’na de Kourou. « *Chaque famille a 1 hectare et défriche en fonction de ses besoins, nous avons une vision de préservation pour les futures générations* », précise le yopoto. La communauté a aussi une ZDUC de 12 900 hectares de forêt au sud-ouest de Kourou, accessible en pirogue.

Malgré ces avancées, ZDUC et concessions subissent de nombreuses pressions, dans un territoire en forte croissance démographique, où plus de la moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté : vols de bois, squatteurs, intrusions de chasseurs, orpailleurs clandestins, projets industriels... Ainsi, en 2018, le ministère de l’économie a délivré un permis exclusif de recherche de mines au français Sudmine, pour explorer des gisements potentiels de coltan sur 35 kilomètres carrés à Kourou. « *Ce permis empiète sur 30 hectares de notre concession* », déplore Eric Louis. Dans sa demande de renouvellement du permis, Sudmine a réduit le périmètre de l’exploration à 16 km². « *Avec l’opposition que cela a générée, on a choisi d’éviter la ZDUC* », précise Michaël Laloua, directeur de Sudmine, sans évoquer l’empiètement sur la concession.

Plusieurs concessions sont déjà saturées. Terre-Rouge, communauté kali’na à Saint-

« LES KANAK ONT CRÉÉ QUELQUE CHOSE QUI EST LE SEUL MODÈLE SE RAPPROCHANT DE NOTRE SITUATION. IL FAUT QUE L’ON CRÉE À PARTIR DE ÇA »

CHRISTOPHE PIERRE
militant kali’na de Saint-Laurent-du-Maroni

Laurent-du-Maroni, en partage une de 642 hectares avec deux autres villages. « *En 1951, à la création du village, il y avait quelques familles. Aujourd’hui, on en est à 500 habitants* », explique Bénédicte Fjeke, cheffe coutumière depuis 2014. Dans la même commune, au village arawak de Balaté, près de 1 000 habitants vivent sur une ancienne concession de 27 hectares, devenue propriété de l’association du village. Balaté a aussi une ZDUC de 2 900 hectares près de la ville. « *En 2019, on a demandé la transformation de 500 hectares de ZDUC en concession, car il n’y a plus de place au village* », signale Sylvio Van Der Pijl, le chef coutumier.

La promesse faite par l’Etat en 2017 d’attribuer 400 000 hectares aux Amérindiens n’avance pas. « *Il y a eu des désaccords internes* », explique Christophe Pierre, militant kali’na de Saint-Laurent-du-Maroni. Les Kali’na souhaitent conserver ces nouvelles terres dans un seul bloc pour tous, d’autres préférant les diviser à parts égales entre chaque peuple, chacun les gérant ensuite comme il veut.

Le dossier est aussi bloqué par le retard de la création de l’établissement public de coopération culturelle et environnementale (EPCCE), censé porter l’attribution foncière. Conformément à la loi de 2017 sur l’égalité réelle en outre-mer, la gouvernance devait

être répartie en trois tiers : les représentants du Grand Conseil coutumier, de la Collectivité territoriale de Guyane (CTG) et de l’Etat. Fin 2021, la CTG vote le principe de la création de l’établissement public, mais le mode de gouvernance divise. « *On ne peut pas être d’accord pour qu’on transfère 400 000 hectares de terres à un établissement où nous serions minoritaires* », explique Christophe Pierre.

LA NOUVELLE-CALÉDONIE POUR MODÈLE


En mars 2022, le président de la collectivité territoriale signe un protocole d’accord avec le Grand Conseil coutumier, s’engageant à « *garantir une majorité des sièges du conseil d’administration* » à ce dernier, « *en attribuant une partie des voix* » de la collectivité aux coutumiers, l’idée étant que les élus de la CTG devant siéger soient désignés en concertation avec la partie amérindienne. Mais cela ne suffit pas aux yeux de cette dernière, puisqu’ils demeurent élus de la CTG. Reste aussi à trouver un accord avec les Bushinenge, l’autre composante du Grand Conseil coutumier, appelés à siéger au sein de l’établissement public pour gérer avec les Amérindiens les autorisations d’utilisation de leurs connaissances traditionnelles issues de la forêt.

Gabriel Serville, président de la Collectivité territoriale de Guyane, reconnaît cette incapacité de trouver un accord jusqu’à présent. « *L’idée serait de reprendre les discussions pour aller vers le gouvernement afin de débloquer la situation* », précise-t-il. « *L’intention, c’est de tenir les engagements fonciers inscrits dans l’accord* », assure, de son côté, Antoine Poussier, préfet de Guyane depuis un an, qui explique être « *dans l’attente de la création de l’EPCCE* ».

Le conseiller d’Etat honoraire Régis Fraisse a proposé une démarche dans un rapport confidentiel du 1^{er} décembre 2021 destiné au gouvernement, que *Le Monde* a pu se procurer, plaidant pour que les terres coutumières de Nouvelle-Calédonie servent de modèle. En effet, écrit le conseiller d’Etat, « *les Amérindiens et les Bushinenge devraient relever, pour la plupart, de l’article 75 de la Constitution, qui autorise “une distinction foncière entre les citoyens en raison de leur statut personnel”* ». Et de préciser qu’« *en matière civile, ces populations ont le droit d’être régies au moins partiellement par des coutumes ou des traditions qui leur sont propres* ». « *Les Kanak ont créé quelque chose qui est pour le moment le seul modèle se rapprochant de notre situation. Il faut que l’on crée notre propre modèle à partir de ça* », souligne le militant kali’na Christophe Pierre. ■


LAURENT MAROT

Prochain article En Polynésie, les territoires jalouxés des missionnaires

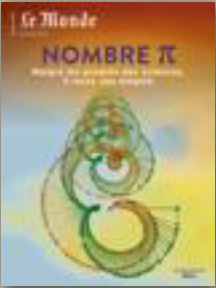


en vente
actuellement


En kiosque




Hors-série



Hors-série



Hors-série




Hors-série

Collection

Le monde de

Simenon



Actuellement en vente,
le volume n° 3
LES VOLETS VERTS

Nos services

Lecteurs

Abonnements


Sur abo.lemonde.fr
Par tél. au 03 28 25 71 71
de 9 h à 18 h (prix d'un appel local)

Le Carnet du Monde

carnet@mpublicite.fr

POUR DÉPOSER AU MONDE VOS DOCUMENTS CONFIDENTIELS

www.souffresure.fr




Le Carnet

Vous pouvez nous faire
parvenir vos textes

soit par e-mail :
carnet@mpublicite.fr
*(en précisant impérativement
votre numéro de téléphone
et votre éventuel numéro
d'abonné ou de membre
de la SDL)*

soit sur le site :
<https://carnet.lemonde.fr>

L'équipe du Carnet reviendra
vers vous dans les meilleurs
délais pour vous confirmer
la parution.

carnet@mpublicite.fr
<https://carnet.lemonde.fr>

AU CARNET DU «MONDE»

Naissance

Tu as choisi de rejoindre ton frère César, en posant un immense rayon de soleil sur ce premier jour d'automne.

Félicitations à tes heureux parents, et longue vie à toi,

Carmen !

Avec toute notre tendre affection,

Grand-mère et Papi.

Mariage

Trente ans après avoir annoncé la naissance de notre fils, nous avons le plaisir de célébrer l'union de

Niels BRALEY
et
Victoire RISSELET,

le 14 septembre 2024.

Martine Chartier et Alain Braley.

Décès

Jacqueline Poulet et Ghislaine Roux, ses sœurs,
Olivier Marion,
son beau-fils,
Ses nièces et neveux,
Les familles Bochet, Rousseau, Gagnier, Poulet, Roux et Marion,

font part de l'immense émotion du décès de

Nicole BOCHET,
« Épagneule têteue »,
Grignon 129,

survenu le mercredi 18 septembre 2024, à Locarn (Côtes-d'Armor), à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

L'inhumation aura lieu au cimetière ancien de Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine), le vendredi 27 septembre, à 11 heures, en présence de sa famille et de ses proches.

Avec leur profonde gratitude envers Marie-Laure et Loïc Groix, le réseau d'amies et amis de Nicole à Locarn, les docteurs Duhamel et Thomas à l'hôpital de Carhaix et toutes leurs équipes, les infirmières de Maël-Carhaix et les personnels du SAD du Corong et du CRT Kreiz Breizh.

Mathieu, Nicolas et Sophie, ses enfants,
leurs conjoints, Muriel, Maya et Yves,

Marine, Élise, Thomas, Nathalie, Eva, Pierre, Adèle, Hélène, Nils, Pauline, ses petits-enfants,

Armel, Valentin, Héloïse, Lucie, William et Clémence,
ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

Françoise de BOUILLANE de LACOSTE,
née SAUBOA,

survenu le 21 septembre 2024, à Limoges.

Des messages peuvent être transmis à la famille à l'adresse : f.delacoste@orange.fr

M^{me} Brigitte Bourrelier, son épouse,
M. et M^{me} Laurent Bourrelier, M. Pascal Bourrelier et sa compagne,
M^{me} Hélène Nicollin,
M^{me} Sylvie Bourrelier Borne et Pierre-Marie Borne, ses enfants,
Corail, Alizée, Zoé, Théo, Jules, Anatole, Matthis et Valentin, ses petits-enfants,
Ses deux arrière-petits-enfants,

ont la grande tristesse de faire part du décès de

Paul-Henri BOURRELIER,
ingénieur général
du corps des mines,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 15 septembre 2024, à l'âge de quatre-vingt-douze ans.

Les obsèques civiles auront lieu le samedi 28 septembre, à 11 h 30, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Dominique Bergouignan, son époux,
Emilie et Alexandre, ses enfants
et leurs conjoint.e.s,
Milo et Alma, ses petits-enfants,
Yves et Jean-Jacques Cabannes, ses frères,

ont la tristesse de faire part du décès de

Vivianne CABANNES BERGOUIGNAN,

survenu le 21 septembre 2024, à Paris.

Une cérémonie aura lieu le 27 septembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Denys-du-Saint-Sacrement, rue de Turenne, Paris 3^e.

Ni fleurs ni couronnes. Des dons peuvent être faits au profit de l'Institut Curie.

La famille tient à remercier tous ceux qui l'ont soutenue et, en particulier, le service de gastro-entérologie de l'hôpital Saint-Antoine, Paris 12^e.

Aliette, son épouse
Et sa nombreuse famille des quatre coins du monde,
ont la tristesse d'annoncer le décès de

André CLÉMENÇON,
architecte,
fidèle lecteur du *Monde*,
membre fondateur du PSU
et ancien président
d'Arvel Voyages,

survenu dans sa nonante-huitième année.

Une cérémonie d'adieu a lieu ce jeudi 26 septembre 2024, à 14 heures, en la chambre funéraire de Lyon (Rhône), 177, avenue Berthelot.

La famille de

Elisabeth DESFONS-COUTURIER,
chevalière de la Légion d'honneur,
chevalière dans l'ordre
des Arts et des Lettres,

a l'immense douleur de faire part de son décès, survenu le 19 septembre 2024, à l'âge de soixante-quatorze ans.

Une célébration religieuse se déroulera le vendredi 27 septembre, à 14 h 30, en l'église Saint-Paul-Saint-Louis, 99, rue Saint-Antoine, Paris 4^e.

Les amis de

Elisabeth DESFONS-COUTURIER,

et leurs enfants, entourent de leur affection et s'associent à la peine de Pierre, de Félix son fils et de l'ensemble de sa famille.

Ariane et Judith Gratiot, ses filles,
Axelle, Annaëlle et Chloé, ses petites-filles
Ainsi que toute sa famille,
Ses ami.e.s,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M^{me} Martine HOFFMANN,
née le 24 juin 1942.

Nous nous sommes retrouvés autour d'elle ce mercredi 25 septembre 2024, à 10 h 45, au cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e, pour l'entourer de notre affection.

Les administrateurs.trices,
Les sociétaires
Et les équipes des Relais solidaires,

ont la profonde tristesse de faire part du décès, survenu le 23 septembre 2024, de

Belkacem KHEDER,
notre ami « Belka »,
précurseur
de l'économie sociale et solidaire,
fondateur et directeur général,
de 1991 à 2020,
du restaurant d'insertion
et du centre de formation des Relais.

Nous adressons à son épouse Nadia, sa fille Estelle, ses petits-enfants « de cœur » Imrân et Haroun et ses proches, nos sincères condoléances et toute notre sympathie.

Belka était un grand homme passionné, généreux et imaginatif. Nous avons à cœur de poursuivre l'œuvre qu'il a initiée, créée, portée et déployée avec toute l'énergie qu'on lui connaissait.

61, rue Victor-Hugo,
93500 Pantin.

Catherine Hunet, son épouse,
Jade Hunet-Koskas, sa fille,
Toute la famille
Et les amis,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Max KOSKAS,
auteur-scénariste,

survenu le 17 septembre 2024, à l'âge de soixante-quatorze ans.

Un hommage lui sera rendu lors de ses funérailles au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e, le vendredi 27 septembre, à 16 heures.

Le docteur Alain Lebas, son époux,
Chloé et Romain, ses enfants,
Hippolyte, Valentin, Mona, Alice, ses petits-enfants,
Sa famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Claudie LEBAS ARGOSTI,
fondatrice
du magasin de jouets l'Orange Bleue
puis de la galerie l'Accrosonge,
consacrée aux arts d'Afrique,

survenu le 19 septembre 2024, à son domicile,
à l'âge de quatre-vingts ans.

La cérémonie aura lieu le vendredi 27 septembre, à 13 h 30, en la salle de la Coupole du crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e.

Catherine et François Lett, ses enfants,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Guy LETT,
ancien du maquis Mariaux,

survenu le 19 septembre 2024, dans sa cent deuxième année.

Un dernier hommage a lieu au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e, ce jeudi 26 septembre, à 10 h 30.

La marquise de Montlaur, son épouse,
Ses enfants,
Ses petits-enfants,
Ses frère et sœurs,

ont la douleur de faire part du décès de

George de VILLARDI,
marquis de MONTLAUR,

survenu le 7 septembre 2024.

Il est inhumé à Sommières (Gard), dans le caveau familial.

Virtuti Palma.

Souvenir

Chantal ESTEVE,
née LAIDET,
26 décembre 1952-26 septembre 2021.

« Mon bel amour,
mon cher amour, ma déchirure
Je te porte dans moi
comme un oiseau blessé ».

Conférence

Conférence interreligieuse
« Quel avenir pour les religions
au 21^e siècle ? »,

avec Haïm Korsia,
Ghaleb Bencheikh,
François Euvé
et Frédéric Chavel,


**ce jeudi 26 septembre 2024,
à 20 h 30,**

organisée
par l'Église protestante unie
de l'Étoile,
54, avenue de la Grande Armée,
Paris 17^e.

Entrée libre.

www.etoile.pro/15oans

Communication diverse



Envie d'être utile ? Rejoignez-nous !

Les bénévoles de SOS Amitié écoutent
par téléphone et/ou par internet
ceux qui souffrent de solitude,
de mal-être et peuvent avoir
des pensées suicidaires.

Nous recherchons des écoutants
bénévoles
sur toute la France.
L'écoute peut sauver des vies
et enrichir la vôtre !
Choix des heures d'écoute,
formation assurée.

En IdF RDV sur
www.sosamitieidf.asso.fr
En région RDV sur
www.sos-amitie.com

Société éditrice du « Monde » SA
Président du directoire, directeur de la publication
Louis Dreyfus
Directeur du « Monde », directeur délégué de la publication,
membre du directoire Jérôme Fenoglio
Directrice de la rédaction Caroline Monnot
Direction adjointe de la rédaction
Grégoire Allix, Maryline Baumard, Philippe Broussard,
Nicolas Chapuis, Emmanuelle Chevallereau, Alexis Delcambre,
Anne Eveno, Marie-Pierre Lannelongue, Franck Nouchi,
Cédric Pietralunga
Directrice éditoriale Sylvie Kauffmann
Directrice déléguée au développement des services
abonnés Françoise Tovo
Directeur délégué aux relations avec les lecteurs
Gilles van Kote
Rédaction en chef Laurent Borredon, Emmanuel Davidenkoff
(Événements), Jérôme Gautheret, Michel Guerrin, Nicolas
Jimenez (photographie), Sabine Ledoux (cheffe d'édition),
Alain Salles (Débats et Idées)
Direction artistique Emmanuel Laparra
Infographie Delphine Papin
Directrice des ressources humaines du groupe Emilie Conte
Secrétaire général de la rédaction Sébastien Carganico
Conseil de surveillance Aline Sylla-Walbaum, présidente,
Gilles Paris, vice-président

vos

dédicaces

se

signent


dans les pages

du

Carnet

du

Monde



Le Carnet

Pour toute information : carnet@mpublicite.fr - Prix à la ligne : 33,60 € TTC.



« Passport », écrit et mis en scène par Alexis Michalik, au Théâtre de la Renaissance, à Paris, le 22 janvier. ALEJANDRO GUERRERO

ENQUÊTE

Tous les sujets ont-ils leur place au théâtre ?

A cette question surprenante posée lors du dernier baromètre « Les Français et le théâtre », réalisé par Médiamétrie et publié en juin par l'Association pour le soutien du théâtre privé, 40 % des personnes interrogées ont répondu... non. Ils sont même 50 % à refuser qu'on leur parle de religion sur scène, 49 % des guerres, 43 % de sujets politiques ou engagés. Comme en écho à ces chiffres, producteurs et diffuseurs de spectacles s'inquiètent ouvertement, en cette rentrée, de la difficulté apparemment grandissante de décrocher des dates de tournée dans les théâtres municipaux pour des créations abordant des sujets sociétaux jugés a priori « clivants ».

« Une nouvelle forme de censure se développe sur les territoires de la part de programmeurs guidés par leurs élus locaux, qui préfèrent éviter de mettre à l'affiche, dans leurs lieux, des spectacles portant sur des thématiques qu'ils imaginent heurter une partie de leurs administrés », a souligné, le 9 septembre, Caroline Verdu, vice-présidente du pôle théâtre d'Ekhoscènes, principale organisation des entrepreneurs du spectacle vivant privé, lors d'une rencontre professionnelle. Également directrice du Théâtre La Pépinière, à Paris, Caroline Verdu a alerté sur les conséquences de cette censure, qu'elle qualifie d'« insidieuse » : « On sent poindre la fracture entre les grandes villes et les autres, comme si une partie de la population devait être préservée. Mais

« Des programmeurs avaient posé une option, puis ont annulé, à cause du veto de l'équipe municipale »

CAMILLE TORRE
cofondateur d'ACME

Le théâtre confronté à une insidieuse censure

Plusieurs pièces, abordant des sujets supposés « clivants », peinent à être accueillies en tournée dans certaines salles municipales en France

préservée de quoi, au juste ? De la diversité, du féminisme, de l'homosexualité, de l'inclusion, du partage ? Une partie de la population française ne devrait plus avoir accès qu'au pur divertissement ? C'est infantilisant, bêtifiant, méprisant pour certains de nos concitoyens. »

« Trop irrévérencieux »

Désormais, suivant la thématique abordée sur scène, le succès d'une pièce à Paris ou au « off » du Festival d'Avignon ne serait plus un gage de tournée en province. Exemple emblématique : *Passport*, la dernière création du réputé Alexis Michalik, consacrée à l'itinéraire de migrants et de réfugiés. Alors que cette pièce attire depuis plusieurs mois un public nombreux dans la capitale, « 15 % à 20 % des dates prévues dans des théâtres municipaux ne se feront pas à cause de son sujet », assure Camille Torre, cofondateur d'ACME, société de production de théâtre privé. « Plusieurs programmeurs avaient posé une option ferme, puis nous ont rappelés pour annuler, à cause du veto de l'équipe municipale », regrette-t-il. « La simple raison est que ce spectacle parle de manière positive de l'immigration au moment où les partis les plus réactionnaires la brandissent comme un épouvantail, comme si tous nos malheurs venaient de là », considère Alexis Michalik.

Passport ne serait pas un cas isolé. « Le phénomène progresse et s'assume, il y a une tentation d'invisibiliser certains thèmes », note le producteur. « Ce phénomène a toujours existé, mais il s'accroît. Des programmeurs nous disent clairement avoir moins de liberté qu'avant, et ce quelle que soit la couleur politique des municipa-

lités », renchérissent Fleur et Thibaud Houdinière, directeurs d'Atelier théâtre actuel, société de création, de production et de diffusion de spectacles vivants.

Ainsi, *La vie est une fête*, mis en scène par Virginie Lemoine, relatant le parcours d'un jeune homme ordinaire, de la découverte de son homosexualité jusqu'à son engagement militant, « a très peu tourné, malgré deux Avignon complets », déplore le duo Houdinière. Idem pour *Je m'appelle Asher Lev*, adaptation française de la pièce à succès d'Aaron Posner, dans laquelle un jeune juif orthodoxe de Brooklyn, dessinateur surdoué, s'oppose à son père et à sa religion. Malgré son succès public et critique, ainsi que son Molière, en mai, pour Guillaume Bouchède (comédien dans un second rôle), « l'amalgame absurde avec le contexte israélo-palestinien freine sa diffusion », remarque Camille Torre.

Et que dire des réflexions que des producteurs ont entendues dans la bouche de certains programmeurs déclinant la venue de *Prima Facie*, de Suzie Miller : « Encore un spectacle sur le viol ? Non merci ! » Même Britannicus. *Tragic Circus*, adaptation rock et décalée de la tragédie de Racine, a été qualifié de « trop irrévérencieux », le seule-en-scène féministe de Noémie de Lattre de « trop engagé », et *Coupures*, la comédie satirique questionnant la place du citoyen dans le débat démocratique mise en scène par Paul-Eloi Forget et Samuel Valensi, de « trop politique ». « Dès qu'ils ont peur de la réaction des élus, ils ne prennent pas », observe Fleur Houdinière. « Est-ce que ce sont les programmeurs qui s'autocensurent ou les

Les Français sont 50 % à refuser qu'on leur parle de religion sur scène, 49 % des guerres, 43 % de sujets politiques ou engagés

maires qui redoutent la moindre polémique ? », s'interroge le producteur Pascal Guillaume.

« On est tous sous la pression du divertissement, reconnaît Claude Monnoyeur, président de l'Association culturelle des théâtres d'Ile-de-France, qui regroupe vingt-huit directeurs et/ou programmeurs de théâtres de ville. Je ne suis pas étonné du discours de Caroline Verdu. Nous, nous résistons et défendons la notion de direction artistique, mais nous ne sommes pas forcément représentatifs des quelque cinq cents théâtres de ville. Sans doute que des confrères ont déjà lâché l'affaire et sont tombés dans la facilité. Il y a une tendance globale à l'inculture. »

Sous le couvert de l'anonymat, afin de ne pas se mettre à dos leurs financeurs locaux ni risquer de perdre leur poste, des directeurs de théâtre témoignent d'un « virage post-Covid ». Depuis la sortie de la crise sanitaire se sont conjugués la nécessité de faire revenir le public dans les salles et des budgets culture des collectivités locales de plus en plus restreints, alors même que les prix de cession des spectacles ont augmenté. Pour s'assurer d'une bonne fréquentation, le réflexe de programmer

du pur divertissement a ressurgi avec l'argument de détendre les spectateurs dans une époque anxieuse et d'éviter aux maires de se mettre à dos quelques-uns de leurs concitoyens. « Le frein vient surtout des municipalités, mais elles devraient faire confiance au public », estime Virginie Lemoine. « A vouloir tout lisser, on ouvre la porte à l'ignorance », s'inquiète la metteuse en scène, tout en reconnaissant la « complexité de faire une programmation ».

« Davantage de divertissement »

Salomé Lelouch porte, elle aussi, un regard plus nuancé sur la situation et hésite à utiliser le mot « censure ». « On cherche tous des explications aux difficultés d'organiser des tournées. Oui, des programmeurs aiment des spectacles, mais n'osent pas les programmer à cause du qu'en-dira-t-on. Mais il ne faut pas s'étonner qu'Edmond [d'Alexis Michalik] se vende mieux que *Passport*. Longtemps, le théâtre privé a surtout produit des comédies », rappelle la productrice et metteuse en scène. Or, depuis quelques années, ce secteur s'est davantage tourné sur le terrain de sujets sociétaux. « Cette évolution vers des thématiques jusqu'à présent surtout abordées dans le théâtre public est plutôt un combat gagné que perdu », juge Salomé Lelouch. Et puis, à ses yeux, cette forme d'autocensure n'est pas nouvelle. En 2017, déjà, sa pièce *Politiquement correct*, dans laquelle une femme de gauche tombait amoureuse d'un homme d'extrême droite, avait vu le nombre de dates de tournée fortement diminuer. « Désolé, on ne parle pas de politique », lui glissaient des programmeurs.

Assaillis de sollicitations, ces derniers font des choix qui ne relèvent pas forcément de la censure mais, défendent certains, de l'équilibre de leur saison. « On a déjà pris un spectacle féministe. On n'en prendra pas deux dans l'année », témoigne un directeur de salle. Entre le nombre de producteurs qui a augmenté et les compagnies qui peuvent vendre en direct, la concurrence est de plus en plus rude pour décrocher des dates.

« Nous faisons face à énormément de propositions nationales et régionales, et n'avons pas la capacité d'accueillir tout le monde », se défend Valérie Lhuillier, directrice de Tarbes en scènes, qui compte deux théâtres, Les Nouveautés et Le Pari. « Le maire a conscience de la diversité des publics, et la programmation n'est jamais censurée, assure-t-elle. La sensibilité et l'émotion font autant de bien que le rire. » Mais cette responsable de lieux constate que certains de ses collègues « qui, avant, accueillaient des formes contemporaines, programment désormais davantage de divertissement ».

Dans ce contexte, des producteurs pourraient s'autocensurer pour assurer la fiabilité économique des créations. « Aujourd'hui, entre nous, on s'interroge sur le fait de produire certaines pièces », confie Fleur Houdinière. « Il faut se méfier de nous-mêmes, résume Camille Torre. On pourrait être amenés à prendre moins de risques sur des projets abordant des sujets de société et, dans un cercle vicieux, cela pourrait aussi influencer les auteurs. On n'en est pas là, mais il faut être vigilant. »

Dans le baromètre « Les Français et le théâtre », à la question « Quels contenus aimeriez-vous voir davantage au théâtre ? », 71 % des personnes interrogées répondent « de la comédie », et 55 % « de l'humour ». A priori de la légèreté, mais c'est oublier les vertus de la comédie pour aborder tous types de sujets, même les plus polémiques. Inquiets d'une forme d'atteinte à la liberté de création, les responsables théâtre d'Ekhoscènes se sont fixé comme « priorité de rentrée » de demander une rencontre avec la ministre de la culture, Rachida Dati. ■

SANDRINE BLANCHARD

Erwan Le Duc pousse loin les curseurs du bizarre

Le réalisateur de la série « Le monde n'existe pas », diffusée sur Arte, transporte du grand au petit écran son univers teinté de folie douce

RENCONTRE

Adam est un homme qui s'est éteint. Adolescent, il avait une flamme, il a ensuite écrit un livre, et puis il s'est éteint », dit Erwan Le Duc du personnage principal de sa série *Le monde n'existe pas*, interprété par Niels Schneider. C'est peut-être pour ne pas s'éteindre qu'Erwan Le Duc s'est un jour sauvé du Monde, où il fut pendant quelques années journaliste, pour se consacrer à temps plein au cinéma, une passion de jeunesse qui ne l'a jamais quitté, y compris dans ses détours de bon élève passé par Sciences Po.

Le point de bascule d'un monde à l'autre fut peut-être le court-métrage *Le commissaire Perdrix ne fait pas le voyage pour rien*, qui lui ouvrit en 2013 les portes de la résidence Emergence, incubateur de projets, à l'époque animé par Elisabeth Depardieu. Elle repère l'auteur et l'encourage à écrire ce qui va devenir son premier long-métrage, *Perdrix* (2019).

Le film est long à monter financièrement, mais il file tout de suite à Cannes. Son très bon accueil critique à la Quinzaine des réalisateurs lui garantit un joli chemin en salle, et surtout la possibilité pour Erwan Le Duc d'en faire un deuxième. Le congé sans solde pris pour tourner *Perdrix* se transforme en congé tout court. En 2023, il réalise pour Arte la dé-

sopilante satire politique *Sous contrôle*, écrite par Charly Delwart. A la fin de cette même année, son deuxième long, *La Fille de son père*, sort au cinéma. A 46 ans, le voilà désigné nouveau talent du cinéma français.

Du grand au petit écran, il trimballe avec lui un univers teinté de folie douce et des personnages un peu à côté de la plaque, un goût pour la France périphérique (les Vosges dans *Perdrix*, la banlieue parisienne dans *La Fille de son père*, une petite ville du Nord dans *Le monde n'existe pas*), et le visage récurrent de Maud Wyler, « [s]on actrice préférée », qu'il fait tourner depuis leur rencontre, il y a une dizaine d'années. « *Elle navigue sur tous les registres, à la fois la comédie et la tragédie*, dit-il de celle qui est aussi la mère de sa fille, et je travaille beaucoup cette question du ton, depuis que j'écris et que je fais des films. »

Inquiétante étrangeté

Ce goût pour le mélange des humeurs lui vient de la comédie anglaise, héritage de quelques années passées outre-Manche lorsqu'il était gamin, et, plus tard, de sa découverte des films d'Aki Kaurismäki et, dans un genre plus noir, de ceux de Takeshi Kitano. « *Tout de suite, on m'a fait remarquer que ce ton entre humour et noirceur était particulier. Moi, c'est ce que j'adore en tant que spectateur, mais au début, j'ai eu du mal à*

convaincre les commissions de financement. Après Perdrix, j'avais enfin installé quelque chose, c'était plus facile. »

Dans *Le monde n'existe pas*, première série qu'il a entièrement développée et réalisée pour Arte, le cinéaste pousse les curseurs du bizarre encore un peu plus loin que dans ses films. La série n'est à l'origine pas son projet, mais une idée de la productrice Nicole Collet, qui a commencé par lui faire lire le livre éponyme de Fabrice Humbert (Gallimard, 2020).

« *Quand j'ai découvert le titre, je me suis dit que c'était un petit signe, s'amuse-t-il, mais il y avait plein d'autres accroches pour moi dedans : le personnage principal est journaliste, l'enquête se déroule dans une petite ville... C'est une arche narrative assez classique [le livre a pour point de départ le meurtre d'une adolescente], mais assez vite, elle se délite.* » Pour finir par raconter tout à fait autre chose, puisque, sans vouloir divulguer, les téléspectateurs ne seront plus tout à fait

« **Tout de suite, on m'a fait remarquer que ce ton entre humour et noirceur était particulier** »

ERWAN LE DUC
cinéaste

sûrs, à la fin de la série, que le meurtre a bien eu lieu.

Cette inquiétante étrangeté chère à Freud est accentuée par l'atmosphère angoissante de Guerches-sur-Isoire, ville du Nord fictive créée pour y transposer l'intrigue du livre, basée à l'origine aux Etats-Unis. « *J'ai grandi dans des petites villes comme ça, c'est calme, il y a beaucoup d'ennui... et l'ennui fait qu'on a envie de provoquer des choses. Et si tu es avec des gens qui te font du mal, c'est compliqué d'y échapper.* »



Adam Vollmann (Niels Schneider) et Sarah Challe (Maud Wyler). SARAH ALCALAY/ARTE/IMAGE & COMPAGNIE

Dans la série, Adam garde un souvenir traumatique des brimades qu'il a subies, adolescent, et revient dans sa ville natale transformé. L'adolescent gringalet à la tignasse blonde s'est rasé le crâne et taillé une musculature propre à tenir en respect les sales gosses qui l'ont harcelé. « *Les gens ne le reconnaissent pas quand ils le revoient. Son nom est personne! D'ailleurs, avec la compositrice de la musique, Julie Roué, on a beaucoup travaillé sur cette ambiance de western. Elle me disait qu'on s'attendait parfois à voir une boule de paille traverser les rues...* »

Déroutante par moments, dans sa façon d'ouvrir des portes qui ne seront pas forcément toutes refermées, *Le monde n'existe pas* est, avec son format ramassé (quatre épisodes de quarante-cinq minutes), une fiction atypique dans le paysage actuel, qui privilégie les programmes balisés produits à la chaîne sur les plates-formes. Le cinéaste assume d'aller contre l'époque. « *Film ou série, je travaille avec des petits budgets, sou-*

ligne-t-il. Mais artistiquement, ce sont des projets qui sont assez forts et tout le monde est très impliqué. Personne n'a l'impression de faire un produit ou, pire, du contenu. »

En plus de quelques projets de série, le réalisateur termine actuellement l'écriture de son troisième long-métrage, qui tranche avec l'esprit de ses précédents films pour creuser une veine pas très éloignée du *Monde n'existe pas*, plus proche des codes du thriller, mais toujours avec ce ton particulier, dont il veut cependant croire qu'il n'empêche pas ses œuvres d'être grand public. « *En tant que spectateur, j'ai de plus en plus de mal, je décroche, reconnaît-il. Je vois trop les ficelles, tout est trop transparent... Avec cette série, j'ai voulu faire confiance au public. Non seulement Arte l'accepte, mais la chaîne nous a poussés à avoir cette exigence-là. On savait qu'on prenait des risques, mais c'est l'idée! Et prendre des risques implique que ça ne marche pas toujours.* » ■

AUDREY FOURNIER

Meurtre dans le Nord, version Kafka

La série d'Erwan Le Duc réécrit les codes du polar avec humour et élégance

SÉRIE

Spoiler alert! Encore que cette alerte ne serve pas à grand-chose. C'est dans le titre même de la série que s'en dévoile l'essence. Entamé comme un polar ordinaire, le récit du *Monde n'existe pas* se transforme gracieusement, délicatement, impitoyablement aussi, en une méditation ironique, sapant les fondations aussi bien de la réalité que de sa représentation. On a beau parler meurtre et enquête, secrets enfouis depuis des décennies, le frisson que procurent ces quatre épisodes relève plus du vertige esthétique que des poussées d'adrénaline propres aux polars. Il est peut-être moins violent, mais plus rare et plus précieux.

Devant son écran, Adam Vollmann (Niels Schneider) mène la vie professionnelle d'un journaliste à l'âge numérique. A travers lui passent les tragédies et les histoires absurdes qu'il dispense aux abonnés du site qu'il emploie, sans que rien ne puisse le tirer de sa catatonie. Jusqu'à ce qu'il prenne connaissance d'un fait divers survenu à Guerches-sur-Isoire, ville (fictive) du pays minier nordiste, où une adolescente a été assassinée, sans doute par un professeur de tennis nommé Axel Challe. Adam Vollmann fait valoir à son rédacteur en chef qu'il est un en-

La sensation d'être perdu dans un labyrinthe dont on pensait pouvoir se tirer en un rien de temps

fant du pays et qu'il connaît le suspect numéro un. A peine envoyé (spécial), Adam manque à tous ses devoirs journalistiques, rendant ses papiers en retard, quand il les rend, s'immisçant dans l'existence des protagonistes du meurtre. Ceux-ci n'obéissent pas plus aux règles du genre, à commencer par la mère de la victime, M^{me} Montes (Anne Rotger), qui n'a pas hésité à baptiser sa fille Lola.

Motif de l'effacement

Avec ses terrils devenus collines paysagées, ses corons débarrassés de leur suie, Guerches apparaît comme une ville dont le passé est réduit à une série de signes indéchiffrables pour les contemporains. Ce motif de l'effacement court tout au long du *Monde n'existe pas*. Adam lui-même s'est appelé jadis Corentin. Il a vécu avec Axel Challe un amour de jeunesse intense, et a été persécuté

par ses condisciples.

L'armure d'indifférence et de muscles que Niels Schneider (qui bénéficie de toute évidence d'un abonnement dans une excellente salle de sport) oppose au monde semble se fissurer lorsque le passé se manifeste, que ce soit sous la forme de rencontres avec ses tortionnaires d'hier ou de conversations avec l'épouse d'Axel, Sarah (Maud Wyler, qui pousse le sarcasme au niveau d'un art majeur).

Mais au lieu de faire resurgir le vrai Corentin, comme le voudraient les règles habituelles d'un scénario, le voyage à Guerches provoque chez le jeune homme une nouvelle désintégration. Incapable d'accomplir sa mission de journaliste telle que l'a formulée sa hiérarchie (« *tu es là-bas pour rendre compte, pas pour enquêter* »), il ne parvient pas plus à rassembler les morceaux de son adolescence. Les autres le font pour lui, qui l'accusent tour à tour d'avoir laissé mourir sa mère et d'avoir mis le feu au lycée.

L'irruption de Fafa (Julien Gaspar-Oliveri, drôle et inquiétant), vidéaste municipal, spécialiste du traitement des images, vient encore enchevêtrer les lignes qui vont de la réalité au mensonge, de la mémoire à la fiction. Cette sensation d'être perdu dans un labyrinthe dont on pensait pouvoir se tirer en un rien de temps doit aussi

beaucoup à la musique de Julie Roué, qui ressemble, elle aussi, aux traces de partitions écrites pour d'autres films.

La présence massive de Niels Schneider, sa faculté à exposer son personnage à toutes les avanies (il y a quelque chose du cinéma muet dans la succession de coups et de chutes qui désarticulent ce corps que l'on croyait invulnérable), le secours précieux reçu de ses partenaires, qui incarnent tous l'étrangeté de leurs personnages, donnent au propos théorique du *Monde n'existe pas* une épaisseur, une matière qui rendent le spectacle perpétuellement réjouissant. Tout en laissant au spectateur le choix entre la comédie et l'anxiété. Ce plaisir tient aussi à la mise en scène d'Erwan Le Duc, qui filme personnage et décor avec juste ce qu'il faut de distance pour laisser pointer l'ironie, et bien assez d'attention pour que vienne l'empathie. ■

THOMAS SOTINEL

Le monde n'existe pas, série créée et réalisée par Erwan Le Duc, d'après le roman de Fabrice Humbert. Avec Niels Schneider, Maud Wyler, Anne Rotger, Julien Gaspar-Oliveri (Fr., 2024, 4 × 43 à 51 min). Sur Arte, en intégralité le 26 septembre à 20h55 et sur Arte.tv jusqu'au 19 janvier 2025.



4-5-6 OCT. 2024

FESTIVAL DU LIVRE MOUANS SARTOUX

festivaldulivre.fr

ENTRÉE GRATUITE

Parmi les 300 invité.e.s :
Isild LE BESCO Magyd CHERFI Nancy HUSTON Erik ORSENNA Amos GITAÏ Enki BILAL Marie MODIANO Pascal BLANCHARD Alexis JENNI Charline VANHOENACKER Isabelle AUTISSIER Mathieu VIDARD Jean-François COLOSIMO Benjamin STORA Christophe ALÉVÊQUE Marie-Monique ROBIN Ian MANOOK Jean VIARD Ernest PIGNON-ERNEST Jean-Baptiste ANDREA Émilie FRÈCHE Giulia FOÏS Michel WIEVIORKA Lilian THURAM Étienne KLEIN Bernard WERBER Susie MORGENSTERN José BOVÉ Delphine MINOUI Catherine BARDON Gilles KEPEL Thomas SCHLESSER Judith CHEMLA Sonja DELZONGLE Boris CYRULNIK Hélène DEVYNCK Philippe BESSON Laure MANEL René FRÉGNÉ Zineb MEKOUAR Philippe VAL David FOENKINOS Edmond BAUDOUIN Philippe MEIRIEU...

Plus de 100 débats et entretiens, 16 films, concerts, spectacles jeunesse, théâtre...

Concert de Magyd CHERFI
La revue de presse de Christophe ALÉVÊQUE
Le professeur, il s'appelait Samuel PATY, texte d'Émilie FRÈCHE et débat avec Émilie FRÈCHE et Mickaëlle PATY, la sœur de S. PATY
Voix libérées, #metoo cinéma, Isild LE BESCO, Judith CHEMLA et Vahina GIOCANTE
Lecture musicale Erik ORSENNA
Concert littéraire Marie MODIANO et Peter VON POEHL



3 jours de fête,

de rencontres, de débats



« La radio est pour nous un outil d’inclusion »

Alexandre Plank, cofondateur du collectif Making Waves, revient sur son mode de fonctionnement

ENTRETIEN
Réalisateur à Radio France pendant dix ans durant lesquels il fit largement entendre le réel, Alexandre Plank créait, en 2019 et avec Amélie Billault, l’association Making Waves « pour favoriser, par la radio et le podcast, l’éclosion d’espaces de dialogue, d’expression et de création ».

Que représente et permet la radio ?

La radio que j’aime est faite d’échanges, de rencontres, de collaborations. De croisements et de communs. Elle laisse advenir ce que l’on n’attendait pas, et qui donc peut, par surprise, nous transformer. Une voix, une histoire, un silence. A Making Waves, la question de savoir ce que peut la radio est, chaque jour, reposée d’un point de vue collectif. L’équipe, qui vient d’horizons très divers, travaille ensemble à repenser ce que représente et permet la radio. A requestionner qui est derrière les micros. A se reposer la question de qui écoute et dans quelle situation. A réinterroger le mode de production des podcasts ou les modes de diffusion des programmes... Nos approches, souvent complémentaires, nous incitent finalement à revisiter la définition même du média : au-delà des usages traditionnels et balisés qu’on lui connaît, la radio est ainsi pour nous un outil d’inclusion, un mode de plaider, une agora, un dispositif d’urgence, etc.



Alexandre Plank, dans les locaux de Making Waves, à Rosny-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), en juin 2023. SEB LEBAN/DIVERGENCE POUR « TÉLÉRAMA »

On parle de « littérature engagée », diriez-vous que Making Waves fait du « podcast engagé » ?

Engagé, plaider, pédagogie... Je dirais que cela dépend des projets et des séries que nous produisons. Chacun de nos podcasts,

cette saison, porte bien sûr la marque d’un engagement fort : on interroge les illusions de la transition numérique, on décrit de nouvelles formes de précarité, on questionne les fractures communautaires... Mais, par exemple, « 13 000 litres – et quelques gout-

tes » n’assène pas un « message ». La série est une fiction qui décrit une prise de conscience – ce que notre confort coûte à notre planète – et les interrogations qui en découlent. Notre podcast du mois d’octobre, « Une place à table », est une série documentaire qui est

pour sa part construite comme un plaider. La journaliste Clémentine Méténier y parcourt la France à la rencontre d’individus et d’associations s’organisant, militant et luttant avec force pour la création d’une sécurité sociale de l’alimentation...

Cela étant dit, la question de l’engagement me semble se situer à Making Waves en amont de nos productions audio. Nos engagements, les valeurs que nous défendons en tant qu’équipe passent en premier lieu par la fabrication d’outils telle la Radiobox (un studio radio nomade), permettant à des individus, éloignés parfois des médias traditionnels, de prendre la parole, de créer des espaces de dialogue, de réflexion, de cohésion.

Par ailleurs, la création de chacune de nos séries mobilise notre studio, qui emploie une dizaine de salariés en insertion, de tous âges et de tous horizons. Enfin, le réseau de relations que l’équipe a créé avec des associations, des festivals, des radios associatives, des

missions locales, des théâtres, des centres de santé, des bailleurs sociaux, des établissements scolaires, etc. permet de toucher d’autres publics et de créer de nouveaux types de relations pour sortir de la dualité, souvent stérile, producteur-auditeur.

Quel est le modèle économique de Making Waves et quels sont les circuits de diffusion de vos podcasts ?

On imagine pour chacun de nos projets un mode de diffusion qui lui est propre. Nos podcasts sont bien sûr disponibles sur les plates-formes d’écoute, mais certains sont diffusés en FM, comme « Dianké », sur RFI ou « Un point de lumière floue », sur France Culture. Ils touchent ainsi un très grand nombre d’auditeurs. Certains projets sont diffusés par des radios associatives partout en France, c’est le cas de notre série d’émissions « A la jeunesse les micros », créée avec le Festival d’Avignon et que diffusent une soixantaine de radios réparties sur le territoire. Pour d’autres projets, comme « Radio Forum », que portent Mohammed Bensaber et Antoine Chao et qui se déploie en Seine-Saint-Denis pour donner la parole aux habitants des quartiers prioritaires, nous optons pour la proximité : des séances d’écoute dans des structures associatives, l’organisation d’émissions en public, des soirées débats, etc.

Le modèle économique de Making Waves s’inscrit dans la logique de l’économie sociale et solidaire. Nos ressources sont mixtes : publiques, privées et des recettes propres. Dans un contexte de baisse des financements publics, et alors qu’il n’existe pas d’aide à la création de podcasts comme pour le spectacle vivant ou le cinéma, c’est un challenge. Mais, aujourd’hui, Making Waves compte trente salariés dont dix en insertion, et nous ouvrons notre première antenne régionale à Avignon ce mois-ci. On a donc fait les preuves que notre modèle économique, sans publicité et avec un accès gratuit à tous nos contenus, fonctionne et permet de mobiliser des partenaires et des publics nombreux. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR ÉMILIE GRANGERAY

François Pérache transforme l’eau en or pour les adolescents

« 13 000 LITRES – ET QUELQUES GOUTTES », c’est, et comme souvent avec Alexandre Plank, une très belle histoire – et ce dans tous les sens du terme. Mais d’abord faire un détour essentiel et saluer celui qui l’a écrite. Tel un Midas résolument plus modeste et sympathique, François Pérache a en effet le don (largement cultivé par ce travailleur fou) de transformer tout ce qu’il touche en or. Rappelons qu’à peine sorti de Centrale, il est repéré par Matignon et l’Elysée (pour lequel il mettra en place le dispositif d’analyse de l’opinion sur le Web). Une expérience qui lui permettra ensuite de nourrir ses fictions politiques si justement multiprimées, telle « 57, rue de Varenne », réalisée par son « partner in crime »

Cédric Aussier sur France Culture. Passé par l’Ecole Claude Mathieu, François Pérache entame alors une belle carrière de comédien – on a pu le voir au cinéma avec Isabelle Huppert, dans *La Syndicaliste* (2023), de Jean-Paul Salomé, dans les séries *Hippocrate* et *The Walking Dead*, ou au théâtre, notamment mis en scène par Thomas Bellorini. Cette fois, il met son talent au service d’une noble cause et, de plus, particulièrement difficile, parce que si écrire pour les enfants n’est pas simple (le risque du niais n’est jamais très loin), écrire pour les adolescents est peut-être plus périlleux encore. Mais voilà, c’est haut la plume que François Pérache a relevé le défi et réussi à nous rendre attachants ces personnages adolescents

et crédible cette histoire au cahier des charges pourtant lourd, car cette fiction sera utilisée dans un cadre pédagogique précis.

Episode 1 : c’est la rentrée au lycée Léopold-Sédar-Senghor, Luna et Babacar se retrouvent. Sauf que... Luna s’est fait voler son téléphone. Il y a une histoire de racket (et un certain Grizzli) et la professeure fait tout ce qu’elle peut et même davantage pour que cette histoire leur serve, littéralement, de leçon (épisodes 2 à 4). ■

É. G.

« 13 000 litres – et quelques gouttes », podcast écrit par François Pérache et réalisé par Tidiane Thiang et Alexandre Plank. A la demande sur le site de Making Waves.

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 24 - 226
PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l’ensemble de nos grilles sur jeux.lemonde.fr

| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 |
|------|---|---|---|---|---|---|---|---|---|----|----|----|
| I | | | | | | | | | | | | |
| II | | | | | | | | | | | | |
| III | | | | | | | | | | | | |
| IV | | | | | | | | | | | | |
| V | | | | | | | | | | | | |
| VI | | | | | | | | | | | | |
| VII | | | | | | | | | | | | |
| VIII | | | | | | | | | | | | |
| IX | | | | | | | | | | | | |
| X | | | | | | | | | | | | |

SOLUTION DE LA GRILLE N° 24 - 225

HORIZONTALEMENT I. Cross-country. II. Harpions. Rio. III. Apéro. Damiér. IV. Pé. Infini. Nk (tank). V. Oran. Inter. VI. Naître. Slash. VII. Géant. Suai. VIII. Abruptes. LCR. IX. Gués. Alti. Hé. X. Essentielles.

VERTICALEMENT 1. Chaponnage. 2. Râpera. Bus. 3. Ore. Aigres. 4. Sprinteuse. 5. Sion. Rap. 6. Co. Fientât. 7. Ondin. Teli (îlet). 8. Usants. Ste. 9. Miels. Il. 10. Tri. Raul. 11. Rien. Sache. 12. Yorkshires.

HORIZONTALEMENT

I. A le pouvoir d’évoquer et de provoquer. II. Devient difficile à contrôler. Aligne ses pompes sur les autoroutes. III. Habitué à couper les cheveux en quatre. IV. Travailla le trou. De l’or au laboratoire. A accueilli Napoléon avant son grand départ. V. Très près. N’est pas toujours propre. Canal de dérivation. VI. Dans le plat. Un trou dans la barrique. VII. Utilise la voix de tête dans les aigus. Opérateur de télécommunications. VIII. Alimentent les parfumeurs. Possessif. Bas de gamme. IX. Gardien du domaine familial avec sa nièce Sonia. Dit pi... pi dans ses calculs. X. Vous secouent un grand coup.

VERTICALEMENT

1. Fait le tri et la démarcation. 2. Ne se fait que d’un côté. 3. Bloquent les plaisirs. Petite heure canoniale. 4. Nécessaire, mais pas trop. Anglais plutôt amer. 5. Son eau doit faciliter les accords. Criât comme un cerf. 6. Relève à l’office. Maintiennent les kimonos en place. 7. Porte et supporte en silence. Double tout. 8. Piégé. En bas de page pour comprendre. 9. Nécessaire pour construire la voûte. 9^e art. Chef turc. 10. Ne peuvent être mélangées avec les bons grains. Tour complet. 11. Le titane. Fin de partie. Ne demande pas son reste. 12. Pour de belles gravures.

SUDOKU

N°24-226

| | | | | | | | | |
|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 3 | 5 | 1 | 8 | 2 | 6 | 7 | 9 | 4 |
| 9 | 8 | 4 | 1 | 5 | 7 | 6 | 3 | 2 |
| 6 | 2 | 7 | 9 | 3 | 4 | 8 | 1 | 5 |
| 4 | 3 | 9 | 6 | 1 | 5 | 2 | 7 | 8 |
| 5 | 1 | 6 | 2 | 7 | 8 | 9 | 4 | 3 |
| 2 | 7 | 8 | 4 | 9 | 3 | 5 | 6 | 1 |
| 1 | 9 | 3 | 7 | 8 | 2 | 4 | 5 | 6 |
| 7 | 6 | 2 | 5 | 4 | 1 | 3 | 8 | 9 |
| 8 | 4 | 5 | 3 | 6 | 9 | 1 | 2 | 7 |

Moyen

Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu’une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.

Réalisé par Yan Georget (<https://about.me/yangeorget>)

En vente chez votre marchand de journaux

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124 610 348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 71 (prix d’un appel local) de 9 heures à 18 heures. Depuis l’étranger au : 00 33 3 28 25 71 71. Par courrier électronique : abojournalpapier@lemonde.fr. Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Internet : site d’information : www.lemonde.fr ; Emploi : www.talents.fr/

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40 Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

La reproduction de tout article est interdite sans l’accord de l’administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0727 C 81975 ISSN 0395-2037

67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 PARIS
Tél : 01-57-28-39-00
Fax : 01-57-28-39-26

Origine du papier : UK, France.
Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprimé sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.
Eutrophisation : Ptot = 0,0083 kg/tonne de papier

Si les modèles joailliers ou épurés ont toujours la cote, de nouveaux garde-temps préfèrent miser sur la mécanique et le sport

HORLOGERIE

À l'instar du prêt-à-porter ces dernières saisons, les manufactures horlogères ont suivi la tendance unisexe. Pourtant, les modèles de montres typiquement féminins n'ont pas dit leur dernier mot. La preuve avec la Royal Oak Mini lancée au printemps par Audemars Piguet. Ce classique des classiques – la Royal Oak a été imaginée par Gérald Genta en 1972 – se réinvente ici en un modèle de 23 millimètres de diamètre, décliné en or gris, jaune ou rose 18 carats. Ce petit bijou horloger répond aux attentes d'une partie de la clientèle féminine, précisément séduite par le côté joaillier du garde-temps.

« L'idée derrière cette nouvelle Royal Oak Mini était de rendre hommage à la plus petite Royal Oak jamais produite – un modèle de 20 millimètres, lancé en 1997 – et, par la même occasion, à la joaillerie, grâce à la finition Frosted Gold développée sur nos pièces par l'artiste joaillière Carolina Buccì en 2016 », commente Ilaria Resta, présidente de la maison Audemars Piguet. Inspiré d'une ancienne technique florentine, le Frosted Gold consiste à marteler le métal afin de créer de minuscules entailles à la surface. Résultat ? Un effet de scintillement qui évoque les diamants sur le bracelet et sur le boîtier.

Combiner horlogerie et joaillerie est l'une des forces de la maison Cartier, qui a présenté le modèle Reflection lors du salon Watches & Wonders de Genève (Suisse), en avril. Cette montre, qui tient presque plus du pur bracelet, est ici proposée en or rose, jaune ou gris, parfois pavée de diamants, d'émeraudes ou d'améthystes. « Reflection estompe les frontières de la joaillerie et de l'horlogerie. Elle est sculptée comme un maillon de chaîne que l'on aurait cassé. L'heure s'y reflète de manière



Cartier. CARTIER



Hermès. HERMÈS



Rolex. ROLEX

L'horlogerie pour femme à l'heure du changement

Sur la Cut, d'Hermès, le mouvement manufacture à remontage automatique est visible à travers le fond saphir du boîtier

aléatoire pour une vision contemporaine de l'horlogerie», détaille Marie-Laure Cèrède, directrice de la création joaillerie et horlogerie chez Cartier.

La maison italienne Bulgari a fait de son bijou symbole – le Serpenti – un incontournable de son offre de garde-temps. Cette saison, c'est l'architecte japonais Tadao Ando qui le réinterprète : par un jeu de couleurs de marqueterie sur le cadran, il projette sa vision des quatre saisons sur des montres en édition limitée, aux bracelets en acier et or jaune ou rose.

Herbelin, horloger français indépendant implanté dans le Doubs, propose lui aussi dans sa collection Galet, en réf-

rence à la forme arrondie du boîtier, une déclinaison bijou en plaqué or. Le cadran gris et soleillé affiche les heures en chiffres romains ; le bracelet a un revêtement en plaqué or.

Couleurs pop

« On a longtemps réduit les modèles féminins à deux principes : que leurs diamètres soient plus petits que ceux des modèles masculins et qu'ils soient dotés d'un mouvement à quartz, car les femmes n'étaient soi-disant pas intéressées par la mécanique », rappelle Anthony Marquié, expert horloger et cofondateur de Watchfid, un site d'expertise pour les montres de collection. Une

affirmation qui a fait long feu. « Aujourd'hui, de plus en plus de femmes s'intéressent à la mécanique de nos montres et nous souhaitons leur proposer des complications susceptibles de leur parler », atteste Ilaria Resta, chez Audemars Piguet.

La maison Hermès répond à cet intérêt pour la technique avec son nouveau modèle féminin, baptisé Cut, dont le mouvement manufacture à remontage automatique est visible à travers le fond saphir du boîtier. Avec son cadran à la forme atypique « cercle dans un rond » et son esprit sobre, elle n'en est pas moins féminine, évoquant l'idée d'une silhouette épurée, avec son bracelet satiné en acier ou en acier et or rose, ou son boîtier en acier qui, dans une version, est serti de diamants discrets.

Outre les modèles bijoux ou ceux affichant les dessous de la mécanique, les montres aux contours épurés ont également la cote auprès des femmes. Chez Rolex, la nouvelle Oyster Perpetual Day-Date 36, imaginée pour les femmes, répond en effet au cahier des charges d'une allure chic et dépouillée. Différentes versions sont disponibles, avec un cadran blanc ou ombré tirant sur le brun, et, toujours, la lunette cannelée ainsi que le bracelet à trois mailles. On les retrouve en or rose ou jaune, 18 carats évidemment.

Idem chez Gucci, qui applique à ses nouveautés horlogères féminines un design raffiné et intemporel. Les modèles de la ligne Interlocking sont non seulement caractérisés par le logo double G que l'on retrouve à 6 heures, mais également par leur cadran rose pâle ou gris argenté. Des diamants discrets sont judicieusement placés au niveau des index.

Entre les modèles empreints de sobriété et ceux jouant la sophistication, les montres plus sportives savent aussi se faire une place au poignet des femmes. En 36 ou 42 millimètres de diamètre, la nouvelle édition de la Superocean Automatic de Breitling est de celles-là. Ses couleurs pop (bleu, orange, violet, vert...), sur les bracelets en caoutchouc ou sur les index, ajoutent au dynamisme de ce modèle de plongée résistant et étanche jusqu'à 300 mètres de profondeur. Mais nul besoin de parcourir les mers pour porter cette montre, qui fait également son petit effet en ville. ■

La nouvelle vague des montres de plongée

À QUOI PEUT BIEN SERVIR de savoir l'heure lorsqu'on se trouve à 60 mètres sous les mers, comme hors du temps ? C'est le genre de questions que peuvent se poser les néophytes lorsqu'on évoque les montres de plongée. « C'est un outil indispensable, défend pourtant Arthur Guérin-Boëri, quintuple champion du monde d'apnée et détenteur de huit records du monde dans cette discipline. Leurs fonctions spécifiques permettent de calculer de nombreux paramètres, tels que le nombre de minutes passées en palier de décompression. » L'athlète français s'en sert aussi pour mesurer ses temps de récupération à la surface et calculer ses apnées d'échauffement à l'aide de la trotteuse.

Destinées à un public expert mais restreint – la France, par exemple, ne compte que 102 000 licenciés en plongée et 25 000 en apnée –, les montres de plongée peuvent toutefois séduire les amateurs d'exploration sous-marine avec tuba et même ceux qui préfèrent rester les pieds sur la terre ferme. Imposantes et sportives, les « plongueuses », comme on les appelle, rivalisent en effet d'allure.

Tag Heuer, par exemple, propose une nouvelle venue d'une grande élégante. Avec son cadran inspiré du mouvement des vagues – bleu, vert ou noir –, l'Aquaracer Professional 300 est proposée en version GMT ou avec la date affichée. Elle est étanche jusqu'à 300 mètres de profondeur, avec un bracelet en acier ou en caoutchouc, et

le fond du boîtier arbore un casque de scaphandre, dessin indissociable de cette ligne horlogère.

A l'occasion des 7 ans de la bien nommée gamme « Diver », la marque Bell & Ross remet celle-ci au goût du jour. Avec cinq nouveaux modèles en 42 millimètres de diamètre, céramique noire ou acier, bracelet en caoutchouc ou façonné dans une toile solide. Robustes, ces montres sont étanches jusqu'à 300 mètres. L'un des modèles est doté d'aiguilles en Super-Luminova, un matériau permettant de voir l'heure dans

le noir. « Très appréciable ! », abonde Arthur Guérin-Boëri, les profondeurs des mers étant plus ou moins sombres.

Design épuré

Chez Seiko, c'est la technique du Lumi-Brite qui éclaire les index des modèles Prospex Diver's Samourai, nouvelles plongueuses du label japonais en 41,7 millimètres. Le design épuré est inspiré des costumes des guerriers nippons : les cornes évoquent les armures d'épaule des samourais et le bracelet plat rappelle l'éclat du sabre quand il



Seiko. SEIKO



Omega. OMEGA

M. GA.

MAUD GABRIELSON

Michel Duclos : « Les diplomates n’ont plus le monopole de la politique étrangère »

Dans un entretien au « Monde », l’ancien représentant de la France auprès des Nations unies décrypte les nouvelles conditions du débat mondial entre puissances

ENTRETIEN

Dans un monde marqué par le retour de la guerre et des rivalités entre Etats, que peut encore la diplomatie ? La remise en cause du système international mis en place après la seconde guerre mondiale, par les pays émergents et surtout par ces néo-empires autoritaires que sont la Russie et la Chine, l’oblige à se réinventer. Un défi pour la France, qui veut faire entendre une voix singulière devenue souvent inaudible. Entretien avec Michel Duclos, ancien ambassadeur, conseiller géopolitique à l’Institut Montaigne.

L’Assemblée générale de l’ONU, qui s’est ouverte le 10 septembre, est boudée par nombre de chefs d’Etat, même si Emmanuel Macron s’est finalement rendu à New York, contrairement à l’an dernier. La paralysie de l’organisation, notamment du Conseil de sécurité, est-elle le signe d’un bouleversement du monde ?

Dans l’histoire des Nations unies, ce que vous appelez la paralysie a été la norme pendant les quatre décennies de la guerre froide [1945-1989]. Le rôle actif joué par le Conseil de sécurité tel qu’on l’a connu pendant un peu plus de dix ans après l’effondrement de l’URSS, en 1991, a en réalité été l’exception. Cependant, la Russie semble désormais jouer ouvertement sur le déclin du Conseil de sécurité, dans le cadre d’une remise en cause du système international établi après la seconde guerre mondiale. Son modèle, au fond, n’est-ce pas un répertoire mondial Russie-Chine - Etats-Unis, et peut-être Inde – les Français et les Britanniques, les Européens en général d’ailleurs, sortant de l’histoire ? De son côté, la Chine hésite entre deux options : soit dominer le système multilatéral existant, soit constituer, avec ses clients, un contre-système opposé aux Nations unies. Le monde est bien plus fragmenté qu’auparavant. Les Nations unies sont donc un champ de bataille, mais aussi le dernier cadre dans lequel les nations divisées peuvent encore dialoguer.

Cette confrontation générale complique-t-elle la donne ?

Jusqu’aux années 1990, l’affrontement entre deux camps – l’Est et l’Ouest – dominait la scène, les non-alignés se contentant de faire de la figuration. Aujourd’hui, c’est plus compliqué et confus. Dans leur majorité, les pays du Sud ont condamné l’intervention russe en Ukraine, mais ils refusent de se joindre aux sanctions occidentales – avec un impact déterminant sur le conflit. La montée en force des puissances moyennes, principalement du Sud (Inde, Brésil, Indonésie, Iran, Arabie saoudite, Turquie, etc.), rend la situation mouvante. Ces nouveaux faiseurs de rois sont certes divisés entre eux. Une organisation informelle comme les BRICS+, regroupant désormais dix pays émergents [Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud, Egypte, Emirats arabes unis, Arabie saoudite, Ethiopie et Iran], reste très hétérogène. Cependant, beaucoup de ces pays se retrouvent autour de deux points forts : la défiance à l’égard de l’Occident et, plus récemment, la satisfaction de siéger à la table de l’empereur de Chine. Ce sont les deux ciments des BRICS+.

La voix de la France reste-t-elle audible ?

J’étais en poste aux Nations unies à New York en 2003, alors que Paris s’opposait à l’intervention en Irak voulue par l’administration de George W. Bush. Le prestige de la France était à son zénith. Nous étions aussi au sommet de notre popularité en 1966, quand de Gaulle prononçait le discours de Phnom Penh contre l’intervention américaine au Vietnam. Cette fonction tribunitienne, nous ne l’exerçons plus. Surtout, le poids diplomatique de la France, c’était une relation particulière avec l’Afrique, une voix spécifique au Moyen-Orient, un rôle de leader en Europe aux côtés de l’Allemagne. Nous sommes à l’heure du doute, sinon de l’échec, sur ces trois créneaux. Le message de la France passe moins bien qu’à d’autres époques.

La France devrait-elle s’assumer comme puissance moyenne d’influence mondiale ?

C’est un faux dilemme. Soyons grands par la rigueur et par l’ambition. Protégeons nos atouts, comme le siège permanent au Conseil de sécurité – notamment en rouvrant le dossier de l’admission d’autres membres permanents (Allemagne, Japon, Inde, Brésil, deux pays africains) pour maintenir la crédibilité de cette enceinte. Mais, dans le même temps, développons encore plus une stratégie d’engagement vis-à-vis des moyennes puissances. Notre rôle n’est pas seulement de dialoguer avec les Etats-Unis ou la Chine, mais aussi de trouver le maximum de terrains communs avec l’Indonésie, l’Arabie saoudite, la Turquie, l’Inde, le Kazakhstan, le Maroc et tous ceux qui incarnent de plus en plus une troisième force sur la scène internationale.

Cela recoupe-t-il la quête d’autonomie stratégique européenne ?

En tout cas, ce n’est pas incompatible. A l’heure de la guerre en Ukraine et du durcissement de la compétition entre la Chine et les Etats-Unis, la quête de l’autonomie stratégique doit être complétée par la recherche de nouvelles solidarités : au sein du monde transatlantique, élargi aux alliés de l’Occident en Asie, et en exploitant le fait que l’Amérique n’a plus ni le goût ni les moyens d’avoir un comportement aussi hégémonique qu’autrefois ; dans le cercle des puissances moyennes, aux orientations diverses, mais ayant en commun un intérêt à la stabilité du monde ; enfin, dans un cercle encore plus large, pour le sauvetage de la planète, en faveur duquel peut s’engager un pays comme la Chine.

L’idée d’autonomie stratégique est plus populaire en Allemagne qu’avant, mais est-elle pour autant une priorité ?

Je crains que non. Pour les Allemands, le principal problème est l’écroulement simultané des trois piliers sur lesquels reposait leur modèle : une énergie bon marché venant de Russie, la protection militaire américaine et le marché chinois. La coalition au pouvoir est divisée. Elle a fait le choix de réaliser d’importants investissements militaires, mais sans bousculer les équilibres budgétaires, une quadrature du cercle. L’hostilité à la guerre en Ukraine ne fait que croître, à l’extrême droite comme à gauche. La question est de savoir jusqu’à quel point une victoire des chrétiens-démocrates de la CDU aux prochaines législatives, l’année prochaine, modifiera la donne.

Le Conseil de sécurité de l’ONU, réuni au siège des Nations unies, à New York, le 16 septembre.

ANGELA WEISS/AFP

« À L’HEURE DE LA GUERRE EN UKRAINE ET DU DURCISSEMENT DE LA COMPÉTITION ENTRE LA CHINE ET LES ÉTATS-UNIS, LA QUÊTE DE L’AUTONOMIE STRATÉGIQUE DOIT ÊTRE COMPLÉTÉE PAR LA RECHERCHE DE NOUVELLES SOLIDARITÉS »



D’un point de vue politique comme économique, l’homme malade en ce moment, n’est-ce quand même pas la France ?

Y a-t-il, dans le monde, des pays indemnes de tout trouble politique intérieur et de toute difficulté économique ? C’est vrai que le bel ordonnancement de la V^e République paraît bien fissuré. Le succès des Jeux olympiques de Paris a cependant montré que notre pays a encore quelque ressort. Ce qui sera déterminant, dans les mois à venir, ce sera la capacité du président, du gouvernement et des responsables politiques, au pouvoir ou non, à articuler un programme de politique étrangère clair, autour de messages audibles pour le reste du monde, sur l’Ukraine, sur Gaza, sur le redressement de l’Europe, sur les grands enjeux globaux tels que le climat ou la gouvernance mondiale. Ce n’est pas impossible.

L’Europe a connu un sursaut d’unité sur l’Ukraine, mais elle reste très divisée sur les grandes questions stratégiques, comme le Proche-Orient ou la Chine. Cela ne contribue-t-il pas à amoindrir encore l’influence de la France ?

Pour Emmanuel Macron et pour le gouvernement, recréer un minimum de consensus entre les Européens sera un grand défi. Il ne faut pas trop attendre d’une politique commune sur le Proche-Orient, sur lequel ils n’ont jamais été d’accord. Nous pourrions nous concentrer sur deux menaces majeures que sont la Russie et le décrochage technologique et économique avec la Chine et les Etats-Unis. Sur ce point, la question est de savoir comment sera mis en œuvre le rapport Draghi [présenté aux eurodéputés le 17 septembre].

Face à Moscou, ce qui est en jeu en Ukraine, c’est la frontière de l’Europe. Nous devons être, nous Français, les porte-parole de la « théorie de la victoire » que Zelensky a esquissée. Cela passe d’abord par une aide accrue, de manière soutenable, à l’appareil militaire ukrainien. Notons par ailleurs que, quand le président ukrainien préconisait un plan de paix, cela voulait dire qu’il ne voulait pas entendre parler de négociations. Quand il imagine une « théorie de la victoire », cela signifie qu’il est prêt à envisager certaines concessions territoriales en échange de garanties de sécurité, à défaut d’être dans l’OTAN. Mais ces concessions seraient implicites, car les Ukrainiens ne reconnaîtront jamais la perte de la Crimée ou du Donbass. En échange, ils devront bénéficier d’engagements clairs des

Occidentaux sur leur sécurité, car tout le monde sait que les Russes, au moins tant que Poutine est en place, ne considéreront toute cessation du conflit que comme provisoire.

Ni les Américains ni les Allemands ne veulent entendre parler d’une intégration de l’Ukraine dans l’Alliance atlantique. La France doit au contraire continuer de pousser dans ce sens. Tout en aidant l’Ukraine militairement, notre rôle est de dire : « Comment assurer une paix durable en ce point-clé des frontières de l’Europe ? » Je crois pour ma part que, si l’entrée dans l’OTAN n’est pas une option pour l’instant, il faut commencer à raisonner en termes de déploiement de forces européennes sur le territoire ukrainien. L’intuition de Macron, qui a souhaité y envoyer des instructeurs militaires, était juste. Il est dommage qu’il n’ait pas su vendre l’idée à nos partenaires. Dans les trois ans à venir, c’est néanmoins sur ces bases qu’il faut essayer de concevoir une approche européenne. On peut aussi imaginer des forces de l’OTAN prépositionnées aux frontières de l’Ukraine.

Le métier de diplomate change-t-il ?

Quand je suis entré au Quai d’Orsay, Maurice Couve de Murville venait de le quitter ; les hauts fonctionnaires se souvenaient que les ministres de l’économie et de l’agriculture venaient le samedi matin autour du « bureau de Vergennes » (celui du ministre des affaires étrangères) pour préparer les décisions à venir dans la construction européenne. Aujourd’hui, la politique européenne se fait de façon interministérielle, au sein du secrétariat général des affaires européennes. Sur l’Afrique ou sur les questions multilatérales, le ministère des armées, la direction générale de la sécurité extérieure, le Trésor sont devenus des acteurs importants, tout comme l’Agence française de développement en matière d’aide au développement, un outil majeur pour notre rayonnement dans le Sud global.

Les diplomates n’ont plus le monopole de la politique étrangère. Le Quai d’Orsay doit donc réfléchir à sa spécificité. Par exemple, les ambassadeurs exercent en général un rôle de coordination de l’action de l’Etat dans leur pays de résidence. Quand le président de la République va dans un pays, c’est l’ambassadeur qu’il consulte, car c’est l’homme de la synthèse. Un grand ambassadeur est quelqu’un qui porte sur son pays de résidence un coup d’œil d’homme d’Etat. Pour cela, il faut un vivier, des gens qui se forment, c’est quel-



Des soldats ukrainiens retrouvant leurs proches, après leur libération en échange de prisonniers de guerre russes, en Ukraine, le 14 septembre. AP



que chose que l'on apprend par l'expérience. Etrangement, les diplomates n'ont jamais été capables de transférer cette compétence de synthèse à Paris ; ils ne pèsent pas beaucoup, en tout cas pas assez, dans l'interministériel.

La nature a horreur du vide et, sous la présidence de M. Macron, les conseils de défense se sont multipliés, avec un conseil restreint de ministres et de hauts fonctionnaires. Le moment est venu de réfléchir à un système d'aide à la décision du président et du gouvernement en matière de politique étrangère, permettant aux diplomates de faire entendre davantage leurs propositions, d'exercer leur rôle de synthèse et de coordination à l'échelon parisien. La suppression regrettable du corps diplomatique s'est accompagnée d'un effort remarquable de renouvellement des moyens et des méthodes des cadres du Quai d'Orsay, qui est une source d'espoir. A condition que tout cela ne soit pas annulé par les prochaines coupes budgétaires. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR MARC SEMO ET PHILIPPE RICARD

Ces pages ont été réalisées en partenariat avec le forum Normandie pour la paix.

Deux jours de débats et animations à Caen

« Ce monde qui nous échappe. Comment gagner la paix face aux nouvelles violences ? » Tel est le thème de la septième édition du forum mondial Normandie pour la paix, organisé par la région Normandie et dont *Le Monde* est partenaire. Il se déroulera les jeudi 26 et vendredi 27 septembre à l'abbaye aux Dames, à Caen. Une quinzaine de débats éclaireront ces violences que les organisateurs décrivent comme « de diverses natures, souvent privées, décentralisées, parfois mafieuses, souvent liées à la contestation sociale, à ses prolongements ethniques ou religieux, au ressentiment, à l'humiliation ou à des changements planétaires qui ne sont pas compris ou qui font peur ». Vous pourrez aussi déambuler dans le Village pour la paix à la découverte de nombreuses animations à destination du grand public et de la jeunesse : ateliers, expositions, témoignages, rencontres avec des auteurs... L'événement est en accès libre, sur inscription. Normandiepourlapaix.fr

Pierre Vimont « La diplomatie ne doit pas faire relâche en temps de guerre »

Le rapport de force militaire ne peut tenir lieu de seul viatique en période de conflit armé. Des formes nouvelles de médiation prennent une place grandissante, explique l'ancien ambassadeur de France aux Etats-Unis

En observant les débats en cours autour de la guerre d'Ukraine, il est frappant d'y constater une forme de grand écart lorsque est évoquée la possibilité de négociations. A ceux qui rejettent toute perspective de dialogue au nom d'une indispensable défaite de la Russie répondent ceux qui plaident pour un règlement négocié à engager sans délai. Ainsi, entre une appréciation volontairement surjouée du rapport de force sur le champ de bataille et l'appel tout aussi irréaliste à une conférence de paix, tout se passe comme si la diplomatie avait perdu sa grammaire.

Cette dialectique du « tout ou rien » est à l'opposé de ce que doit être l'action diplomatique, fondée sur la recherche patiente et sérieuse de solutions à force d'écoute et d'ingéniosité. La diplomatie est affaire de volonté politique et de détermination. Or, aujourd'hui, une certaine forme de résignation s'est installée dans le débat public face aux conflits armés qui se multiplient.

A l'image des résolutions des Nations unies sur l'Ukraine largement ignorées de tous ou des efforts impuissants pour obtenir un cessez-le-feu à Gaza, toutes les tentatives d'action diplomatique paraissent s'épuiser. La récente conférence de Bürgenstock, convoquée pour tenter d'ouvrir une voie vers la paix en Ukraine, s'est révélée tout aussi vaine. De là à conclure que la diplomatie doit se taire et attendre son heure, il n'y a qu'un pas que nombre de responsables franchissent sans en mesurer toutes les conséquences.

C'est là que le bât blesse. En écartant la diplomatie, les dirigeants politiques s'en tiennent à une forme de gestion de crise à courte vue. Il s'agit sans doute dans leur esprit de parer au plus pressé, ce qui est compréhensible. Mais le risque est alors de laisser de côté le règlement des causes profondes de ces guerres et d'ouvrir la voie à la répétition de ces conflits, faute d'en avoir traité les raisons de fond. S'im-

pose insidieusement dans les esprits la logique de puissance qui se trouve précisément à la source de ces conflits. En réduisant la diplomatie au silence, la guerre consolide cet affrontement des puissances. Elle en fait la nouvelle règle d'un ordre mondial déstabilisé.

Certes, en temps de guerre, la fermeté face à l'agresseur reste la condition indispensable pour espérer mettre un terme au choc des armes. Mais elle ne saurait tenir lieu de seul viatique. L'histoire nous a appris que fermeté et dialogue doivent aller de pair. Sinon, le risque est de conduire à une impasse. Pourtant, aujourd'hui, en Ukraine, entre la peur de l'escalade nucléaire d'une part et, de l'autre, la crainte d'une lassitude grandissante des populations, s'en tenir à la seule carte de la fermeté place les dirigeants occidentaux devant un choix inconfortable : celui d'un conflit sans fin ou d'un cessez-le-feu probablement provisoire, avec le risque en retour d'une reprise des hostilités et d'une guerre à répétition.

Faute de regarder en face les causes profondes du conflit et de chercher à y apporter des solutions, ce qui est la raison même de la diplomatie, les responsables politiques se placent eux-mêmes dans un dilemme insoluble. En période de guerre, la diplomatie doit donc avoir toute sa place, complémentaire de celle de la mobilisation militaire. Il faut simplement savoir la calibrer et l'adapter aux circonstances propres à chaque conflit.

Organisations privées

Aujourd'hui, heureusement, des formes nouvelles de diplomatie sont en train de se développer en marge des guerres actuelles. Leur principale originalité est de recourir de plus en plus à une diversité d'acteurs et de les mobiliser avec discrétion. D'abord les pays tiers situés hors de la zone directe des conflits : on voit ainsi les diplomates de plusieurs pays émergents du Sud se proposer en médiateurs pour faciliter des accords.

D'autres intervenants moins visibles sont également actifs : les agences de renseignements dont l'action diplomatique a connu au cours des années récentes un essor remarqué ou encore, de manière tout aussi discrète, les organisations de médiation privées, qui prennent une part grandissante dans ce travail de diplomatie à plusieurs mains. Ces formats diplomatiques originaux permettent en priorité de garantir la confidentialité des discussions. Ils constituent aussi le moyen de surmonter les contraintes impo-



LA DIPLOMATIE PARALLÈLE ABORDE LES PROBLÈMES DE FOND ET PRÉPARE LES ESPRITS AU « JOUR D'APRÈS »

sées par des politiques de sanctions de plus en plus restrictives qui mettent les Etats parties aux conflits dans l'impossibilité d'avoir des contacts directs avec leurs adversaires.

Dès le début de la guerre en Ukraine, ces actions diplomatiques ont su se déployer en périphérie du conflit pour résoudre les problèmes urgents que la diplomatie traditionnelle des Etats ne pouvait résoudre. Elles ont ainsi permis l'acheminement des céréales en mer Noire, assuré la surveillance de la centrale électrique de Zaporijia et organisé à plusieurs reprises la libération de prisonniers militaires. Elles s'attachent encore aujourd'hui à obtenir le retour des enfants ukrainiens arrachés à leurs familles.

A chaque fois, les formats diplomatiques utilisés ont été adaptés aux circonstances, comprenant au gré des questions traitées des représentants de pays tiers ou d'agences des Nations unies, souvent appuyés ou précédés par des médiateurs non étatiques servant de précurseurs et de conseillers dans la recherche de ces accords.

Dans la même veine, en Ukraine comme à Gaza, cette diplomatie parallèle travaille sur le long terme. En facilitant des échanges approfondis sur les causes des conflits, elle aborde les problèmes de fond et prépare les esprits au « jour d'après ». Elle renoue ainsi en toute confidentialité les fils d'un dialogue entre les parties et s'efforce d'établir, souvent laborieusement, les bases d'une négociation qui pourrait, le moment venu, s'engager entre les Etats concernés eux-mêmes.

Cette nouvelle diplomatie trouve donc sa place en marge des guerres en cours, avec discrétion, mais sans complaisance. Elle offre aux belligérants la possibilité de sortir des options exclusivement militaires et de travailler patiemment à la recherche de solutions de paix. Il ne faut donc pas désespérer de la diplomatie en temps de guerre. ■

Pierre Vimont est chercheur associé à la Fondation Carnegie Europe et ancien ambassadeur de France aux Etats-Unis. Il a été secrétaire général exécutif du Service européen d'action extérieure de l'Union européenne. Il est membre du conseil de fondation du Centre Henry-Dunant pour le dialogue humanitaire, à Genève, pionnier de la médiation discrète et impartiale des conflits

Yan Morvan

Photographe

Figure incontournable du photojournalisme dans les années 1980, Yan Morvan a couvert aussi bien la guerre du Liban que le conflit nord-irlandais, mais il s’est surtout fait connaître pour son goût pour les êtres à la lisière de la société: gangs, punks, skinheads, rockeurs, fétichistes, prostituées… Tête brûlée du photoreportage, toujours en quête d’expériences et de sujets inédits, il est mort le 20 septembre à Paris, à 70 ans, après cinquante ans de photographie et une vingtaine de livres.

Fils d’un officier de marine mais en rupture de ban, adolescent nourri des récits de *l’Iliade* et grand amateur de péplums, Yan Morvan veut vite écrire l’histoire, voire en être. Dans ces années 1970 agitées par les débats politiques, l’étudiant en cinéma à Vincennes (Val-de-Marne) commence par photographier les manifestations pour le journal *Libération*, tout en enchaînant les petits boulots.

Fasciné par un rockeur déglingué rencontré place du Tertre, à Paris, en 1975, il va trois ans durant s’immerger dans la vie des blousons noirs, loubards de banlieue parisienne qui dérivent entre musique, violence et motos. Son travail heurté, en noir et blanc, sera publié sur plusieurs pages dans *Paris Match* et dans un livre, *Le Cuir et le Baston*, avec le journaliste Maurice Lemoine (éd. Jean-Claude Simoën, 1977).

De quoi se faire recruter dans l’agence Sipa de Göksin Sipahioğlu, l’une des trois grandes agences en «A» stars des années 1970-1980 (Sipa, Gamma, Sygma). De façon assez ironique pour ce «*cryptosituationniste tendance anarchiste*», c’est pourtant une photo glamour qui lui rapporte son premier vrai succès: en 1981, à Londres, il immortalise la princesse

Diana le jour de son mariage, au bref instant où elle le regarde droit dans les yeux depuis son carrosse. Il se plonge la même année dans le conflit nord-irlandais, aux côtés des jeunes catholiques pris dans les «*Troubles*» à Belfast et à Derry, qui jettent des pierres alors que le leader de l’IRA, Bobby Sands, meurt de faim dans sa prison.

Mais son grand sujet à l’époque sera le Liban: il y part au pied levé en 1982, pour remplacer le photographe Reza Deghati, blessé. S’ensuit une collaboration avec le magazine américain *Newsweek*, et un séjour qui durera près de trois ans, ponctué de tirs d’obus et de multiples rencontres: avec le leader palestinien Yasser Arafat et le président libanais Amine Gemayel, avec des combattants des différentes confessions, avec les civils qui tentent de survivre. Il racontera y avoir frôlé la mort à deux reprises, comme à Tripoli, dans le nord du pays, où les Frères musulmans le prennent pour un agent israélien, avant de l’épargner… à condition qu’il se convertisse à l’islam.

«Leçon de photojournalisme»

En 1985, Yan Morvan retourne sur place, armé d’une chambre photographique, captant sur la «*ligne verte*» qui sépare Beyrouth en deux des portraits de combattants et d’habitants. Sa «*guerre de Troie*», comme il l’appelle, sera publiée dans un énorme livre, *Liban* (2018, éd. Photosynthèses). Dès ses débuts, il cultive son look et sa réputation de personnage inspiré, bravache, sulfureux. «*Il portait un pantalon de cuir noir, une cape en cuir rouge et des santiags! On l’appelait “el Loco”, “le Fou”,* sourit Jean-François Leroy, directeur du festival de photojournalisme de Perpignan, alors jeune recrue de l’agence. *Mais, en réalité, il était très généreux, j’ai*



En 2018. RENAUD MONFOURNY/LEEXTRA VIA OPALÉ

énormément appris à ses côtés. Son travail sur le Liban reste une leçon de photojournalisme.»

L’intéressé, auréolé de deux prix World Press, est aussi connu pour pousser très loin son immersion auprès de ses sujets, qu’ils soient ou non recommandables. «*Il était toujours un peu dans la provocation, il embêtait tout le monde, et il aimait fréquenter les “méchants”, fouiller là où personne ne voulait aller,* concède son amie de longue date Maureen Auriol, ancienne directrice photo du journal *Globe*, qui a publié à l’époque ses portraits posés de skinheads. *C’était un dingue de boulot, passionné d’histoire, un perfectionniste. Il voulait faire une radiologie de la société, de l’extrême gauche à l’extrême droite, des tarés en tout genre. Et qu’est-ce qu’on a rigolé!*»

Une fascination pour les êtres troubles qui manquera lui coûter cher. Yan Morvan va fréquenter

sans le savoir le tueur et violeur en série Guy Georges. En 1994, lancé par *Paris Match* dans un sujet sur les banlieues et la «*fracture sociale*», il est mis en contact avec deux sombres individus, «*Mehdi*» et «*Jo*», qui vivent dans un squat (ce dernier deviendra même son assistant).

Selon le photographe, ces deux hommes, dealers et auteurs de crimes violents, sont aussi des indics protégés par la police. Ils exigent bientôt du photographe qu’il fasse des photos truquées, avec des pistolets factices, afin de faire croire que les armes circulent en abondance en banlieue. Pour ce faire, ils n’hésitent pas à le tabasser pendant trois semaines chaque jour, et menacent de s’en prendre à sa famille. Le photographe finit par se planquer dans le Sud avec ses proches et à porter plainte.

«*Mehdi*» finira en prison, et «*Jo*», alias Guy Georges, sera relâché

peu après… jusqu’à ce qu’en 1998 son ADN le confonde et le fasse connaître comme le «*tueur de l’Est parisien*». Yan Morvan ressort alors ses photos où son ancien assistant pose, façon bandit de western, l’arme à la main et le foulard sur la bouche, dans un squat aux murs couverts de ses photos.

A partir des années 1990, Yan Morvan délaisse la presse pour des travaux au long cours. Dans l’un d’eux, monumental, il se consacre en toute modestie à l’«*histoire de la guerre*»: avec une chambre photographique, il explore de façon systématique des centaines de sites de bataille, depuis l’Antiquité jusqu’à nos jours – un projet qui sera exposé aux Rencontres d’Arles en 2016. Il ressort aussi ses anciens reportages sous forme de livres, et regroupe ses archives sur un site, Archives Yan Morvan.

Lauréat d’une bourse de l’Etat dans le cadre de la grande com-

4 AVRIL 1954 Naissance à Paris
1977 «*Le Cuir et le Baston*», avec Maurice Lemoine (éd. Jean-Claude Simoën)
1982 Commence à couvrir la guerre du Liban
2016 Expose ses «*Champs de bataille*» à Arles
20 SEPTEMBRE 2024 Mort à Paris

mande «*Radioscopie de la France*» de 2021 et 2022, il s’est employé à faire des portraits de consommateurs de crack dans une capitale qui aurait préféré les oublier à l’approche des Jeux olympiques. Et pour le magazine *Marianne*, il a traité la bataille de Marioupol, mais vue du côté russe – non sans faire lever quelques sourcils, comme à son habitude. ■

CLAIRE GUILLOT

Amadou Mahtar Mbow

Ancien directeur général de l’Unesco

Par son érudition et sa traversée d’un siècle, Amadou Mahtar Mbow était l’une des bibliothèques vivantes les plus riches d’Afrique de l’Ouest. Il est mort, mardi 24 septembre, à Dakar, là où il était né cent trois ans plus tôt. Ardent défenseur des libertés, Amadou Mahtar Mbow a eu mille vies qui ont notamment fait de lui le premier Africain directeur général de l’Unesco. Né en mars 1921, Amadou Mahtar Mbow grandit à Louga, dans le nord-ouest du Sénégal. A la fin des années 1920, la région est frappée par la famine. Le gamin voit des gens mourir et ces images le marqueront à vie. «*Il faut avoir vécu cela pour en comprendre l’angoisse*», disait-il.

La seconde guerre mondiale éclate, il a 18 ans. Amadou Mahtar Mbow s’engage en tant que volontaire dans l’armée de l’air et intègre l’Ecole des radiotélégraphistes de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine). Dans la ville encerclée, il parvient régulièrement à franchir la ligne de démarcation. Il est démobilisé en 1940 et retourne au Sénégal, où il travaille au service économique de la circonscription de Dakar et dépendances.

La guerre devient mondiale et, en janvier 1943, Amadou Mahtar Mbow est rappelé sous les drapeaux puis affecté à la base aérienne de Thiès, près de Dakar. De là, il réussit le concours d’entrée à l’Ecole supérieure de tir aérien



A Paris, en 1987. GEORGES MERILLON/GAMMA-RAPHO VIA GETTY IMAGES

d’Agadir qui lui permet de servir, jusqu’en octobre 1945, au Maroc puis en France.

Grâce notamment à ses tirs, à ses goudriers et à ses spahis lors du débarquement de Provence, auquel Amadou Mah-

20 MARS 1921 Naissance à Dakar

1944 Participe au débarquement de Provence

1968-1970 Ministre sénégalais de l’enseignement, puis de la culture.

1974-1987 Directeur général de l’Unesco

24 SEPTEMBRE 2024 Mort à Dakar

tar Mbow participe, la France est libérée. Le jeune homme décide de rester dans un Paris bouillonnant où les désirs d’indépendance se renforcent chez les étudiants africains.

«*Un jour, la gendarmerie est venue me signifier que je devais rentrer au Sénégal pour être démobilisé,* déclarait-il dans *Amadou Mahtar Mbow. Une vie, des combats* (éd. Vives Voix, 2019). *Je leur ai répondu: pour faire la guerre, je suis français et pour étudier, je ne le suis plus. Allez-vous faire voir!*» Il passe son baccalauréat et entre à la Sorbonne, où il s’inscrit en histoire et géographie.

Dans l’effervescence intellectuelle du Quartier latin, Amadou Mahtar Mbow s’engage dans le syndicalisme étudiant et milite pour une indépendance immédiate des colonies. Il rentre au Sénégal pour mener la lutte, s’intéresse à l’éducation, matière essentielle selon lui pour former les élites de demain. Il va consacrer quinze années de sa vie à l’enseignement.

En parallèle, il fait de la politique. Le 20 août 1960, lorsque le Sénégal proclame son indépendance, Leopold Sédar Senghor devient président de la République.

Après un temps dans l’opposition, Amadou Mahtar Mbow est nommé ministre de l’éducation nationale (1966-1968) puis de la culture et de la jeunesse (1968-1970), et enfin député. Au cours de

cette période, il se heurte à Léopold Sédar Senghor, car il déplore notamment l’existence d’accords franco-sénégalais qui confèrent encore à la France une tutelle sur l’université de Dakar. «*Le recteur est alors nommé par la France,* rappelle le journaliste Hamidou Anne, auteur d’*Amadou Mahtar Mbow. Une vie, des combats. L’ancienne puissance coloniale pouvait ainsi interférer dans le fonctionnement de l’enseignement supérieur. Contrairement à Senghor, Mbow voulait que l’université de Dakar soit une université africaine.*»

Deux mandats

Le 15 novembre 1974, Amadou Mahtar Mbow est élu à l’unanimité directeur général de l’Unesco. Il devient la septième personnalité à accéder à ce poste prestigieux, le premier Noir à diriger une organisation onusienne. Il veut alors œuvrer pour un monde «*plus fraternel*» et s’atteler à la sauvegarde du patrimoine et évidemment de l’éducation. Sous son impulsion, les pays du Sud demandent un «*rééquilibrage*» des rapports dans le domaine de l’information, déplorant notamment que les grandes agences de presse soient aux mains des grandes puissances.

En 1977, Amadou Mahtar Mbow crée une Commission internationale qu’il confie à l’Irlandais Sean MacBride, fondateur d’Amnesty International et Prix Nobel de la paix (1974), et dans laquelle on re-

trouve aussi Hubert Beuve-Méry, fondateur du *Monde*.

En 1980, Amadou Mahtar Mbow est réélu, dans un climat alourdi par la guerre froide et les tensions entre pays du Nord et pays du Sud. Avec fracas, les Etats-Unis, plus grands contributeurs de l’Unesco, décident de se retirer de l’institution onusienne, qui se voit alors amputée de 25 % de son budget. «*Amadou Mahtar Mbow va très intelligemment réorganiser l’organisation et faire en sorte qu’aucun salarié ne soit licencié,* se souvient Georges Kutukdjian, ancien responsable de l’éducation aux droits de l’homme et à la paix (1982-1991). *C’était un homme intègre, méticuleux et juste.*» Mais les tensions avec les Etats-Unis et le Royaume-Uni vont lui coûter sa réélection pour un troisième mandat.

Retiré au Maroc, il revient dans le jeu politique au Sénégal. Entre 2008 et 2009, Amadou Mahtar Mbow préside les assises nationales, une vaste coalition qui s’oppose à la réélection d’Abdoulaye Wade en 2012. A Dakar, où une université porte son nom, de nombreux visiteurs lui rendaient encore visite à la fin de sa vie. Il y avait des politiciens, des instituteurs, des enseignants… Ils venaient demander au «*vieux*» un conseil ou obtenir son appui. Amadou Mahtar Mbow vivait au milieu des livres de son immense bibliothèque. ■

PIERRE LEPIDI

Jean-Luc Mélenchon et François Ruffin ont exposé, à moins d'une semaine d'intervalle, sous des formes différentes, deux stratégies électorales pour la gauche. En marge d'une manifestation fustigeant le refus d'Emmanuel Macron de nommer Lucie Castets à Matignon, le chef de file de La France insoumise (LFI) a expliqué de manière crue à des militants l'intérêt de concentrer les énergies sur un segment particulier de l'électorat populaire, celui des quartiers. En rupture de ban avec LFI, le député de la Somme François Ruffin a dénoncé quant à lui cette lecture « *spatiale* » et « *quasi raciale* » des classes populaires se substituant à celle fondée sur les classes sociales constitutive de l'identité historique de la gauche. Contre cette approche segmentée, il prône la reconquête de l'ensemble des classes populaires dont le divorce avec sa famille politique est acté depuis longtemps.

Entre les lignes, il s'agirait de retrouver un paradis perdu, celui de l'union de la gauche des années 1970 entre le Parti socialiste (PS) et le Parti communiste (PCF), au cours duquel ces deux formations captent une large majorité du vote populaire. Au second tour de l'élection présidentielle de 1981, François Mitterrand recueille 72 % du vote des ouvriers et 62 % de celui des employés se rendant aux urnes.

Hémorragie

Dans les années 1980, le chômage de masse, très lié à l'accélération de la désindustrialisation, précipite la fragmentation du monde ouvrier en même temps qu'il affaiblit les syndicats, jusqu'alors vecteur privilégié de la politisation à gauche de ces couches sociales. La transformation du système de valeurs dominant en Occident, dont témoigne la place de plus en plus centrale accordée à l'épanouissement individuel et à la liberté de choix, rend moins audible le plaidoyer traditionnel des gauches pour la solidarité et l'entraide.

En se résignant rapidement à mettre en œuvre une politique d'austérité au nom des contraintes de la mondialisation libérale et de la construction de l'Europe, la gauche au pouvoir érode sérieusement son assise populaire. Le PS ne s'in-

Mathieu Fulla

Reconquérir un électorat hostile à la gauche implique un travail de terrain ardu

Les stratégies opposées de François Ruffin et de Jean-Luc Mélenchon pour faire gagner la gauche pourraient ne pas porter leurs fruits d'ici à l'élection présidentielle de 2027, estime l'historien



POUR LE DÉPUTÉ DE LA SOMME, IL S'AGIRAIT DE RETROUVER LE PARADIS PERDU DE L'UNION DE LA GAUCHE DES ANNÉES 1970, QUI CAPTAIT LE VOTE POPULAIRE

quiète pas de cette hémorragie avant la défaite traumatique de Lionel Jospin au premier tour de l'élection présidentielle du 21 avril 2002. L'avertissement lancé au cours de la campagne par l'ancien premier ministre Pierre Mauroy, qui enjoint au candidat socialiste de ne pas considé-

rer le terme « *ouvrier* » comme un « *gross mot* », reste sans effet : 13 % d'entre eux seulement lui accordent leur suffrage.

La rupture acide entre Jean-Luc Mélenchon et François Ruffin ne doit pas faire oublier que le premier a longtemps défendu la stratégie de reconquête prônée par le second. En 2005, le courant mélenchoniste Pour la République sociale signe avec les partisans de Laurent Fabius une motion commune dans la perspective du congrès tenu par le PS au Mans en novembre. Rassemblant les soutiens du non à la Constitution européenne, le texte appelle à renouer avec « *la France populaire, celle des ouvriers, des employés, des petits agriculteurs et artisans qui voient leur statut et leur existence se dégrader* ».

A la tête du Parti de gauche puis de LFI, Mélenchon s'efforce, jusqu'en 2019, de séduire les « *fâchés pas fachos* » des milieux populaires, réfugiés dans l'abstention ou ayant opéré un glissement vers la droite et, de plus en plus souvent, vers l'extrême droite. L'entreprise fait long feu. Elle contribue à expliquer la réorien-

tation stratégique opérée depuis par la direction de LFI vers la « *stratégie des tours* » et de la jeunesse.

Ce glissement progressif, dont les effets sont déjà très visibles en 2022, ne peut se comprendre sans garder à l'esprit l'obsession, toute mitterrandienne, de Jean-Luc Mélenchon pour la conquête de la magistrature suprême. Le choix de s'adresser prioritairement à des électors et à des territoires déjà largement acquis lui semble la voie la plus sûre pour accéder au second tour en 2027 et y affronter le candidat du Rassemblement national (RN).

Redynamisation des milieux syndicaux

Les « insoumis » ne sont cependant pas les premiers, à gauche, à envisager de « laisser tomber » une grande partie des classes populaires, notamment celles concentrées dans les territoires périurbains, aujourd'hui solides bastions du RN. En 2011, au nom de l'efficacité électorale, une note rédigée par un think tank proche du PS, Terra Nova, recommandait déjà au futur candidat socialiste à l'élection présidentielle non pas

d'abandonner les classes populaires, comme cela est trop souvent affirmé, mais plutôt de cibler l'effort militant sur « *la France de la diversité* », présentée comme la composante la plus dynamique de la gauche. La direction de LFI s'est réapproprié cette grille d'analyse qui suscitait jusqu'à présent un fort embarras dans les milieux de gauche.

La « *stratégie des bourgs* » préconisée par François Ruffin s'accorde mal avec le temps court de la vie politique contemporaine. Réévangéliser des territoires et des couches sociales hostiles à la gauche implique un travail de terrain ardu et peu gratifiant. A long terme, l'entreprise peut néanmoins se révéler fructueuse. Avant même l'unité de 1905 donnant naissance à la Section française de l'Internationale ouvrière, ses leaders, de Guesde à Jaurès, comprennent qu'élargir l'audience des organisations socialistes passe par la « *conquête des terroirs* », la société française étant majoritairement rurale. Cette entreprise de longue haleine, menée par ceux que l'on appelle alors les « *commis voyageurs de la Sociale* », permet l'implantation du parti et de ses idées dans les mondes de la vigne en Bourgogne et dans le Midi (mais pas en Champagne, en Alsace et dans le Beaujolais).

La mise en œuvre aujourd'hui d'une telle stratégie, dont les premiers effets ne se feraient probablement sentir qu'après 2027, repose sur la redynamisation des milieux syndicaux et associatifs proches de la gauche et sur sa capacité à mobiliser un nombre suffisant de militants qui se consacrent à la cause. Un pari politiquement difficile à prendre à l'heure de la V^e République présidentialisée, où les formes de mobilisation de la jeunesse débordent et contournent largement les appareils partisans à l'égard desquels le degré de défiance n'a jamais été aussi fort. ■

Mathieu Fulla, historien, est chercheur au Centre d'histoire de Sciences Po, spécialiste de l'histoire des gauches en Europe

Pierre-Nicolas Baudot La gauche doit reconnaître la production d'idées et la stratégie électorale comme indissociables

Ces derniers mois ont vu le retour en politique des références à la social-démocratie. Sa signification a cependant sensiblement évolué depuis la seconde moitié du XIX^e siècle. Née d'une indignation face à l'ordre social, la social-démocratie s'est inscrite dans le dernier tiers du XX^e siècle au rang des gestionnaires de la mondialisation capitaliste.

A mesure que nombre de partis socialistes revendiquaient leur capacité à intégrer les contraintes budgétaires de l'Etat et à exercer durablement le pouvoir, la référence à la social-démocratie s'est moins située sur un plan doctrinal que stratégique. Ainsi se réduit-elle souvent aujourd'hui à invoquer une « gauche de gouvernement » face à une gauche « de rupture », décrite comme sectaire et dangereuse – quitte à faire abstraction de ses propres inclinations néolibérales.

Le retour de cette référence a cependant le mérite de faire remarquer une absence : alors que les partis sociaux-démocrates ont historiquement été une émanation du mouvement ouvrier et que souvent les syndicats et les mouvements sociaux en ont été des alliés objectifs, la question des rapports de la gauche à la société et des formes d'organisation pour les permettre n'est que rarement posée. « France des bourgs »

Pour se renouveler, la gauche devra se poser un certain nombre de questions, parmi lesquelles celles de son rapport à la démocratie sociale et de la place à conférer à un militantisme qui a changé, explique le politiste

contre « France des tours », dialogue avec le nouveau gouvernement ou censure, destitution d'Emmanuel Macron... la rentrée politique n'a pas été avare, à gauche, de débats stratégiques. Cette même gauche se révèle cependant moins disert quant à ses propres formes d'organisation. De même, si l'appel incantatoire à « produire des idées » est une figure rituelle du commentaire politique, la capacité des partis à faire vivre ces idées, à les capter ou à les porter est peu interrogée. Il est admis que les partis se chargent de faire apparaître aux groupes sociaux leurs intérêts communs. Cependant, la question relative au moyen de s'adresser à ces groupes – de se rendre visible à eux, de les concerner et de leur témoigner de ce qu'un engagement de gauche peut signifier – paraît tristement secondaire.

Logiques partisans prolongées

Pourtant, en politique les questions sont souvent plus importantes que les réponses. Or, les travaux de science politique s'accordent pour donner une image guère reluisante des partis, à laquelle la gauche n'échappe pas. Ils inspirent une forte défiance dans l'opinion et sont décrits comme

des entre-soi professionnalisés et repliés sur eux-mêmes, où se côtoient élus, collaborateurs d'élus et aspirants à l'élection, selon des normes qui leur sont propres.

Les accords de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes), puis du Nouveau Front populaire (NFP) ont constitué des innovations salvatrices pour la gauche, qui a pu obtenir ou conserver des groupes à l'Assemblée nationale et sans doute maximiser ses résultats. Pour autant, ils n'ont pas modifié l'organisation des partis. En maintenant les groupes parlementaires, ils ont prolongé les logiques partisans et les mécanismes de différenciation qui en découlent. Mécaniquement, les deux accords héritent d'un destin similaire : en période d'élections, les partis ont intérêt à l'union et à la maximisation des sièges obtenus ; après, chacun devant faire la preuve de son poids dans le rapport de force, les différenciations reprennent.

Si cette trajectoire résulte de la présidentialisation du régime et de l'instabilité du paysage politique depuis 2017, elle renvoie également aux limites d'une forme partisane vilipendée, mais peu débattue. La gauche aurait pour-



SI LE LIEN ENTRE LES PARTIS ET L'ÉTAT S'EST RENFORCÉ, CELUI AVEC LA SOCIÉTÉ EST ABÎMÉ

tant tout intérêt à reconnaître la production d'idées, la stratégie électorale et le modèle d'organisation comme indissociables.

Certes, on se réjouira toujours que de nouvelles idées émergent, mais on peut également reconnaître que la gauche n'en manque pas, à condition qu'elle regarde du côté des syndicats, des mouvements sociaux ou des collectifs qui s'adonnent à penser de nouvelles recettes politiques. La question n'est donc pas celle de sa faculté à s'imposer, par en haut, à ces espaces, mais celle de sa capacité à s'y inscrire tant pour profiter de leurs dynamiques que pour apparaître concrètement aux acteurs qui s'y

trouvent. C'est un fait que les transformations socio-économiques du XX^e siècle, et leurs effets sur le développement de nouvelles formes d'organisation du travail, n'ont pas été porteuses pour la permanence d'une conscience collective favorable à l'ancrage social d'une pensée de gauche. De plus, si ces évolutions ont donné naissance à de nouveaux groupes sociaux dominés, elles ont également suscité des réactions libérales, réactionnaires ou les deux à la fois.

Méfiance

Ces constats rendent d'autant plus indissociables les appels au travail doctrinal et le souci d'une refonte organisationnelle destinée à penser les partis depuis la société, et non au-dessus d'elle. L'histoire de la gauche démontre que, même au meilleur de sa forme, les mouvements de contestation ou d'émancipation n'ont pas procédé des partis, mais y ont abouti – lui permettant de se placer auprès de groupes sociaux en expansion numérique. La méfiance que suscitent les partis est moins liée à une forme partisane générique, qu'à son état actuel. Si, du fait de leur professionnalisation, le lien en-

tre les partis et l'Etat s'est renforcé, celui avec la société est abîmé. Ce constat impose de repenser la capacité à assurer un lien à double sens entre la société et l'Etat.

Pour cela, la gauche devra admettre de se poser un certain nombre de questions, parmi lesquelles celles de son rapport à la démocratie sociale, de la place à conférer à un militantisme qui a changé mais qui demeure, d'une organisation qui considère le pluralisme et la délibération collective sans hypothéquer l'unité, de la sociologie de ses représentants ou encore de son inscription dans le monde du travail. Ce travail suppose de déconstruire la distinction entre idées et structures, pour mieux mesurer leur imbrication et l'indissociabilité du projet politique et de l'organisation collective. ■

Pierre-Nicolas Baudot est docteur en science politique. Il est l'auteur d'une thèse sur le Parti socialiste et la politisation de la question des immigrés (1971-2017)

Hakim El Karoui France des bourgs, France des tours, même combat !

Arrêtons d’opposer les habitants socialement défavorisés des sous-préfectures et ceux des banlieues, alors qu’ils sont tous touchés par un chômage massif et un pouvoir d’achat trop faible, exhorte l’essayiste et consultant

La vie politique aime les oppositions absurdes. Elles structurent le paysage, nourrissent de grands discours et permettent de faire diversion quand on n’a pas d’idées. Une des oppositions qui a le plus de succès ces dernières années, c’est celle des banlieues et de la France périphérique, entendons celle des immigrés que l’on oppose aux « petits Blancs ». Les « gilets jaunes » sont passés par là, le géographe Christophe Guilluy aussi, et le succès du Rassemblement national a fini de valider cette théorie. A gauche, François Ruffin attaque Jean-Luc Mélenchon parce qu’il aurait abandonné « la France des bourgs ». A droite, les responsables des Républicains ont fait leur cette opposition depuis longtemps, dénonçant les « *milliards des banlieues* ».

On se souvient bien sûr de la note de Terra Nova, en 2011, « Gauche : quelle majorité électorale pour 2012 ? », souvent mobilisée pour caractériser la stratégie électorale de Mélenchon. Lors de sa publication, on avait conclu de ce travail que les intellectuels sociaux-démocrates abandonnaient le monde ouvrier pour théoriser l’alliance des femmes, des jeunes et des minorités, sur le modèle qui avait si bien réussi au Parti démocrate américain dans les années 1990.

Rationalisation ex post ? Lionel Jospin avait obtenu 11 % des voix des ouvriers en 2002. Ou tout simplement changement de perspective ? Après tout, la moitié des ouvriers et des employés sont des femmes, une bonne partie d’entre eux est jeune et la plupart des minorités appartiennent à des milieux populaires, notamment ouvriers.

Plutôt que d’englober dans un grand sac les « ouvriers », la note de Terra Nova avait pris un autre point de vue pour aborder cette population : non plus celui des catégories socioprofessionnelles, mais celui de caractéristiques personnelles, considérant que le fait d’être jeune, femme et/ou immigré décrivait parfois plus efficacement le statut d’outsider, voire de subalterne, des intéressés. La vraie rupture, c’était avec l’analyse marxiste, qui réduisait les individus à leur position socio-économique, pas avec les cibles électorales de la gauche.

Cette erreur d’analyse sur la note Terra Nova est intéressante, car c’est le même type de falsification qui est en jeu dans la construction de l’opposition « bourgs contre tours ». Quittons l’ordre du discours et regardons la réalité. On y voit en effet tout autre chose qu’une opposition entre les banlieues et les sous-préfectures, les Blancs et les basanés. Les catégories les plus fragiles ont toutes les mêmes pro-

blèmes : le pouvoir d’achat trop faible en temps d’inflation, un surchômage flagrant quand on regarde le sujet par stratification sociale, une plus forte exposition aux conséquences du changement climatique, qui vont aller en s’aggravant.

La désindustrialisation chère à François Ruffin a touché les petites villes, les bassins miniers et industriels de l’Est et du Nord comme les banlieues anciennement industrielles des grandes villes. La part des ouvriers a fondu. Et parmi ces ouvriers, il y avait des Français de longue extraction comme beaucoup d’immigrés récents.

Ensuite, les banlieues ne sont pas mieux traitées que les bourgs. Bien au contraire. D’abord parce que les métropoles redistribuent énormément d’argent vers le reste du territoire : l’Île-de-France, c’est 31 % du produit intérieur brut (PIB) français, mais seulement 22 % des revenus. Pourquoi cette différence ? Parce que le système social prélève là où il y a création de richesses pour redistribuer là où les besoins sociaux sont les plus importants. Et notamment là où les retraités sont nombreux, puisque les deux tiers des 30 % du PIB de prélèvements sociaux leur sont destinés.

Rassurer les « petits Blancs »
Or, où vivent les retraités ? Dans les bourgs, et pas dans les tours. La Seine-Saint-Denis compte 13 % de retraités, contre 30 % pour la Nièvre ou 25 % dans le Var, et c’est le huitième département contributeur au financement de la protection sociale... et le dernier receveur, alors que c’est le département le plus jeune, le plus pauvre et là où il y a le plus d’immigrés en France. C’est aussi le troisième département métropolitain avec le moins d’effectifs de la fonction publique hospitalière par habitant. Quant aux habitants des tours, ils ne vivent pas plus que les autres des transferts sociaux : 6100 euros par an contre une moyenne nationale de 6800.

Alors, c’est vrai, il y a plus d’opportunités quand on habite une banlieue populaire d’une grande ville qu’un quartier pauvre d’une petite ville : entre 2007 et 2018, 29 % de l’augmentation de la masse salariale en France s’est ainsi faite en Seine-Saint-Denis ! C’est la force des métropoles.

N’est-ce pas Terra Nova alors qui avait raison ? La stratification politique qui fonctionne aujourd’hui n’est pas d’abord sociale, mais individuelle : les habitants des tours votent pour l’extrême gauche et ceux des bourgs pour l’extrême droite. Il est vrai que les populations, si elles ont beaucoup de points communs sociaux, ne sont pas les mêmes. Les populations des



LA STRATIFICATION POLITIQUE QUI FONCTIONNE AUJOURD'HUI N'EST PAS D'ABORD SOCIALE, MAIS INDIVIDUELLE : LES HABITANTS DES TOURS VOTENT POUR L'EXTRÊME GAUCHE ET CEUX DES BOURGS POUR L'EXTRÊME DROITE

quartiers populaires métropolitains sont ainsi composées de beaucoup plus d’immigrés que les autres : 14 % dans les quartiers postindustriels du Nord et de l’Est, 25 % dans les quartiers populaires des grandes métropoles (« Les quartiers pauvres ont un avenir », Institut Montaigne, octobre 2020). Elles sont aussi nettement plus jeunes.

L’extrême droite a vu l’aubaine : « Vous avez les mêmes problèmes sociaux, mais on va vous diviser avec une ligne de partage identitaire », dit-elle en substance. Objectif : rassurer les « petits Blancs », leur donner le sentiment qu’il y a plus bas qu’eux sur l’échelle sociale. C’est pratique, quand on n’a pas le dé-büt d’une solution pour améliorer leur niveau de vie.

Alors que faire pour parler aux milieux populaires ? Faire en sorte que le travail paie plus. Comment ? En baissant les charges sociales, et donc le niveau des pensions, tout en augmentant les salaires. Pourquoi ? Parce que les retraités ont des revenus supérieurs à ceux des actifs, situation temporaire qui grève la compétitivité française et pèse sur les moins qualifiés. Veut-on investir dans le passé ou dans l’avenir ?

Alors que la scène politique et idéologique française est sinistrée, débattre de ce sujet serait beaucoup plus intéressant que les oppositions absurdes créées par ceux qui n’ont plus d’idées. C’est possible. C’est surtout nécessaire. Et c’est urgent, car 2027 approche. ■

Hakim El Karoui est président du Club 21^e siècle et chercheur associé au laboratoire d’idées Terra Nova

Malika Menoud Il est possible d’agir sur les émissions de méthane d’origine humaine

Alors que la concentration de ce gaz dans l’atmosphère a connu une hausse sans précédent depuis vingt ans, contribuant au réchauffement climatique, les leviers pour freiner les émissions de méthane sont connus et loin d’être inaccessibles, affirme la chercheuse en sciences atmosphériques

En matière de climat, les bonnes nouvelles sont plutôt rares. Le récent bilan mondial du méthane, publié le 10 septembre par 69 scientifiques du consortium Global Carbon Project, ne déroge pas à cette règle puisqu’il établit que les émissions de ce gaz n’ont jamais été aussi fortes et qu’elles continuent de progresser. Depuis 2020, on observe une augmentation sans précédent de la concentration de méthane dans l’atmosphère. Un niveau record – 2,6 fois supérieur à l’ère préindustrielle – a été atteint en 2023.

Les effets catastrophiques des émissions de cette molécule simple, principal constituant du gaz naturel de nos chaudières et cuisinières, sont désormais bien établis : puissant gaz à effet de serre, le méthane a une capacité de réchauffement de trente fois celle du dioxyde de carbone (CO₂) sur cent ans, il est responsable d’un tiers de la hausse des températures que l’on observe actuellement.

Publié tous les quatre ans, le travail des scientifiques du consortium établit qu’un tiers des émissions sont imputables à des processus naturels. Une partie du méthane est en effet produite par fermentation microbienne dans les eaux stagnantes comme les marais, les vastes étendues de zones humides, dans les tropiques et hautes latitudes. Or, ces milieux, victimes du réchauffement climatique, voient leurs émissions augmenter avec la hausse des températures, ce qui accroît encore le réchauffement, dans un véritable cercle vicieux.

Les deux autres tiers des émissions sont directement imputables aux activités humaines, et ont aussi augmenté entre 2000 et 2020. Lui-même combustible carbone fossile, le méthane est présent dans les mines souterraines de ressources fossiles (charbon, pétrole et gaz lui-même) qui continuent d’être exploitées. Il est aussi produit par fermentation microbienne dans l’estomac des ruminants et dans nos déchets, des émissions qui ont doublé depuis vingt ans.

La bonne nouvelle, c’est qu’il est possible d’agir sur ces émissions d’origine humaine. Et les leviers pour les freiner sont connus et loin d’être inaccessibles. Ainsi, en ne considérant que les mesures à zéro coût, nous pouvons réduire nos émissions de méthane d’un quart. Et nous pouvons les diminuer de moitié en utilisant tous les leviers et les technologies actuelles. Cela représente une réduction du réchauffement de 0,2 à 0,5 °C d’ici à 2100, soit de 10 % à 25 % de l’objectif fixé par les accords de Paris.

Une première piste de solution concerne la dégradation de nos déchets et eaux usées : la réduction des quantités doit aller de pair avec une collecte et une conversion contrôlée en biogaz combustible. Une deuxième piste se rapporte à la riziculture, source non négligeable de méthane fermenté, liée à la production alimentaire humaine et sur laquelle on peut agir en privilégiant certaines variétés et méthodes de culture, qui permettent par exemple de limiter la durée de submersion des parcelles. Une troisième piste se rapporte à l’élevage des ruminants, principale source des émissions microbiennes d’origine humaine, surtout quand il est

Malika Menoud est chercheuse en sciences atmosphériques au Laboratoire des sciences du climat et de l’environnement de l’université Paris-Saclay

pratiqué à l’échelle industrielle dans les pays développés et en développement. C’est le système digestif même de ces animaux qui est basé sur un microbiote producteur de méthane. Les ruminants évacuent le méthane surtout lors de leur expiration. Des techniques, comme l’apport de certains types de nourriture, peuvent diminuer jusqu’à 30 % de ces émissions.

Mais sans une réduction de la taille des cheptels, il sera difficile d’aller au-delà. Freiner notre consommation de produits animaux, surtout provenant d’élevage de ruminants, est donc directement bénéfique pour le climat. Pour illustrer ce que l’élevage représente, une étude a comptabilisé la biomasse des mammifères sur terre – c’est-à-dire la masse totale des individus. Les humains représentent 36 %, les mammifères qu’ils exploitent 58 %, et les 6 % restants sont les mammifères sauvages. Difficile avec un tel déséquilibre de maintenir un écosystème durable.

Eviter de gâcher les ressources

Si l’ensemble des mesures citées sont nécessaires, l’ultime et principal levier de réduction concerne les énergies fossiles. Ce sont de 50 % à 80 % des émissions de méthane qui peuvent y être immédiatement évitées, en capturant le gaz qui s’échappe des forages, au lieu de le laisser se volatiliser ou bien brûler à l’air libre. Pour cela, il apparaît indispensable de contrôler et de réparer régulièrement les fuites sur les installations et sur le réseau de distribution.

Etonnamment, malgré les gains économiques potentiels, ces pratiques ne vont pas de soi pour les entreprises exploitantes. Jusqu’à peu, elles n’étaient même pas tenues de contrôler et de déclarer leurs émissions. Une loi européenne adoptée au printemps impose dorénavant les standards d’une exploitation plus responsable. Nous parlons juste d’éviter de gâcher les ressources que l’on se permet de prélever dans le sol.

Si cette loi a pu être adoptée, c’est grâce aux campagnes de mesures menées par des acteurs externes et indépendants des entreprises, qui ont permis de mettre en lumière les fuites massives généralisées. Si l’on veut que les nouvelles règles européennes soient efficaces, trois éléments sont nécessaires. Il faut d’abord continuer de financer ces campagnes de mesures indépendantes pour vérifier l’application des nouveaux standards et leur efficacité sur la réduction des émissions. Une étude canadienne établit que les entreprises sous-estiment largement les valeurs d’émissions qu’elles sont pourtant tenues de rapporter.

En deuxième lieu, ces nouvelles règles doivent être étendues aux installations situées en dehors du continent européen et fournissant du combustible aux pays européens (la mesure est prévue en 2027), car l’Europe importe plus de 90 % du pétrole et gaz qu’elle consomme. Les nouveaux standards ne seront donc vraiment efficaces que lorsqu’ils seront généralisés aux importations. Enfin, la mise en place de ces pratiques plus propres n’empêche pas de réduire notre dépendance aux énergies fossiles carbonées. Leur exploitation et leur consommation, même avec des pratiques responsables, provoqueront toujours des émissions disproportionnées de gaz à effet de serre. Diminuer l’une et l’autre permet d’agir à la fois sur les émissions de méthane et sur celles de CO₂, les deux leviers indispensables si l’on veut lutter contre l’augmentation des températures. ■



LE MÉTHANE A UNE CAPACITÉ DE RÉCHAUFFEMENT DE 30 FOIS CELLE DU DIOXYDE DE CARBONE SUR CENT ANS

DOMAINE RÉSERVÉ

Cette notion sans base constitutionnelle, élaborée par Jacques Chaban-Delmas en 1959, renvoie à des secteurs où seul le président est censé être décisionnaire

HISTOIRE D'UNE NOTION

Invité le 22 septembre, sur France 2, après la formation de son gouvernement, le premier ministre, Michel Barnier, a réaffirmé, comme il l'avait déjà fait le 12 septembre, devant les parlementaires Les Républicains réunis à Annecy, qu'il n'existait « pas de domaines réservés » attribués au président de la République, mais plutôt des « domaines partagés ». Avant d'ajouter qu'« il fa[llait] aussi cet esprit de compromis positif, dynamique » avec le président, pour l'« intérêt du pays ».

Ces propos se situent dans la droite ligne de ceux tenus par Alain Peyrefitte (1925-1999), garde des sceaux de Valéry Giscard d'Estaing, en mars 1978 : « Le domaine réservé, cela n'existe pas (...). C'est une fausse théorie qui n'a aucune base constitutionnelle. » Ce gaulliste historique sonnait le tocsin, alors que la gauche (Parti socialiste et Parti communiste), avec son programme commun, menaçait de remporter les élections législatives des 12 et 19 mars – ce qui n'advint finalement pas. « Dans le texte de la Constitution, le domaine

réservé n'est écrit nulle part », confirme le professeur de droit Dominique Rousseau.

C'est Jacques Chaban-Delmas (1915-2000) qui a élaboré cette notion lors des assises de l'Union pour la nouvelle République, en 1959. Au début de la V^e République, le parti gaulliste n'est pas majoritaire, et Chaban-Delmas, qui a été élu président de l'Assemblée nationale contre l'avis du général de Gaulle, décrit un « secteur réservé ou présidentiel » qui « comprend l'Algérie, sans oublier le Sahara, la communauté franco-africaine, les affaires étrangères, la défense ». Il ajoute que, face à cela : « Le secteur ouvert se rapporte au reste, un reste, d'ailleurs, considérable, puisqu'il réunit les éléments mêmes de la condition humaine. Dans le premier secteur, le gouvernement exécute, dans le second, il conçoit ».

Ulcéré, le général de Gaulle – qui estimait en bon militaire que tout procédait de son autorité – a rongé son frein. Il prend sa revanche trois ans plus tard, après la victoire du oui au référendum de 1962, qui consacre l'élection du président de la République au suffrage universel. Dès lors, au moment de la

« L'AUTORITÉ INDIVISIBLE DE L'ÉTAT EST AUX MAINS DU PRÉSIDENT : IL RÉPARTIT LES COMPÉTENCES EN FONCTION DES CIRCONSTANCES »

DOMINIQUE ROUSSEAU
professeur de droit

conférence de presse du 31 janvier 1964, vérifiable « Constitution de Gaulle », il articule son pouvoir autour de deux déclarations majeures : « Une Constitution, c'est un esprit, des institutions, une pratique. » Et surtout : « Il n'y a pas de dyarchie au sommet de l'Etat. » La messe est dite. « L'autorité indivisible de l'Etat est aux mains du président : il répartit les compétences en fonction des circonstances », résume Dominique Rousseau.

Mais la contrepartie de l'autorité du président réside dans la reconnaissance de sa responsabilité. Désavoué à l'issue d'un référendum, en avril 1969, le général de Gaulle a aussitôt démissionné. Au contraire, François Mitterrand, qui perd les élections législatives en mars 1986, et Jacques Chirac, après l'échec du référendum sur le traité établissant une Constitution européenne en mai 2005, ont esquivé le désaveu reçu.

Présidentialisation du régime

La cohabitation, crainte en 1978, devient une réalité en 1986. Celle-ci avait été théorisée le 16 septembre 1983, dans *Le Monde*, par Edouard Balladur, ancien secrétaire général de l'Élysée sous Georges Pompidou, et est mise en œuvre par Jacques Chirac. Seul l'ancien premier ministre Raymond Barre (1924-2007) réclamait la démission du chef de l'Etat.

Jacques Chirac s'est alors plié à la théorie du domaine réservé et a accepté de nommer des ministres de la défense (André Giraud) et des affaires étrangères (Jean-Bernard Raimond) compatibles avec le chef de l'Etat. Si, pendant cette période, François Mitterrand a refusé de signer des ordonnances sur les privatisations, cela a retardé le processus sans l'empêcher. De même, le premier ministre a pu réta-

blir, en ce qui concerne l'élection des députés, le scrutin uninominal à deux tours.

Pendant la plus longue cohabitation (1997-2002), l'article 20 de la Constitution, qui prévoit que « le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation », a été respecté à la lettre. Premier ministre socialiste de Jacques Chirac, Lionel Jospin a ainsi pu appliquer les principaux points de son programme, à savoir : les 35 heures, le pacs, la couverture maladie universelle et le quinquennat, gouvernant de fait sans l'accord du président. Pour le professeur de droit public Denis Baranger, « le domaine réservé, ce ne sont que des mots, car il n'y a jamais eu de partage du pouvoir. De Gaulle comme ses successeurs, Pompidou, Giscard d'Estaing, Mitterrand, ont toujours cherché à tout contrôler ». Cela traduit la présidentialisation du régime qui s'est encore renforcée avec l'adoption du quinquennat, comme le démontre l'affirmation de Jacques Chirac, le 14 juillet 2004 : « Je décide, il exécute », vis-à-vis du ministre Nicolas Sarkozy. Ce dernier, devenu à son tour chef de l'Etat, qualifia, en 2007, le premier ministre François Fillon de simple « collaborateur ».

Le domaine réservé n'explique pas les ambitions jupitériennes d'Emmanuel Macron. « Il veut rester un hyperprésident, alors qu'il s'est surtout révélé comme un excellent premier ministre », ajoute M. Baranger. En une du *Monde*, le billettiste Bernard Chapuis écrivait, le 13 juin 1975, sous le titre « Domaine réservé » : « On a dit qu'il n'y en avait plus depuis la disparition de Georges Pompidou. (...) C'est une erreur : le domaine réservé de M. Giscard d'Estaing, c'est le libéralisme. A ses ministres, il laisse le réalisme. » ■

ALAIN BEUVE-MÉRY



CHRONIQUE

PAR PAULINE GROSJEAN

Les prophéties auto-réalisatrices de l'astrologie

Quel est le rôle social des religions ? Et comment certaines croyances peuvent-elles résister à nos esprits cartésiens ? Depuis longtemps, les sciences sociales ont mis en évidence certaines implications des grandes religions monothéistes et moralisatrices. Leurs principes édifians, l'observation possible par un dieu tout-puissant de nos actions les plus secrètes et la promesse d'un monde meilleur contingent à nos bonnes actions peuvent faciliter la coopération, les échanges économiques et l'épargne, et donc favoriser la croissance économique. Mais qu'en est-il des croyances dans le surnaturel ou l'astrologie ? Sont-elles de simples frivolités ou servent-elles aussi un rôle économique et social ?

Une étude publiée le 5 août (« Astrology and Matrimony: Social Reinforcement of Religious Beliefs on Marriage Matching in Vietnam », Edoardo Ciscato, Quoc-Anh Do et Kieu-Trang Nguyen) démontre non seulement la fonction sociale des croyances astrologiques, mais aussi la façon dont cette fonction sociale assure la persistance même de ces croyances, en leur assurant un caractère autoréalisateur.

Les auteurs étudient le cas de l'horoscope vietnamien, le Tu Vi, qui prédit notamment le caractère augural des mariages. Contrairement à l'horoscope chinois ou à celui de l'astrologie occidentale, il n'y a pas de bonne ou de mauvaise année de naissance, ou de traits de caractère immuables supposément attachés à un signe astrologique. Les prédictions dépendent uniquement de l'année (lunaire) de naissance respective des époux, et varient d'année en année, n'imposant pas un écart d'âge particulier. Par exemple, il est de bon augure pour un homme né en 1980 d'épouser une femme née en 1977, mais de terrible augure d'en épouser une née en 1983.

Les auteurs étudient d'abord les tendances de mariage dans la population à partir de données de recensement. Ils établissent que l'astrologie semble bel et bien influencer les

unions : il y a plus de couples de bon augure et beaucoup moins de couples de mauvais augure (les prédictions peuvent aussi être neutres) par rapport à ce que l'on observerait dans une distribution aléatoire (même conditionnellement à l'âge et à l'éducation, deux facteurs importants dans le mariage).

De plus, un couple de bon augure astrologique semble, à la marge, être moins bien assorti en matière d'éducation et d'âge. Comme si les époux étaient prêts à sacrifier un assemblage au niveau d'éducation pour une meilleure alliance astrologique. Les auteurs sont aussi capables d'observer une renaissance de ce phénomène religieux après l'ouverture politique en 1986 d'un régime communiste qui avait essayé d'éradiquer ces croyances depuis son accession au pouvoir (dans le nord du Vietnam depuis 1954, et dans le Sud depuis 1975).

Bons et mauvais augures

Qu'advient-il de ces couples de bon ou de mauvais augure ? En exploitant des données d'enquête de ménages, les chercheurs montrent qu'un couple sous les auspices favorables du Tu Vi reçoit beaucoup plus de soutien financier de la part de son entourage, 11 % de plus en moyenne que pour un couple supposé de mauvais augure. La différence est particulièrement large (28 %) en cas de choc négatif, tel que l'hospitalisation d'un membre de la famille, situation dans laquelle les familles sont particulièrement dépendantes de leur réseau social du fait de la faiblesse du système formel d'assurance sociale (comme dans de nombreux pays en développement).

Avec un moindre soutien financier de leurs proches, les couples doivent parfois liquider leurs biens et déscolariser leurs enfants. Pourquoi leurs proches donnent-ils moins à un couple de mauvais augure ? Parce qu'ils pensent que ce couple malchanceux sera moins prospère, dilapidera ses biens et ne pourra donc pas les aider en cas de besoin. Une prophétie autoréalisatrice qui explique la persistance des croyances. En effet, ces phénomènes ne s'observent que parmi les croyants (taoïstes) au Tu Vi. Les couples vietnamiens chrétiens, eux, ne sont pas affectés. ■

Pauline Grosjean est professeure d'économie à l'université de Nouvelle-Galles du Sud (Australie)

UN AGENCEMENT PATRIARCAL DE L'ESPACE

LIVRE



POUR UN SPATIO-FÉMINISME. DE L'ESPACE À LA CARTE

de Nephthys Zwer,
La Découverte,
216 p., 22 €.

Marquant le retour sur le lieu de vie, de travail ou d'apprentissage, la rentrée peut être l'occasion de s'interroger à nouveaux frais sur les relations que nous entretenons aux espaces quotidiens. Et de remarquer que, dans la cour de récréation, les garçons occupent le plus souvent le centre de l'espace en se livrant à des activités sportives, tandis que les filles se trouvent reléguées aux marges du terrain ; que la température des bureaux climatisés est adaptée à la physiologie masculine ; que, dans les transports en commun, les unes prennent moins de place que les autres ; que, dans la rue, elles sont toujours en mouvement – l'occupation statique de l'espace public étant un privilège masculin.

C'est précisément sur ce rapport différencié des genres à l'espace que se penche Nephthys Zwer, historienne de la culture visuelle, dans *Pour un spatio-féminisme. De l'espace à la carte*,

(La Découverte, 216 pages, 22 euros). L'autrice s'emploie d'abord à dresser un vaste état des lieux et à souligner combien « les règles du jeu spatial sont au désavantage des femmes », avant de mettre en lumière les multiples canaux par lesquels les femmes sont conditionnées à accepter et à respecter ce partage inégal de l'espace, voire à le considérer comme naturel – en particulier le fait que « le langage et les connaissances géographiques ainsi produites soient tributaires d'un point de vue masculin ».

Contre-cartographie

Si, par volonté pédagogique, cette synthèse se laisse parfois déborder par son sujet, le propos se fait plus précis lorsque Nephthys Zwer retrace l'apport de la critique féministe à la compréhension de l'espace, de la philosophe américaine Donna Haraway à la géographe française Camille Schmoll.

Dès lors, que faire pour infléchir l'agencement patriarcal de l'espace ? En complément des

nombreux autres modes de lutte, l'autrice plaide dans la dernière partie en faveur de la pratique de la contre-cartographie, c'est-à-dire la production de cartes alternatives destinées à révéler et contester les structures de pouvoir.

Nourrie tant de connaissances historiques sur ses utilisations militantes et féministes que de sa propre expérience – l'autrice anime régulièrement des ateliers de cartographie collective –, elle explique comment cette subversion du pouvoir des cartes peut à la fois aider les participantes à comprendre leurs pratiques quotidiennes, faire émerger de nouvelles informations spatiales autrement difficiles à objectiver, et concourir à la formulation de contre-discours efficaces. « S'inscrire dans l'espace symbolique de la carte, c'est forcer la reconnaissance de soi, c'est exister pour les autres » : les femmes et les minorités, longtemps rayées de la carte, ont donc, selon elle, tout à gagner à s'emparer de cet outil. ■

MARION DUPONT

Guerre totale | PAR SERGUEI



L'ASTROLOGIE EST-ELLE UNE SIMPLE FRIVOLITÉ OU A-T-ELLE AUSSI UN RÔLE ÉCONOMIQUE ?



GÉOPOLITIQUE | CHRONIQUE
PAR GILLES PARIS

Les perdants de la guerre de Gaza

Une guerre chasse l'autre. Il se peut fort qu'à la date anniversaire du 7 octobre 2023, qui est à la fois le jour du plus grand massacre de civils israéliens par les miliciens du Hamas et celui du début de la destruction de la bande de Gaza par l'armée de l'Etat hébreu, les regards soient tournés vers la « ligne bleue », la ligne de retrait qui sépare Israël du Liban faute d'une frontière agrée par les deux pays. Une telle diversion, évidemment dramatique, permettrait aux perdants de la guerre de Gaza de faire l'économie d'une douloureuse introspection.

Il n'est pas question ici des victimes directes de cette guerre dont on ne voit pas la fin : les dizaines de milliers de morts civils palestiniens, presque une centaine de milliers de blessés, une succession de champs de ruines où rien n'a été épargné. La guerre a plongé près de 100 % de la population dans la pauvreté et une dramatique insécurité alimentaire, selon le dernier rapport de la Banque mondiale publié ce mois-ci. Réalisé en dépit de la chape de plomb maintenue par Israël sur Gaza, ce rapport note également l'effondrement du système scolaire, du fait de destructions massives d'écoles (estimés à 95 % du total) et de centaines de morts parmi le personnel enseignant, un désastre répliqué à l'identique dans le secteur de la santé.

Plus de 2 millions de personnes sont concernées, et pour longtemps. La riposte israélienne a décimé la milice du Hamas, détruit une bonne partie de son armement et de ses infrastructures à un prix exorbitant. Mais l'armée israélienne avait pour mission principale un objectif inatteignable, l'éradication totale du mouvement islamiste, et une seconde devenue progressivement secondaire aux yeux de la coalition au pouvoir, la libération des Israéliens pris en otage le 7 octobre. Près d'un an après son début, la guerre se transforme progressivement en réoccupation durable de l'étroit territoire.

Humiliation sur humiliation

Cette réoccupation est adossée pour l'heure à deux corridors militaires, l'un au sud de la ville de Gaza, l'autre à la frontière avec l'Egypte. Elle est complétée par la création de facto d'une zone tampon sur le pourtour de la bande de terre qui réduit encore sa surface utile. L'armée israélienne entend ainsi garder une capacité d'action au sol, et en profondeur. Autant dire que la reconstruction de Gaza, lorsqu'il en sera question, relèvera d'une autre forme d'enfer, pour des résultats dont la pérennité ne pourra jamais être garantie. Le Programme des Nations unies pour l'environnement a estimé en juin à 39 millions de tonnes les gravats générés par les bombardements massifs israéliens. L'ONU estime qu'il faudra plus d'une décennie pour les traiter.

Les perdants de la guerre de Gaza sont ceux dont l'impuissance est de fait devenue un acquiescement. A commencer par l'administration de Joe Biden, ils se sont

À COMMENCER PAR L'ADMINISTRATION BIDEN, ILS SE SONT RÉVÉLÉS INCAPABLES D'EMPÊCHER LE DÉSASTRE

révélés incapables d'empêcher un tel désastre alors qu'ils pouvaient au moins en limiter l'ampleur. Le président des Etats-Unis, son secrétaire d'Etat, Antony Blinken, et le directeur de la CIA, William Burns, ont essuyé humiliation sur humiliation en essayant d'obtenir l'accord du premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, pour un cessez-le-feu qui aurait permis en outre, comme cela avait été le cas en novembre 2023, des libérations d'otages. Washington n'a jamais fait jouer la dépendance de l'armée israélienne vis-à-vis des Etats-Unis en matière d'armements pour sauvegarder un minimum de crédibilité.

La même passivité face à ce carnage va également durablement abîmer l'image collective de pays européens profondément divisés aujourd'hui sur la question palestinienne. Cette impuissance est d'autant plus dévastatrice qu'une partie d'entre eux, les membres de ce qui était alors la Communauté économique européenne, avaient été pionniers, en 1980, avec la déclaration de Venise, qui défendait le principe de la solution à deux Etats. Qu'il s'agisse de projets bilatéraux ou de programmes d'aide menés à l'échelle de l'Union européenne, le montant total des infrastructures réduites en poussière par les bombardements israéliens devra impérativement être rendu public. En espérant qu'un jour les Européens cessent de financer sans la moindre contrepartie politique l'occupation israélienne des territoires palestiniens occupés.

Face à ces grands perdants auxquels on peut ajouter les régimes autoritaires arabes signataires des accords d'Abraham avec Israël, restés muets, Benjamin Nétanyahou fait figure, lui, de vainqueur. Près d'un an après la faillite sécuritaire systémique du 7 octobre 2023, dont il porte une part non négligeable de responsabilité, il n'a toujours rendu aucun compte. Il continue de jouer à son profit de la présence de l'extrême droite suprémaciste au sein de sa coalition pour accentuer la colonisation de la Cisjordanie, en toute impunité et sans responsabilité. Le départ, le 9 juin, de son principal opposant, Benny Gantz, du cabinet de guerre mis sur pied après le 7 octobre 2023 et qui était censé traduire une forme d'union nationale s'est révélé un non-événement.

Benjamin Nétanyahou n'a toujours pas la moindre vision stratégique de ce que pourrait être un avenir pour Gaza, et ce constat est dramatique pour les deux peuples qui se font face. Les Palestiniens de l'étroite bande de terre qui auront 18 ans en 2025 n'auront connu qu'un territoire sous blocus, une prison à ciel ouvert où le chômage n'a cessé d'être endémique, l'absence totale d'horizon et le joug impitoyable du Hamas. Ils auront aussi expérimenté, directement ou indirectement, quatre guerres, en 2008-2009, en 2012, 2014 et 2021, avant le déchaînement toujours en cours qui a fait de plus de 1,9 million de Gazaouis des déplacés. Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour imaginer quels mécanismes destructeurs une telle existence pourra produire. ■

IMMIGRATION : L'INQUIÉTANTE PRÉCIPITATION DE BRUNO RETAILLEAU

ÉDITORIAL

Trois jours après l'annonce de la composition du gouvernement de Michel Barnier, les Français ignorent toujours si leurs impôts vont être augmentés, si leurs services publics vont être affaiblis, si la politique de transition climatique va être poursuivie, si la lutte contre la « trappe à bas salaires » va être engagée. Le nouvel exécutif ayant été constitué après un été entier de jachère, sans la moindre discussion sur le fond, des réponses à ces questions ne devraient être apportées que mardi 1^{er} octobre, devant les députés, lors du discours de politique générale du nouveau premier ministre. Mais il aura fallu moins de quarante-huit heures au ministre de l'intérieur, Bruno Retailleau, pour exposer urbi et orbi son programme, mettant en exergue son sujet de prédilection, l'immigration.

« Trop c'est trop ! (...) Un pays n'est pas un hall de gare », a-t-il déclaré au *Figaro*, le 24 septembre, affirmant sa volonté de donner un « coup d'arrêt » au « désordre migratoire », avant une longue interview au « 20 heures » de TF1 au cours de laquelle il a présenté la France comme « le pays le plus attractif d'Europe » et envisagé une nouvelle loi. Moins d'un an après le crash politique du projet de loi Darmanin, M. Retailleau voudrait visiblement en ressusciter les nombreuses dispositions censurées par le Conseil constitutionnel. Cette précipitation de l'ancien chef des sénateurs Les Républicains à se pousser du col pour se poser en défenseur d'un pays prétendument assiégé par des hordes d'immigrés est doublement inquiétante.

D'abord parce qu'elle met en lumière le hiatus démocratique consécutif aux élections législatives anticipées : alors que les deux tiers des Français ont écarté, au second tour, le Rassemblement national et son instrumentalisation délétère de la xénophobie, ils se retrouvent avec un ministre de l'intérieur qui, à peine nommé, enclenche les mêmes sirènes.

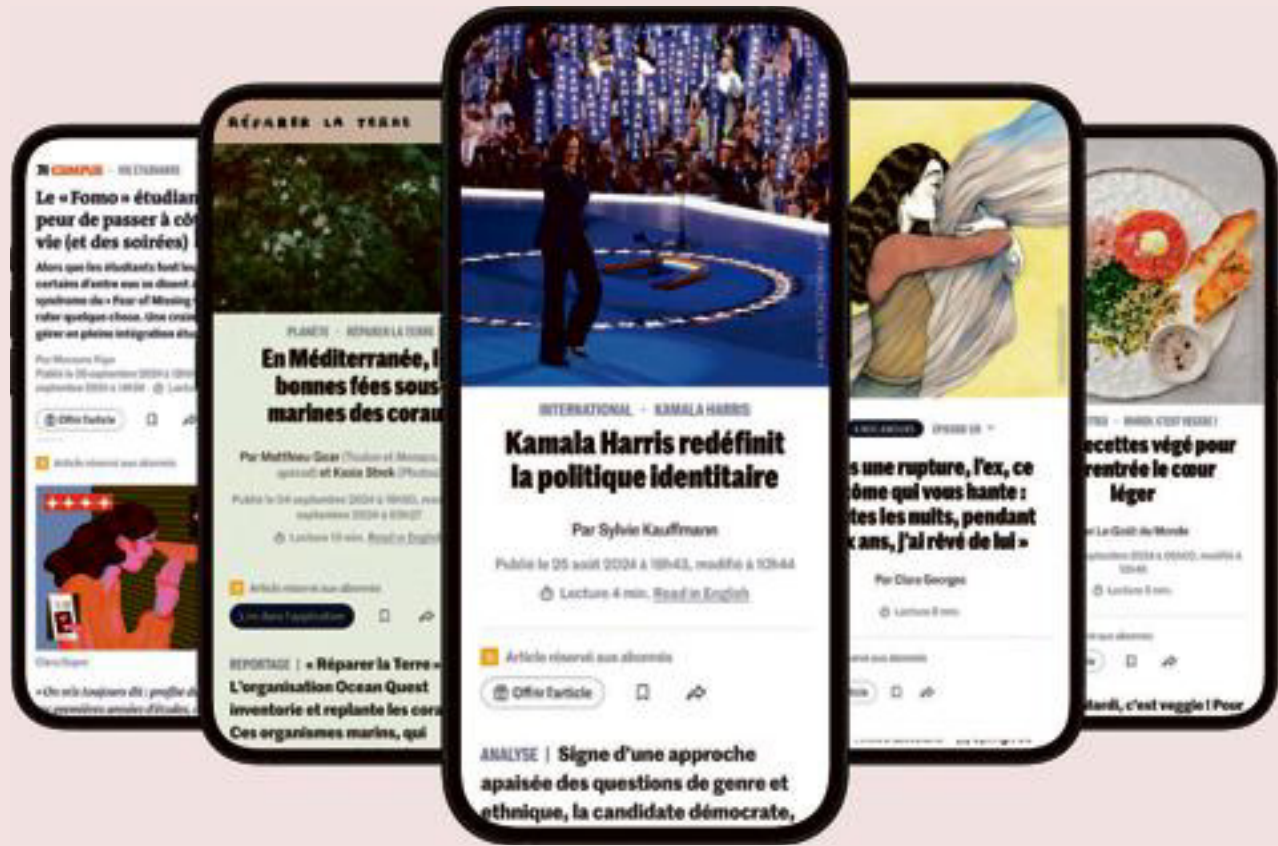
Ensuite parce que Bruno Retailleau, tout à son excitation d'accéder aux commandes de Beauvau, ne dit pas la vérité : c'est bien mal connaître les nombreux motifs qui poussent à l'exil, le caractère erratique des trajets migratoires et les risques mortels

endurés que d'affirmer que les étrangers choisissent la France pour la générosité de sa protection sociale ; c'est feindre d'ignorer la chaîne de raisons – notamment diplomatiques et liées à des engagements internationaux – qui entravent les reconduites à la frontière d'étrangers sans papiers que de faire croire que les directives musclées données aux préfets qu'il a annoncées vont y changer quoi que ce soit. Si ce n'est nourrir un discours simpliste – et des résultats médiocres – dont le Rassemblement national, en embuscade, fera finalement son miel.

Le fait que la question de l'immigration tараude l'opinion française et qu'elle exige une politique claire – principalement européenne et internationale – et un discours de vérité n'est guère douteux. Il suffit d'observer la plupart des pays développés pour se convaincre que ce n'est pas en niant cette évidence, ou en la réduisant à du « racisme », comme tend à le faire une partie de la gauche, que l'on combattrait la jalousie sociale, la peur du déclassement, les préjugés et les mensonges qui transforment ce sujet en un puissant instrument politique. Mais jeter en pâture les immigrés en lever de rideau d'une nouvelle et incertaine législature ne peut qu'alimenter la flamme déjà vivace du Rassemblement national, valider son utilisation des étrangers comme boucs émissaires, et préparer le terrain à ses énièmes surenchères. ■

Le Monde

On vous parle de tout.



OFFRE -26 ANS

6,99 3,49 €/mois

PENDANT 6 MOIS



abo.lemonde.fr/
jeunes-24

ON PEUT Y AJOUTER
LES RÉGIMES
AUTORITAIRES
ARABES SIGNATAIRES
DES ACCORDS
D'ABRAHAM
AVEC ISRAËL,
RESTÉS MUETS